

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI OUZOU
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Financières et Comptabilité



Mémoire de fin de cycle

**En vue de l'obtention du Diplôme de
Master en Sciences Financières**

Spécialité : Finance et banques

Sujet :

**Relation entre Banque et entreprise : Gestion des comptes
« Ressource et dépense » : Cas Entreprise NAFTAL de
Oued-Aissi**

Réalisé par :

- CHEBALLAH Yasmine
- AGGAD Hayat

Dirigé par :

Mr HADJOU A / Aziz

Devant le jury composé de :

Président : Mr DRIR Mohammed, MAA, UMMTO

Examineur : Mr OUSSAID Aziz, MAA, UMMTO

Rapporteur : Mr. HADJOU.A. MAA, UMMTO.

Année Universitaire : 2021-2022

Remerciements

Avant toute chose, nous remercions Allah, le tout puissant, de nous avoir donné la force et la patience de bien mener ce modeste travail.

Nous tenons à remercier tout d'abord et particulièrement Mr HADJOU Aziz l'encadreur de notre mémoire, pour ses directions, sa disponibilité et ses conseils tout au long de la durée de notre travail, ce qui nous a permis de mettre au point ce mémoire.

Notre haute considération et l'expression de notre gratitude s'adressent à Messieurs les membres du jury qui ont accepté de soutenir notre mémoire.
Nous tenons à remercier particulièrement Mr AISSAT BOUALAM, responsable de département de trésorerie, et tous le personnel de NAFTAL district Oued-Aissi Tizi-Ouzou pour l'esprit de coopération et la courtoisie dont ils ont fait preuve durant notre stage.

On voudrait exprimer nos plus profonds remerciements à tous les membres de nos deux familles pour leurs encouragements et leurs soutiens tout au long de notre travail.

Pour finir, on tient à remercier spécialement tous nos amis et nos collègues pour leurs encouragements.



Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail : A Mes très chers parents
Aucune dédicaces ne saurait exprime l'affection et l'amour que j'ai pour
vous.*

*Je prie le bon dieu de les garder en bonne santé pour une longue vie, et
m'aide à être toujours leur fierté.*

A ma chère sœur Kahina.

A toutes mes cousines et cousins

À toute ma famille sans exception

A tous mes amis qui ont fait preuve d'une amitié sincère.

*A Yasmine ma binôme que j'ai appréciée et avec qui j'ai eu grand plaisir à
partager cette expérience.*

*A toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce
travail.*

*Je dédie ce travail à toutes les personnes chères à mon cœur. Qu'elles trouvent
ici l'expression de toute ma gratitude et mon amour.*

Hayat



Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail : A Mes très chers parents
Aucune dédicaces ne saurait exprime l'affection et l'amour que j'ai pour
vous.*

*Je prie le bon dieu de les garder en bonne santé pour une longue vie, et
m'aide à être toujours leur fierté.*

*A mes chers frères, à mes chères sœurs ainsi qu'à leurs époux et mon mari
Pour leur amour et leur incontestable appui*

A toutes mes cousines et cousins

À toute ma famille sans exception

A tous mes amis qui ont fait preuve d'une amitié sincère.


*A Hayat ma binôme que j'ai appréciée et avec qui j'ai eu grand plaisir à
partager cette expérience.*

*A toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce
travail.*

*Je dédie ce travail à toutes les personnes chères à mon cœur. Qu'elles trouvent
ici l'expression de toute ma gratitude et mon amour.*

Yasmine



A red decorative border with a wavy, scroll-like shape, enclosing the text.

*Liste des tableaux et
figures*

Liste des tableaux

Tableau n°01 : avantages et inconvénients de chaque forme de financement.

Tableau n°02 : Présentation schématique des SIG.

Tableau n°03 : Présentation schématique la méthode soustractive.

Tableau n°04 : Présentation schématique de la méthode additive.

Tableau n°05 : comparaison des emplois et des ressources.

Tableau n° 06 : Composition d'un pool type de 5 banques.

Tableau n° 07 : La nature des vérifications selon les types de documents.

Tableau n° 08 : l'actif de bilan financier (2019,2020 et 2021).

Tableau n° 09 : passif de bilan financier (2019,2020 et 2021).

Tableau n° 10 : Emplois des bilans financiers en grandes masses pour 2019, 2020, 2021.

Tableau n° 11 : Ressources des bilans financiers en grandes masses pour 2019, 2020, 2021.

Tableau n° 12 : Le calcul de FR par le haut du bilan.

Tableau n° 13 : Le calcul de FR par le bas du bilan.

Tableau n° 14 : Le calcul de BFR.

Tableau n°15 : Le calcul de TR.

Tableau n°16 : Calcul du Ratio de structure.

Tableau n° 17 : Calcul du Ratios de liquidité.

Tableau n° 18 : Ratios de rentabilité.

Tableau n° 19 : Ratios d'endettement.

Tableau n° 20 : Le calcul des soldes intermédiaires de gestion.

Tableau n° 21 : Evolution du chiffre d'affaire de NAFTAL.

Tableau n° 22 : Calcul de la CAF à partir de la méthode EBE (additive).

Tableau n° 23 : Calcul de la CAF à partir de la méthode EBE (soustractive).

Liste des figures

Figure n°01 : schéma représentant les différents modes de financement.

Figure n°02 : Schéma du bilan financière en grand masse.

Figure n°03 : Schématisation du fond de roulement étranger (FRE).

Figure n°04 : Schématisation du fond de roulement global.

Figure n°05 : Schématisation des différents types de fond de roulements.

Figure n°06 : Organigramme général du DISTRICT COMMERCIALISATION de Tizi-Ouzou.

Figure n°7 : La structure du service de la trésorerie de NAFTAL.

Figure n° 08 : Le circuit du dossier de paiement.

Figure n° 09 : Représentation graphique des actifs des bilans financiers en grandes masses.

Figure n° 10 : Représentation graphique des passifs des bilans financiers en grandes masses.

Figure n° 11 : Représentation graphique du Fonds de Roulement.

Figure n° 12 : Représentation graphique du Besoin en Fonds de Roulement.

Figure n° 13 : Représentation graphique de la trésorerie.

Figure n° 14 : Représentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaire de NAFTAL.

Figure n° 15 : Représentation graphique de la CAF.

A red decorative border with a wavy, ribbon-like shape, enclosing the text.

*Liste des
abréviations*

Abréviations	Signification
AC	Actif circulant
AI	Actif immobilisé
BFR	Besoin en fond de roulement
CA	Chiffre d'affaire
CAF	Capacité d'autofinancement
CP	Capitaux propres
DCT	Dette à court terme
DLMT	Dette à long et moyen terme
EBE	Excédent brut d'exploitation
FR	Fond de roulement
FRNG	Fond de roulement net global
KP	Capitaux permanent
R	Rotation
TN	Trésorerie nette
VA	Valeur actuelle
VI	Valeur immobilisée
VR	Valeur réalisable
VE	Valeur d'exploitation
IBS	Impôts sur les bénéfices de sociétés
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
SIG	Solde intermédiaire de gestion
R_{cp}	Taux de rentabilité des KP après IS
Re	Taux de rentabilité économique
t	Impôt sur le résultat
i	Taux d'intérêt
BFRE	Le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation
BFRHE	Le Besoin en fonds de Roulement d'Hors Exploitation



Sommaire

Sommaire

Introduction générale	1
------------------------------------	----------

Chapitre1 : la problématique de financement

Section 1 : Les sources de financement	5
Section 2 : Analyse financière du bilan	21
Section 3 : l'analyse de l'activité et de la rentabilité.....	40


Chapitre2 : approche théorique de la gestion des comptes

Section 1 : définition des différents concepts de base	51
Section2 : la fonction du trésorier dans l'entreprise.....	61
Section3 : l'environnement bancaire, conditions et négociations	66

Chapitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Section1 : la présentation de l'entreprise NAFTAL.....	84
Section2 : service de la trésorerie	98
Section3 : analyse la situation financière du district commercial NAFTAL	101

Conclusion générale	126
----------------------------------	------------



Introduction générale

Introduction générale

Dans un monde en perpétuelles mutations technologiques, économiques et socioculturelles, dans un environnement complexe et incertain où la concurrence est rude, l'entreprise est condamnée plus que jamais à être performante pour assurer sa survie. C'est la raison pour laquelle la performance se retrouve au centre des préoccupations des dirigeants.

L'entreprise durant son processus d'activités a besoin des ressources financières pour assurer son fonctionnement et en particulier son financement. Ces ressources constituent la liquidité disponible dans l'entreprise que cette dernière utilise pour le financement à court terme.

La gestion de l'entreprise a pour objectif de maximiser sa valeur. A cet effet, l'appréciation de la valeur d'une entreprise passe à travers une analyse financière qui repose sur l'étude de sa situation passée qui fournit des éléments lui permettant d'améliorer sa situation future, afin d'apprécier aussi bien la solvabilité mais aussi la rentabilité et ses perspectives de croissance en termes d'activité et de résultats.

En tant qu'outil de gestion financière, l'analyse financière est fondée sur une vision purement technique basée sur l'analyse et l'interprétation des résultats portant sur la lecture des documents comptables et financiers. Elle fournit toutes les informations nécessaires pour préserver l'équilibre financier de l'entreprise tant à long qu'à court terme et prendre les décisions qui influencent les valeurs de l'actif et du passif, les résultats et la valeur de l'entreprise.

La question des conditions bancaires est étroitement liée à la question des relations entre les banques et les entreprises. Ces relations ont beaucoup évolué ces dernières années du fait de la concurrence entre institutions financières, du développement des outils informatiques mis à la disposition des trésoriers et de l'organisation des entreprises. L'entreprise a pris conscience des coûts financiers qui peuvent peser sur ses marges et de la nécessité de mettre en place des services financiers opérationnels.

Introduction générale

Tout cela, permet aux responsables de l'entreprise de prendre et d'adopter les bonnes décisions et des initiatives, afin de faire face aux différents risques qui sont généralement à l'origine de la faillite de nombreuses entreprises.

Cette planification de la trésorerie constitue une étape importante dans la mesure où le responsable financier est appelé à faire un équilibre entre les encaissements et les décaissements prévus et les maintenir à échéance.

Pour mieux cerner notre problématique, nous avons posé la question principale suivante :

Dans quelles mesures la relation entre banque et entreprise influe-t-elle la gestion des comptes de celle-ci ?

Notre étude vise à faire une analyse financière de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise NAFTAL District, nous tenterons d'apporter des propositions susceptibles de remédier aux insuffisances constatées.

De cette problématique, découle un certain nombre de questions subsidiaires. En effet :

- Quel est le niveau d'activité de l'entreprise NAFTAL ?
- Qu'est-ce qu'une trésorerie et quelle place occupe-t-elle dans la gestion de l'entreprise ?
- Quels sont les outils à mettre en place au préalable pour avoir une bonne gestion et dans quelle mesure s'appliquent-ils ?
- Que donne l'application de l'analyse financière sur les états financiers du District commercialisation NAFATL ?

Dans le but de répondre à nos questions de recherche nous avons formulé les deux hypothèses suivantes :

La structure financière de NAFTAL est saine et lui permet d'atteindre son équilibre financier et d'atteindre une bonne rentabilité économique et financière.

Introduction générale


Une autre hypothèse consiste à supposer que l'application de l'analyse financière sur les états financiers de NAFTAL dégagera des résultats importants et une meilleure gestion des liquidités lui permettant d'honorer ses engagements.

Afin de vérifier ces hypothèses et de répondre aux interrogations précédentes, nous adopterons le sujet suivant « relation entre Banque et Entreprise : gestion des compte 'compte ressources et dépenses' »

L'intérêt de notre étude sera pour nous l'occasion de mieux approfondir les connaissances acquises sur le plan théorique et d'appliquer ces connaissances dans la partie pratique, en outre il permet aux responsables de l'entreprise d'assimilé et de comprendre les concepts fondamentaux de l'analyse financière.

Pour répondre à ces interrogations, nous avons adopté la méthodologie suivante :

- Dans le premier chapitre, nous présenteront les sources de financement et une analyse financière avec ses méthodes de calculs et ainsi l'analyse de l'activité et de la rentabilité.
- Le deuxième chapitre intitulé « approche théorique de la gestion des comptes » dans ce chapitre nous présenteront des définitions des différents concepts de base et la fonction du trésorier dans l'entreprise ainsi l'environnement bancaire, condition et négociation.
- Le dernier chapitre sera consacré à l'étude de cas. Ainsi, nous tenterons d'analyser les procédures de gestion de la trésorerie au niveau du département des finances et comptabilité au sein du district commercialisation « NAFTAL » de Tizi-Ouzou.



*Chapitre 1 : La problématique de
financement*

Introduction

Tout au long de leur existence, d'abord lors de leur création, puis pour assurer leur fonctionnement et leur développement, les entreprises ont besoin de fonds. L'entreprise doit se doter d'un outil de production et financer son cycle d'exploitation, notamment ses stocks et ses créances clients. Le financement des entreprises désigne l'ensemble des ressources qu'elles doivent se procurer pour faire face à leurs besoins. Les ressources, très diverses, peuvent être regroupées en deux catégories : les capitaux propres et les capitaux empruntés. La manière de combiner les différents moyens de financement est un élément de la stratégie financière qui a des conséquences directes sur la situation économique de l'entreprise, notamment sa valeur, sa solvabilité, sa rentabilité et son risque.

L'analyse financière vise à porter un jugement sur les entreprises à partir d'un diagnostic établi grâce aux comptes de synthèse (Bilan, Compte de Résultat, Annexes). Pour identifier les questions auxquelles l'analyse financière cherche à répondre, il faut partir de l'économie marchande.

En effet, L'entreprise et la banque jouent ensemble un rôle primordial dans l'activité économique ; l'entreprise entant que vecteur de développement et croissance économique et la banque comme support principal et source de financement. Cette relation désignée durable et inséparable entre les deux entités à savoir la banque et l'entreprise.

Ce chapitre, consacré à la problématique de financement, sera axé sur trois principaux points qui peuvent être identifiés comme suit :

- ✓ Les sources de financement
- ✓ Analyse financier
- ✓ Analyse de l'activité et de la rentabilité

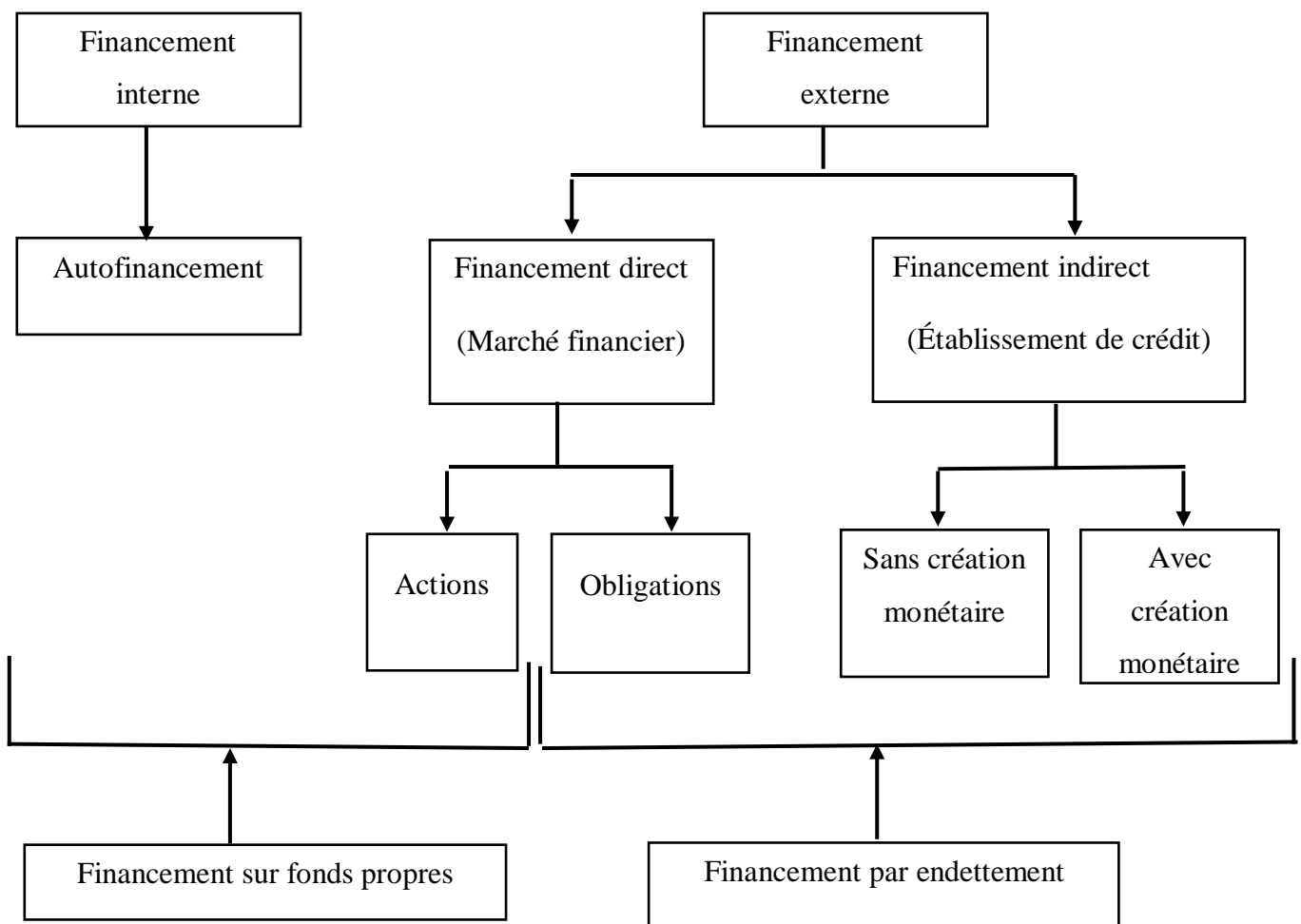
Section 1 : les sources de financement

L'entreprise a différents types de besoins et doit lever des fonds auprès de plusieurs sources. Afin de répondre aux besoins de financement à chaque étape de la vie de l'entreprise, la direction de l'entreprise dispose d'un certain nombre de ressources financières qui doivent être sélectionnées en fonction des besoins indiqués et de l'impact de chaque type de financement sur la rentabilité. Les décisions financières à court terme sont subordonnées aux décisions à long terme qui fixent le cadre du développement des affaires.

Les sources de financement sont nombreuses, diverses et accessibles dans des conditions spécifiques, peuvent être classées selon leur origine en deux principales catégories : internes (propriétés de l'entreprise) ou externe à l'entreprise.

1. Généralité sur les sources de financement

Figure n°01 : schéma représentant les différents modes de financement



Source : Belin Education/Humensie, 2019 Sciences économiques et sociales 1^{re}. COREDOC

1.1 Le financement interne

Toutes les entreprises peuvent utiliser leurs propres fonds et d'autres fonds. Les partenaires financent une partie ou la totalité de vos besoins en équipement ou fonds de roulement.

Les entreprises utilisent le bénéfice après impôt de deux manières. Une partie de ces bénéfices sera distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes et la partie restante sera distribuée aux actionnaires. Il est détenu par la société, pris en charge pour l'investissement et s'autofinance.

a) Notion de l'autofinancement

L'autofinancement est une ressource gratuite et renouvelable pour l'entreprise. Il correspond à l'aptitude pour l'entreprise d'utiliser les ressources dégagées de son activité d'exploitation pour se financer. Il permet une certaine indépendance financière, une maîtrise des charges financières, une amélioration de la situation et donc de la valeur des actions. En effet, l'autofinancement donne à l'entreprise une liberté d'action car elle sera indépendante de ses créanciers. Il est d'une grande importance pour les dirigeants de l'entreprise du fait qu'il se substitue d'une part à toutes autres sources de financement et par conséquent il épargne aux dirigeants de payer des intérêts excessifs, et d'autre part, il donne plus de liberté de manœuvres aux gestionnaires de l'entreprise. Ces arguments nous laissent dire qu'un autofinancement est plus avantageux pour une entreprise qu'un financement externe (Myers et Majluf, 1984).

Cependant, pour lever l'ambiguïté causée par le mot résultat, E. COHEN propose la définition suivante : « *l'autofinancement est le surplus monétaire dégagé par l'entreprise sur son activité propre et conservé par elle pour financer son développement futur* »¹

J. Pierre et al définissent L'autofinancement comme « *la rétention de tout ou une partie des rémunérations annuelles des actionnaires en vue de couvrir les divers besoins de l'entreprise. Il s'agit donc d'un processus d'épargne réalisé au niveau de la société* »²

D'un point de vue comptable, Le montant non distribué va dans les réserves et si celle-ci est suffisante, des actions peuvent être distribuées gratuitement.

¹ E.Cohen : Gestion financière de l'entreprise et développement financier, édition EDICEF/AUPELF, 1991, p.194.

² J.Pierr : Finance d'entreprise, finance de marché, diagnostic financier, édition Dalloz 1994, p. 143

Chapitre 1 : La problématique de financement

Autrement dit, l'autofinancement fait partie de la capacité d'autofinancement (CAF). Dédié à la finance d'entreprise. Il s'agit d'une ressource interne qui peut être utilisée plus tard Rémunération des actionnaires.

L'autofinancement représente le reste de la CAF après avoir distribué les dividendes aux actionnaires. C'est la richesse réellement créée par l'entreprise, et se calcule comme suit :

$$\text{Autofinancement} = \text{Capacité d'autofinancement} - \text{dividendes distribués au cours de l'exercice.}$$

L'autofinancement de l'exercice contribue au renforcement de la structure financière de l'entreprise. On peut distinguer trois niveaux d'autofinancement à savoir :

- **Autofinancement minimum** : qui correspond au montant de l'amortissement, c'est-à-dire l'usure du matériel. Or, cet autofinancement n'est pas suffisant pour investir et renouveler la totalité des outils de production (à cause d'inflation, évolution technologique...).
- **Autofinancement de maintien** : il correspond à l'amortissement et plus le montant qui compense l'augmentation des prix des immobilisations. Elle permet le remplacement et le maintien du matériel existant dans l'entreprise (à l'identique).
- **Autofinancement de développement** : il regroupe l'autofinancement de maintien plus une ressource de plus qui permet la croissance de l'entreprise. Cet autofinancement permet la modernisation et l'augmentation de la capacité de production (en achetant des nouvelles machines).

b) Les avantages et inconvénients de l'autofinancement³

➤ Les avantages

L'autofinancement est une source de financement particulièrement stratégique pour une entreprise, car il lui permet :

- Indépendance financière. L'entreprise n'a pas à rembourser de prêt auprès d'une banque ou d'un investisseur.

³ Armand Dayan : « Manuel de gestion/volume 2 », 2^{ème} édition, éd. ELLIPSES, Paris, 2004, P 552

Chapitre1 : La problématique de financement

- Contrôle total des prises de décisions. Les actionnaires et investisseurs peuvent avoir un pouvoir de décision et inciter l'entreprise à orienter le développement de son activité vers un objectif qui n'est pas initialement celui du dirigeant. Avec l'autofinancement l'entreprise n'a de compte à rendre à aucun investisseur et peut donc librement définir sa stratégie de développement.

➤ **Les inconvénients**

Les principaux inconvénients de l'autofinancement sont les suivants :

-L'autofinancement limite la croissance d'une entreprise à sa rentabilité après déduction de l'impôt sur le revenu.

-L'autofinancement entrave la circulation des capitaux dans la mesure où les bénéfices distribués sont automatiquement réinvestis dans les mêmes activités, d'où une mauvaise allocation des ressources.

-Une politique d'autofinancement trop volontariste peut léser à court terme les actionnaires de l'entreprise.

-Des fonds propres excédentaires peuvent conduire à des investissements inutiles.

-De même, trop d'autofinancement peut amener l'entreprise à ignorer sa dette.

-l'autofinancement sont insuffisants pour couvrir tous les besoins financiers de l'entreprise. Si ce dernier ne nécessite pas d'épargne externe, elle peut être tentée d'étaler les dépenses sur une durée trop longue ou de choisir un investissement de taille modeste.

c) L'effet de levier

L'effet de levier détermine le montant maximum d'endettement acceptable pour une société, sans mettre en risque ses capitaux propres. Il explique également que la structure financière de l'entreprise a une influence sur la rentabilité financière de l'entreprise.

Avant tout investissement, entreprise détermine l'effet de levier et le présente aux associés ainsi qu'aux investisseurs potentiels.

Chapitre 1 : La problématique de financement

"L'effet de levier explique comment il est possible de réaliser une rentabilité des capitaux propres (la rentabilité financière) qui est supérieure à la rentabilité de l'ensemble des fonds investis, la rentabilité économique"... lorsque l'effet est positif.

Formule :

$$R_{cp} = [R_e + (R_e - i) \times \frac{D}{CP}] (1-t)$$

R_{cp} = taux de rentabilité des KP après IS.

CP = fond propres.

D = dettes totales.

R_e = taux de rentabilité économique des capitaux investis après IS.

t = impôt sur le résultat.

i = taux d'intérêt moyen avant IS ou cout moyen nominal des dettes avant IS.

Cette formule permet dans l'analyse de l'évolution de la rentabilité du fonds propres de faire la part entre :

- L'effet de la rentabilité des capitaux engagés.
- Les conséquences de l'usage de la dette.
- L'impact de la fiscalité.

1.2 Le financement externe

Dans un monde globalisé où la concurrence entre les entreprises est devenue si intense, la confiance des clients est nécessaire pour gagner de nouvelles parts de marché, et les marchés financiers se développent exceptionnellement, Une entreprise doit chercher à trouver des sources de financement pour son cycle d'exploitation et optimiser les coûts associés à ce financement. Le manque d'équité se manifeste dans la réalisation d'événements importants dans la vie de l'entreprise, tels que des projets d'investissement et diverses restructurations. Le financement de ces entreprises nécessite généralement des entrées importantes de capitaux Car, d'une part, ils ne peuvent subvenir à leurs besoins financiers avec leurs propres ressources financières, et d'autre part, les partenaires ne peuvent fournir les fonds nécessaires. La recherche de plus de capitaux auprès de sources extérieures telles que le secteur bancaire,

Chapitre 1 : La problématique de financement

les marchés financiers et d'autres sources de financement semble fatale compte tenu de l'insuffisance des sources de financement internes.

a) Le financement externe direct (via marché financier)

Pour répondre à ses besoins de financement, l'entreprise peut recruter directement des agents ayant des capacités de financement. Ce lieu de rencontre est le marché financier. C'est en fait la façon dont l'entreprise procède. Capital requis pour couvrir les besoins de financement.

➤ **Définition**

Un marché financier peut être défini comme un lieu où des agents disposant d'une capacité de financement peuvent prêter des fonds directement à des agents (entreprises) ayant besoin de financement par le biais d'instruments financiers appelés titres.

➤ **Les fonctions du marché financier**

En tant que marché primaire, les marchés financiers lèvent des capitaux et permettent la conversion directe de l'épargne des ménages en ressources à long terme pour les entreprises. En échange de ce capital, les entreprises émettent des valeurs mobilières, essentiellement des actions et des obligations.

En tant que marchés secondaires, les marchés financiers fournissent des liquidités et La liquidité de l'épargne investie en actions ou en obligations. Les bourses assurent un bon fonctionnement du marché secondaire ; Marchés financiers, hors valeurs mobilières C'est juste un piège dans lequel vous pouvez tomber sans pouvoir sauvegarder. Sortir quand ils veulent. En particulier la négociabilité des obligations et des actions Dans un marché attractif pour les investisseurs. Cette liquidité du marché permet un arbitrage de portefeuille rapide. Attendre l'échéance des titres qui le composent, ou rechercher individuellement éventuelle contrepartie.

Le marché financier permet également la valorisation des actifs financiers qui y sont cotés. En effet, chaque actif financier a un prix qui dépend des anticipations des investisseurs sur les revenus futurs qu'il rapporte. Si le marché financier est efficient, le prix d'un bien est à chaque instant une estimation de sa vraie valeur. Dans ces conditions, le marché financier donne des indications concrètes à la fois aux chefs d'entreprises et aux investisseurs.

Chapitre1 : La problématique de financement

Pour l'investisseur, le prix des valeurs mobilières dans un marché efficient est tel que les espoirs de rentabilité sont proportionnels aux risques perçus. Selon ses revenus et ses besoins de consommation futurs et sa plus ou moins grande aversion pour le risque, l'investisseur choisira de se porter sur les actifs financiers qui lui conviennent. De même, pour le chef d'entreprise qui doit réaliser des investissements, une valorisation correcte lui permet de déterminer les anticipations de revenu et donc la rentabilité exigée par les actionnaires. Celle-ci lui permet de déterminer le cout du capital de la société qu'il dirige et indique le montant des investissements qu'il peut entreprendre.

b) Le financement externe indirect (bancaire)

Le financement bancaire est un autre moyen de financement externe qui peut atténuer le déficit de fonds propres dans le bilan financier d'une entreprise. Selon la durée, un prêt bancaire peut être à court terme, à moyen terme ou à court terme et long terme.

b.1 Les crédits à court terme

Le crédit à court terme désigne l'ensemble des instruments de financement spécialisés liés à la couverture des besoins liés au cycle d'exploitation, tandis que les instruments de financement à très court terme avec des échéances allant de quelques jours à quelques mois. Pour clarifier cette définition, il est nécessaire d'examiner la nature de l'opération à laquelle se rapporte la lettre de crédit. Ainsi, selon la nature du cycle de production et de commercialisation, Le court terme est relativement long et peut atteindre une durée d'environ un an.

En raison de l'absence de garantie hypothécaire et de leur caractère très court terme, ces crédits sont particulièrement risqués pour les banques. Ils sont donc octroyés après une étude approfondie des besoins à satisfaire et de la structure financière de l'entreprise.

Dans ce contexte, Ces crédits peuvent être divisés en deux catégories :

- **les crédits d'exploitation à objet général** : le découvert, le crédit relais, le crédit de compagnie...
- **les crédits d'exploitation à objet spécifique** : l'avance sur marchandise, le warrant,...destinés à couvrir une opération particulière.

b.1.1 Les crédits exploitations à objet général

➤ La facilité de caisse

Sont des concours bancaires utilisés périodiquement pendant quelques jours, afin de permettre aux entreprises de faire face à des décalages de trésorerie ;

En accordant des facilités de caisse, le banquier autorise son client à rendre son compte débiteur à concurrence d'un plafond déterminé pendant quelques jours. Lors de l'accord d'une facilité de caisse, le banquier a tout intérêt à suivre de très près l'utilisation de ce concours afin d'éviter qu'il ne se transforme en découvert.

➤ Le découvert bancaire

Le découvert est un concours bancaire destiné à financer un besoin de trésorerie né d'une insuffisance en fonds de roulement. Dans le découvert, le crédit consenti permet à l'entreprise de faire face temporairement à un besoin en fonds de roulement dépassant les possibilités de son fond de roulement.

Est destiné à faire face à des besoins renouvelés plusieurs fois dans l'année mais sans qu'il y ait une périodicité régulière. Normalement un découvert ne devrait pas être utilisé de manière continue pendant plus de quelques semaines.

Le découvert à une durée d'utilisation plus longue que la facilité de caisse et répond à d'autres exigences. Il est pratiquement conçu pour pallier le manque de fonds de roulement.

Le découvert, appelé également «*crédit blanc*», ne porte pas en lui-même son dénouement (créance commerciale en garantie). Sa bonne fin résulte de la qualité de la gestion du client.

Il est donc fortement risqué pour le banquier qui l'octroie dans la mesure où il s'agit d'un concours bancaire à court terme subjectif qui n'est adossé à aucune opération commerciale. Compte tenu de l'importance et de la durée des fonds immobilisés et pour obtenir des apaisements sur la bonne fin de crédit, le banquier exige assez souvent au client des garanties, et cherche dans toute la mesure du possible la mobilisation de ce crédit auprès de la banque centrale.

➤ **Le crédit de compagnie**

Le crédit de compagnie est un concours bancaire destiné à financer un besoin de trésorerie né d'une activité saisonnière. La raison fondamentale du besoin du crédit de compagnie, c'est l'existence d'un cycle saisonnier. Ce type de concours est généralement utile pour les entreprises qui, dans leurs activités, sont soumises à une distorsion entre leur production et la consommation.

Autrement dit, l'entreprise sollicitant un crédit de compagnie se trouve dans l'un des deux cas suivants : soit elle supporte de très importants décaissements à l'entrée du cycle puis réalise des ventes échelonnées dans le temps, soit elle décaisse très progressivement puis vend d'un coup sur le marché ses produits en fermant le cycle. Mais quel que soit le cas de figure il lui faut disposer des concours nécessaires pour stocker entre le moment où elle achète ou fabrique et celui où elle vend.

L'octroi de ce prêt n'est pas sans risque important pour le banquier. De ce fait, les banquiers le réservent à des clients dignes de confiance (comme des campagnes précédentes réussies et ayant une structure financière équilibrée). Les banques s'assurent donc qu'un certain nombre de conditions sont remplies avant d'accorder ce type de crédit. Par conséquent, le plus grand risque qu'une banque puisse prendre est que la campagne qu'elle a financée échoue.

Pour éviter d'avoir à supporter seules ce risque, les banques peuvent demander un engagement ferme. Par exemple, les garanties personnelles des dirigeants, les importantes réserves de trésorerie et les versements éventuels sur les comptes courants des actionnaires⁴.

➤ **Le crédit relais**

Le crédit relais est une facilité de caisse d'une durée plus longue, lié à une opération ponctuelle hors exploitation, qui permet à une entreprise d'anticiper une rentrée de fonds à provenir soit d'une opération financière (augmentation de capital ou déblocage d'un emprunt obligataire), soit d'une cession d'un bien (immeuble ou fonds de commerce), soit de la TVA payée sur un investissement.

Il s'agit donc d'une avance destinée à financer exceptionnellement les immobilisations dans l'attente d'une rentrée certaine et prochaine.

⁴ Chainel A ; La banque et l'entreprise : les techniques actuelles de financement, édition la revue banque, 1989, p101

b.1.2 Les crédits d'exploitation à objet spécifique

➤ L'escompte commercial

L'escompte commercial peut être défini comme « l'opération de crédit par laquelle le banquier met à la disposition d'un client le montant d'une remise d'effets sans attendre leur échéance. Le recouvrement des effets, qui lui sont cédés en pleine propriété, doit normalement procurer au banquier escompteur le remboursement de son avance »⁵.

Autrement dit, l'escompte permet à un fournisseur (porteur ou cédant) de mobiliser, avant terme, les créances qu'il détient sur sa propre clientèle en les cédants, en cas de besoin, à son banquier (cessionnaire) qui le règle par anticipation et se charge à l'échéance du recouvrement sur l'acheteur.

Le banquier prélève sur le montant de l'effet escompté, une somme appelée elle-même escompte qui correspond à l'ensemble des intérêts et des commissions.

Pour les entreprises, l'escompte des effets est un mode de financement simple et facile car les banques accordent ce crédit auto-liquidatif rapidement et avec le minimum de formalités.

➤ L'avance sur marchandise

L'avance sur le marché est de financer le stock et de le réaliser. La contrepartie de ce financement est constituée de matières premières données en gage aux créanciers. Autrement dit, les avances sur marchandises sont des crédits qui ont pour objet de procurer à certaines entreprises industrielles ou commerciales les capitaux complémentaires nécessaires au financement de leur besoins en stockage : approvisionnement en matière première, achat de marchandises, constitution de stocks de produits fabriqués, maintien du stock de sécurité. En contrepartie, le nantissement des marchandises est remis comme garantie.⁶

Cette technique de financement reste encore très risquée pour les banquiers qui doivent évaluer la valeur, la qualité et la liquidité du collatéral. Ce type de crédit est accordé à certains clients.

➤ L'affacturage (le factoring)

Est défini comme « un contrat par lequel un établissement de crédit spécialisé, appelé *factor*, achète ferme les créances commerciales »⁷.

C'est une opération par laquelle une société spécialisée (factor) se charge de l'encaissement des créances d'une entreprise (appelé adhérent ou fournisseur). Cette prestation s'accompagne, le plus souvent, d'une cession des créances à la société d'affacturage qui en verse

⁵ Benkrimi K ; p31.

⁶ Idem, p31.

⁷ Rousselot P. et al, la gestion de la trésorerie, 2e édition Dunod, 1999, p71.

immédiatement le montant à l'entreprise et la garantit contre le risque de non recouvrement. L'entreprise qui cède ainsi ses créances bénéficie, contre le paiement de diverses commissions, d'un crédit de mobilisation de son actif commercial et ne supporte pas le coût organisationnel de la gestion des créances (coût de recouvrement et des impayés).

Les sociétés d'affacturage peuvent accepter l'ensemble des créances commerciales d'une entreprise. En pratique lorsque le risque d'impayés est trop important, elles y refusent.

L'affacturage a donc trois fonctions :

- Le financement des créances clients ;
- Leur garantie de paiement ;
- Ainsi que leur gestion.

L'affacturage est principalement utilisé par des entreprises de taille plutôt modestes pour lesquelles l'escompte classique revient cher et qui n'ont pas les moyens de gérer efficacement leurs créances clients.

b.2 Les crédits à moyen et long terme

Appelés aussi prêts d'investissement, ils sont destinés à financer le haut du bilan d'une entreprise. Le remboursement de ce prêt n'est garanti que par les bénéfices réalisés. Pour autoriser ces prêts, les banques demandent aux entreprises disposer d'un minimum d'actifs. En moyenne, le premier don représente 30 % du montant du besoin de financement déclaré.

b.2.1 Les crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme sont par définition des crédits dont la durée se situe environs entre deux et sept ans. Ces crédits sont généralement destinés à financer l'acquisition d'équipements légers, c'est-à-dire ceux dont la durée d'amortissement est égale à la durée de remboursements de ces crédits⁸.

Ces crédits peuvent être mobilisables, c'est-à-dire ils peuvent faire l'objet d'un financement auprès d'un organisme mobilisable (telle que la banque centrale). Ce qui n'est pas le cas des crédits non mobilisables. La mobilisation des crédits est une opération par laquelle le créancier (la banque) retrouve, auprès de l'organisme mobilisateur, la disponibilité des sommes qu'il a prêtées à son débiteur. La mobilisation nécessite assez souvent, l'obtention, préalablement à tout décaissement, d'un « accord préalable » de l'organisme mobilisateur.

⁸ Bouyacoub F; Op. Cit, p252.

Les crédits à moyen terme comportent plus de risque d'immobilisation de perte que les crédits à court terme. Toutefois, le risque d'immobilisation est écarté lorsqu'il y a un engagement, de réescompte auprès de la banque centrale ou tout autre organisme mobilisateur. Mais ce risque peut réapparaître aux échéances si un ou plusieurs bénéficiaires de ces crédits sont défaillants et sollicitent soit la prorogation d'une échéance, soit même un aménagement de plusieurs échéant. Cites à venir. Dans ce cas, l'entente avec les organismes de mobilisation est difficile et l'immobilisation reste souvent à la charge du banquier.

b.2.2 Les crédits à long terme

Les crédits à long terme sont, par définition, des crédits dont la durée excède sept ans. Ils sont destinés généralement à financer des investissements lourds, c'est-à-dire ceux dont la durée d'amortissement va au-delà de sept ans. Les crédits à long terme sont le plus souvent accordés par des organismes financiers spécialisés⁹.

b.3 La prise de garantie

Les banquiers acceptent des garanties pour accroître la sécurité de leurs dettes et se prémunir contre le risque de non-paiement. Ceux-ci doivent correspondre au type de crédit accordé. Cependant, la meilleure garantie pour une banque reste liée à la valeur économique de l'entreprise et à la capacité financière de la garantir, remboursement de crédit.

Ces suretés se répartissent en deux grandes catégories :

b.3.1 les suretés réelles¹⁰

Les suretés réelles c'est un engagement par lequel l'entreprise met à la disposition de sa banque un bien mobilier ou immobilier sous forme d'hypothèque ou de nantissement.

- **L'hypothèque** : c'est une garantie qui est sollicitée pour la couverture d'un crédit d'investissement. Elle peut être définie comme étant « un droit réel dont est grevé un bien immobilier au profit d'un créancier pour garantir le paiement de sa créance ».
- **Le nantissement** : Appelé aussi « les sûretés mobilières réelles ». Le nantissement peut être défini comme étant un contrat réel de garantie, par lequel le débiteur remet à un créancier pour sûreté de sa dette, la possession effective d'un bien (mobilier), le bien ainsi remis.

⁹ Idem. p253.

¹⁰ Mansouri M ; système et pratiques bancaires en Algérie, édition Houma, 2005, p133.

Il s'agit essentiellement de : nantissement d'équipement, nantissement du marché, de marchandise de fonds de commerce, des véhicules,...etc.

b.3.2 les suretés personnelles

Ces garanties consistent en l'obligation pour une ou plusieurs personnes de rembourser le créancier en cas de défaillance du débiteur principal. Ces garanties se réalisent sous les formes juridiques de cautionnement et de l'aval.

- **Le cautionnement** : c'est le « contrat par lequel une personne appelée caution promet au créancier d'une obligation d'y satisfaire si le débiteur ne le remplit pas lui-même.
- **L'aval** : c'est un engagement donné sur la lettre de change ou par acte séparé par une personne appelée « avaliste », avaliseur ou donneur d'aval en vue de garantie et l'exécution contractée par des débiteurs de la lettre.

Chapitre 1 : La problématique de financement

1.3 Avantage et inconvénients de chaque forme de financement

Tableau n°01 : avantages et inconvénients de chaque forme de financement

	Avantages	inconvénients
Financement interne (autofinancement)	<ul style="list-style-type: none"> -principe accessible à toutes les entreprises ; -Gratuit (grâce aux bénéfices antérieurs) et protège contre les hauts lorsque les taux d'intérêt sont élevés ; -Une image corporative saine et réussie ; -pas de remboursement à prévoir ; -préserve l'autonomie et l'indépendance de l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> -investissement limité par les profits passés ; -peut priver l'entreprise d'autres utilisations judicieuses de ses gains de productivité ; -Peut voler inutilement des installations de croissance Des bénéfices, surtout lorsque les taux d'intérêt sont bas ; -Peut ne pas être suffisant pour dépasser le seuil (taille minimale) pour la rentabilité.
Financement externe indirect par emprunt bancaire	<ul style="list-style-type: none"> -principe accessible à toutes les entreprises ; -Financement flexible (ajustement aux besoins de financement de l'entreprise) et activable Profitez des opportunités de croissance ; -Pas malsain tant qu'il génère plus de profit que le coût du service de la dette. 	<ul style="list-style-type: none"> -ça peut coûter cher ; -dépendance aux banques ; -endettement plus ou moins important qui peut finir par inquiéter les partenaires.
Financement externe	-pas d'endettement ni de	-Uniquement disponible

Chapitre 1 : La problématique de financement

<p>direct par émission d'actions</p>	<p>remboursement mais augmentation des fonds propres (action=titre de propriété) ;</p> <p>-Pas complètement gratuit car vous devez payer des dividendes, mais il n'y a pas de frais Déséquilibré car il dépend du profit ;</p> <p>-De l'argent facile pour une entreprise avec une certaine notoriété.</p>	<p>pour les grandes entreprises ;</p> <p>-risque de dispersion du capital (émiettement du patrimoine) ;</p> <p>-risque de perte de contrôle des dirigeants au sein de l'entreprise (une action=une voix) ;</p> <p>-risque de rachat de l'entreprise par une entreprise ennemie (OPA hostile).</p>
<p>Financement externe direct par émission d'obligations</p>	<p>-Un coût fixe de financement (taux d'intérêt) qui tend à diminuer avec l'inflation ;</p> <p>-pas de perte de pouvoir des dirigeants (pas de risque d'OPA) ;</p> <p>-on peut remplacer une émission qui arrive à son terme par une autre qui débute.</p>	<p>-ça peut coûter cher ;</p> <p>-endettement (obligation=titre de créance) sont plus ou moins importantes et peuvent inquiéter certains partenaires.</p>

Source : Pierre CABANE, L'essentiel de la finance, EYROLLES éditions d'organisation, 2006, p32.

c) Le crédit-bail

c.1 Définition

C'est une opération par laquelle une entreprise demande à une société financière (qui peut être une banque) d'acheter à sa place un bien mobilier ou immobilier et de le lui louer pendant une période convenue à l'avance, suffisante pour permettre son amortissement intégral¹¹.

A la fin de cette période, l'entreprise dispose généralement de trois solutions : demander le renouvellement du contrat de location ; restituer le bien à l'établissement du crédit-bail ; l'acquérir moyennant un prix convenu appelé valeur résiduelle, tenant compte des versements effectués à titre de loyer. Le bailleur reste propriétaire du bien tant que cette option d'achat n'est pas exercée. Un contrat de location peut financer des biens meubles ou immeubles.

c.2 Le crédit-bail mobilier

Il s'agit du processus par lequel une société de crédit-bail achète des biens d'équipement auprès de fournisseurs pour les louer à des clients. L'utilisateur a les mêmes obligations d'assurance et d'entretien que le propriétaire.

c.3 Le crédit-bail immobilier

De part sa nature de longue durée, le crédit-bail immobilier a la particularité de se vendre à prix fixe après un certain délai en plus des caractéristiques générales. Cette période d'une durée de douze à vingt-cinq ans doit être telle que les loyers permettent la récupération de la rémunération du capital. Les loyers et valeur de rachat sont généralement indexés.

c.4 Avantages et inconvénients du crédit-bail

➤ Les avantages

En adoptant ce mode de financement, l'entreprise est en mesure de maintenir intacte sa capacité d'endettement. En effet, vous pouvez être propriétaire de l'équipement sans avoir à prépayer les fonds correspondants à l'achat.

Ce mode de financement présente également l'avantage de ne pas apporter de réelles garanties, ce qui facilite sa mise en œuvre.

C'est un outil de collecte de fonds accessible à toutes les entreprises, grandes et petites. Cependant, comme les PME ne sont pas obligées de collecter les ressources nécessaires pour acquérir des équipements de production, elles sont plus susceptibles d'être utilisées par les PME car elles peuvent disposer d'équipements de production plus rapidement.

¹¹ Bernet-Rolland L ; principes de technique bancaire, édition Dunod, 2002, p221.

➤ Les inconvénients

Le principal inconvénient de ce type de financement est le coût qui reste élevé surtout pour les petites exploitations. Également réservé Les investissements sont bien limités et généralement investis dans des produits standards.

Au finale, une entreprise dispose de nombreuses sources de financement qui lui permettent de faire face à son besoin permanent de capitaux, mais le choix de tel ou tel instrument de financement ne peut être arbitraire. Les entreprises qui font ce choix disposent d'une abondante littérature sur le sujet, car les sources de financement sont coûteuses. Options de financement que nous essaierons de discuter dans la section suivante.

Section2 : Analyse financière du bilan

Chaque entreprise a besoin de connaître sa situation financière actuelle, et de la comparer à celle des années précédentes afin de mettre en place les bonnes décisions qui permettent d'anticiper l'avenir. En effet, l'analyste financier est tenu d'étudier soigneusement l'équilibre de la structure financière de l'entreprise. Un tel équilibre est apprécié à travers la capacité à financer la totalité des emplois par les ressources.

Nous allons présenter, en ce qui suit, l'évaluation de la structure financière par les différents outils d'analyse. Mais, nous présentons d'abord, en premier lieu, le bilan financier qui est l'élément de base de toute évaluation de la situation financière de l'entreprise.

2.1 Le bilan financier

2.1.1 Définition

Le bilan financier présente une source d'information non négligeable pour l'analyste financier. En effet, pour effectuer une lecture financière, il faut d'abord s'interroger sur le contenu économique des postes d'actif et passif du bilan, qui reposent sur une logique purement comptable.

« Le bilan financier possède les mêmes postes que le bilan comptable avec retraitements déjà effectués. Il permet à l'analyste de faire une évolution plus proche de la réalité économique

Chapitre1 : La problématique de financement

de l'entreprise afin de détecter les éventuelles anomalies qui existent au sein de cette dernière et de prévoir son avenir économique »¹²

2.1.2 L'objectif du bilan financier

Le bilan financier permet :

- D'évaluer le patrimoine de l'entreprise et la structure financière ;
- De porter un jugement sur la solvabilité de l'entreprise ;
- Informer les tiers (actionnaires et banquiers) sur la santé financière de l'entreprise ;
- De déterminer l'équilibre financier, en comparant les différentes masses du bilan classées selon leurs degrés de liquidité et exigibilité, et en observant le taux de couverture du passif exigible par les actifs liquides ;
- De calculer la marge de sécurité financière à l'entreprise ;
- D'évaluer le risque non-liquidité (trésorerie) et prévoir l'avenir.

2.2 Réduction du bilan en grande masse

Pour permettre la formulation et le calcul des différents fonds de roulement, le bilan doit être organisé en grande masse regroupant les éléments de l'actif et passif sur la base d'un critère du duré.

A cet effet, il convient donc de diviser les actifs en actifs immobilisés uniquement s'ils ont plus d'un an et de convertir les actifs liquides en argent dans des conditions normales s'ils ont moins d'un an.

Les composantes du passif doivent être divisées en capitaux permanents et dettes à court terme, les capitaux permanents regroupent les capitaux propres, la dette et les fonds qui n'arrivent à échéance qu'après un an ou plus. La dette à court terme correspond à des ressources instables. C'est parce que le remboursement est effectué en moins d'un an, donc un remboursement à brève échéance¹³.

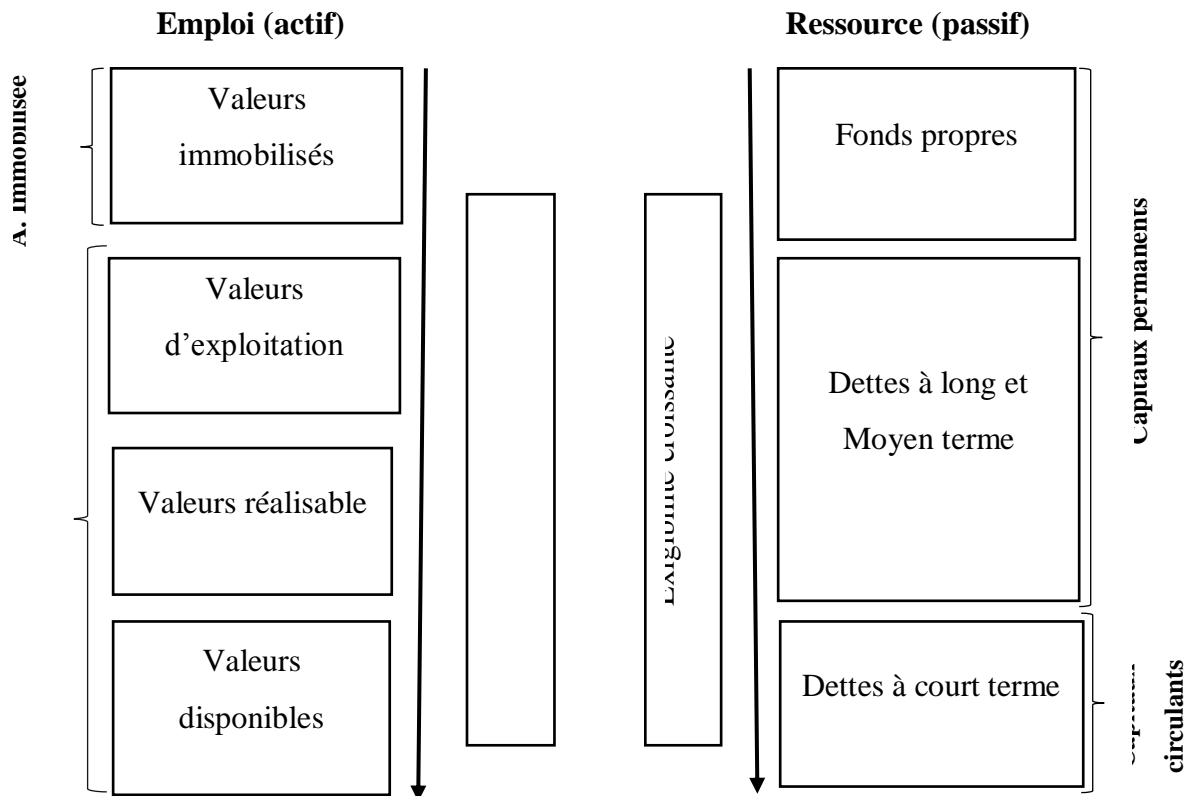
¹² Jean BARREAU ET Jacqueline DELAHAYE : « Gestion financière », 4^{ème} édition, Edition Dunod, Paris, 1995, page 74.

¹³ ELIE Cohen OP. Cit, page117

2.2.1 Schématisation du bilan financier en grande masse¹⁴

Un bilan qui reçoit le remboursement des actifs et des passifs en fonction de la liquidité réelle et du degré de liquidité permet au bilan d'être présenté en grande masse et peut être schématisé :

Figure n°02 : Schéma du bilan financière en grand masse



Source : M.DEPREZ, M.DUVANT « analyse financière », Edition Techno-plus, 1999, page 109

2.3 Le fond de roulement

2.3.1 Définition

Le fond de roulement est un outil essentiel de l'analyse financière, il sert à mesurer les conditions de l'équilibre financier, il est donc associé à l'étude des problèmes posés par le maintien d'un certain niveau de liquidité¹⁵.

Le fond de roulement présente la part des capitaux permanents effectué au financement des cycles d'exploitations après avoir couvert les emplois permanents. Le fond de roulement est

¹⁴ M.DEPREZ, M.DUVANT, « Analyse financière », édition techno-plus, 1999, page109.

¹⁵ M.DEPREZ, M.DUVANT, Op, cit, page 245.

un indicateur de leur l'équilibre financier de l'entreprise, sont intérêt est d'avoir une signification à l'égard de la stabilité future.¹⁶

2.3.2 Les différents types du fond de roulement et leur mode de calcul :

2.3.2.1 Fond de roulement net (permanent) :

Le fond de roulement net est la marge de sécurité représentée par la fraction des actifs circulants qui n'est pas financé par les dettes à court terme, mais par une partie des capitaux permanents.

On appelle fond de roulement permanent la fraction des capitaux permanents laissés disponible pour financer le cycle d'exploitation.¹⁷

Le fonds de roulement permanent peut être calculé à partir du bilan selon deux méthodes.

- **Par le haut du bilan.**
- **Par le bas du bilan.**

A / Par le haut de bilan

Cette méthode de calcul permet de mesurer la part des ressources stables (appelées capitaux propres) consacrées au financement de l'actif non courant.

$$\text{FRN} = (\text{capitaux propre} + \text{passif non courant}) - (\text{actif non courant})$$

B / Par le bas de bilan :

C'est l'excédent des actifs courants sur les passifs courants et peut être calculé comme suit :

$$\text{FRN} = \text{Actif courant} - \text{passif courant.}$$

¹⁶ PIERRE Conso « La gestion financière de l'entreprise », 7^{ème} édition Dunod Paris 1970 page 229.

¹⁷ Gerad Alfonsi « Pratiques de la gestion de l'analyse financière », Page 678.

A/ Les différentes situations du fond de roulement net.

a/ L'ajustement entre capitaux permanents et actifs immobilisés :

L'ajustement susceptibles d'être entre ces deux masses correspondant aux trois relations suivants :

$$\text{Capitaux propres} > \text{Actifs Immobilisés} / \text{FRN} > 0$$

Le fonds de roulement net est positif : dans cette situation, il représente une marge de sécurité pour maintenir la solvabilité. Dans ce cas, le capital permanent permet de financer l'intégralité des actifs immobilisés est une partie des actifs circulants.

$$\text{Capitaux propres} < \text{Actifs Immobilisés} / \text{FRN} < 0$$

Le fonds de roulement net est négatif : Cela représente un déséquilibre dans la structure de financement des actifs de l'entreprise. Si le FRN est négatif, le capital permanent ne représente pas un montant suffisant pour financer l'ensemble des immobilisations et doit être partiellement financé par des ressources à court terme.

$$\text{Capitaux propres} = \text{Actifs Immobilisés} / \text{FRN} = 0$$

Les capitaux permanents couvrent exclusivement les valeurs immobilisées et les actifs courant sont couverts par les passifs courants. Donc cette situation représente les risques d'insolvabilité si la réalisation des actifs circulants être insuffisante pour honorer les échéances des dettes à court terme. Ce type d'ajustement, peut probable implique une harmonisation totale de la structure des ressources et celle des emplois.

b/ L'ajustement entre actifs circulants et dettes à court terme.

Cette seconde expression du FRN, même si elle est strictement équivalente à la première l'attention d'analyser les masses du bas du bilan

Dans cette perspective, le FRN correspond à l'excédent des actifs circulants sur les dettes à court terme, des lors les ajustements possibles correspondent aux trois situations suivants :

$$\text{Actifs circulants} > \text{Dettes à court terme} / \text{FRN} > 0$$

Cette situation permet non seulement d'espérer des entrées de trésorerie à court terme dans le fonds de roulement, permettant de rembourser à court terme toutes les dettes exigible à court terme, mais également de dégager des liquidités excédentaires.

$$\text{Actifs circulants} < \text{Dettes à court terme} / \text{FRN} < 0$$

Dans cette situation, le montant des actifs circulants laissent prévoir des recettes futures à court terme insuffisantes pour rembourser l'ensemble des dettes à court terme.

2.3.2.2 Fond de roulement propre

Le fonds de roulement propre a une utilité analytique beaucoup plus limitée que le fonds de roulement net. C'est pourtant calculé. C'est apprécier l'autonomie financière de l'entreprise.

A/ mode de calcul

Il est calculé en retranchant des capitaux propres les actifs fixes.

$$\text{FRP} = \text{Capitaux propres} - \text{Actifs fixes}$$

Le fond de roulement propre permet de connaître la part des actifs fixes financée par les capitaux propres sans faire appel à l'endettement à long et moyen terme.

B/ Les différentes situations de fond de roulement propre

1^{er} Cas : FRP <0

Le fond de roulement propre est négatif, cela signifie qu'une partie des immobilisations n'est pas financée par les capitaux étrangers.

2^{ème} Cas : FRP >0

Le fond de roulement propre est positif, cela signifie que l'actif non courant est financé par les fonds propres et que l'entreprise dégage un surplus de fond propre sur l'actif stable.

3^{ème} Cas : FRP =0

Les fonds propres couvrent les actifs courants tout justement.

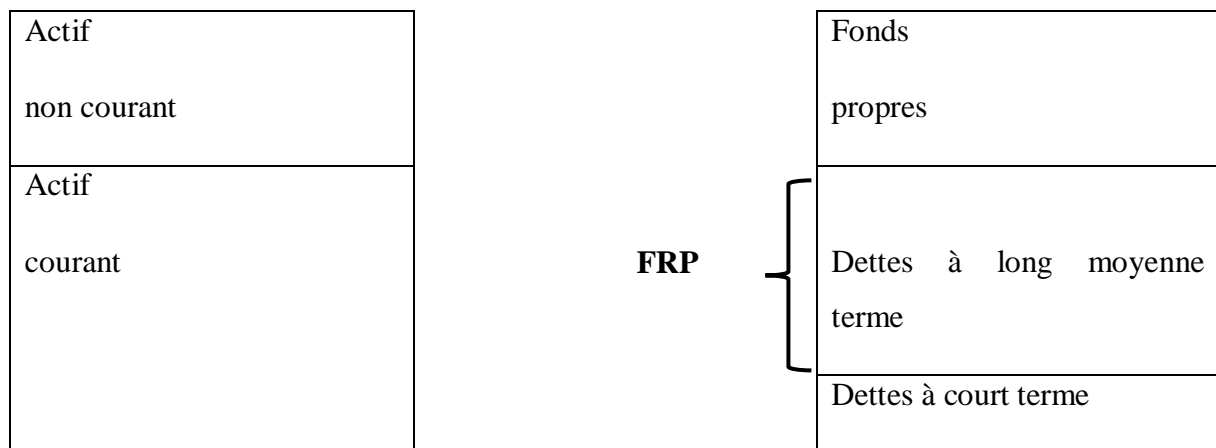
2.3.2.3 Fond de roulement étranger

C'est l'ensemble des dettes contracté par l'entreprise vers les tiers. Le fond de roulement étranger se calcule comme suite :

$$\text{FRE} = \text{DLMT} + \text{DCT}$$

$$\text{FRE} = \text{FRG} - \text{FRP}$$

Figure n°03 : Schématisation du fond de roulement étranger (FRE)



Source : M.DEPREZ, M.DUVANT « analyse financière », Edition Techno-plus, 1999, P111

2.3.2.4 Fond de roulement global

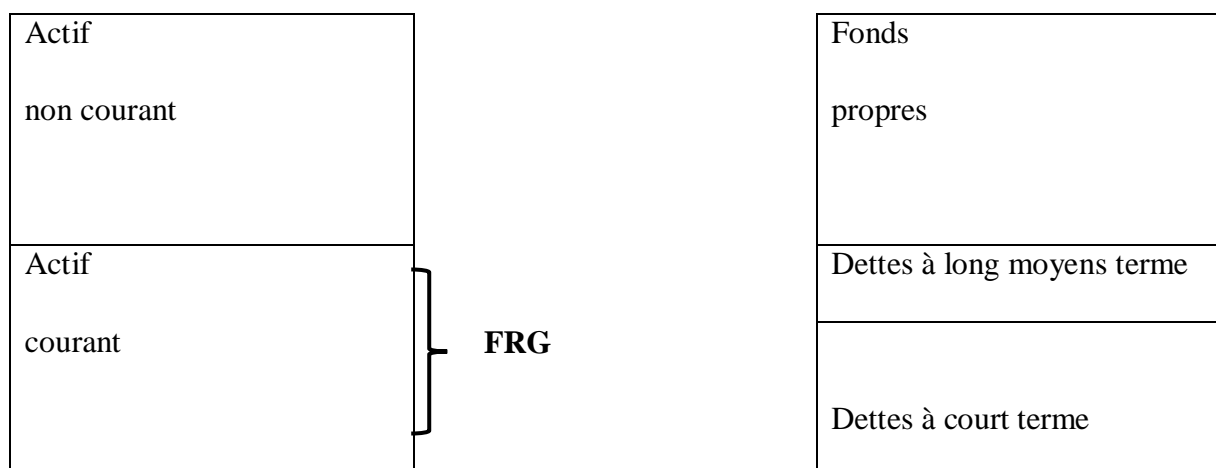
Il correspond à l'actif courant (stocks courant, créances et emplois assimilés, disponibilités et assimilés).

FRG = total actif courant.

FRG = Stocks et en cours + Créances et emplois assimilés + disponibilités et assimilés.

FRG = FR Net + FR Etranger.

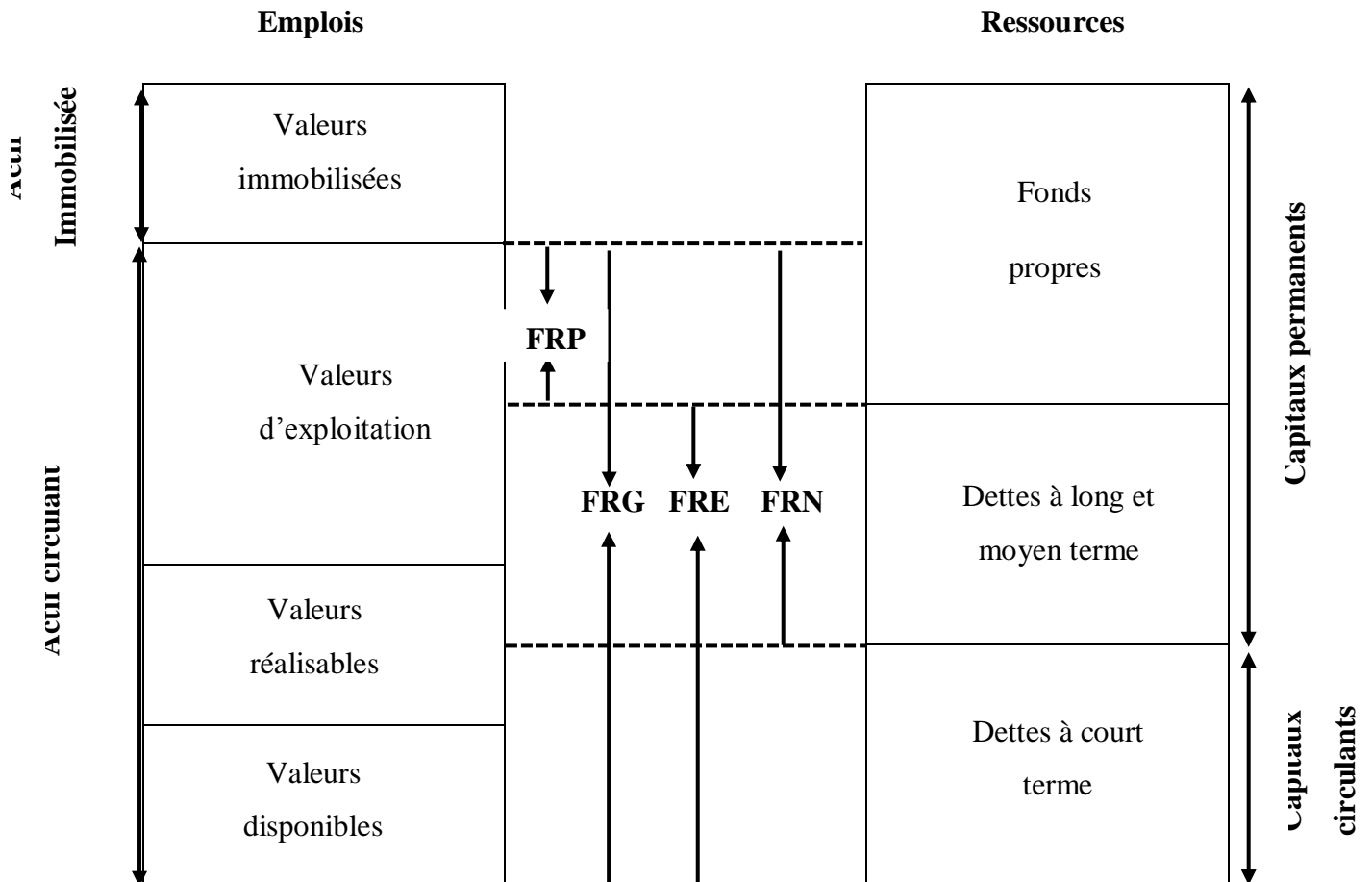
Figure n°04 : Schématisation du fond de roulement global



Source : M.DEPREZ, M.DUVANT « analyse financière », Edition Techno-plus, 1999, page 115

2.2.3 Schématisation des différents fond de roulement

Figure n°05 : Schématisation des différents types de fond de roulements



Source : Bouraba « les techniques comptable », édition Berti, Alger, 1999, page 306.

2.4 Le besoin en fond de roulement

Toute entreprise fait face à un décalage entre le moment où elle débourse les fonds nécessaires à son activité et le moment où elle reçoit les recettes liées à la vente de ses biens ou services. Ce décalage entre les flux de trésorerie liés aux décaissements (les dépenses de l'entreprise) et ceux liés aux encaissements (ses recettes) est ce que l'on appelle le besoin en fonds de roulement (BFR). En d'autres termes, c'est la somme d'argent nécessaire à l'entreprise pour financer ses opérations courantes, à savoir son cycle d'exploitation.

2.4.1 Définition

Selon THIBIBIERGE, « *Le BFR représente la différence entre les actifs d'exploitation (stocks et créances clients) et les dettes d'exploitation. Il s'exprime alors par la différence entre les besoins nés du cycle d'exploitation (financement des stock et des créances) et les ressources d'exploitations (dettes à court terme)* »¹⁸.

Mathématiquement, le BFR se mesure par la différence entre les Actifs Circulants (AC) hors valeurs disponibles et les Dettes à Court Terme (DCT) hors dettes financières à court terme, ce qui donne la formule de calcul suivante ¹⁹:

$$\text{BFR} = [\text{AC} - \text{Valeurs disponibles}] - [\text{DCT} - \text{Dettes financière à court terme}]$$

On peut aussi, si nécessaire distinguer le BFR lié à l'exploitation et le BFR provenant du hors exploitation :

- **BFRE : le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation**

« *Il représente le besoin de financement de cycle d'exploitation. L'entreprise est contrainte de payer ses fournisseurs avant de recevoir l'encaissement de ses clients. Pour pouvoir fabriquer et vendre, l'entreprise doit accepter d'immobiliser les capitaux dans les actifs circulants d'exploitation : constituer un stock, faire un crédit à ses clients, le cycle d'exploitation procure cependant également des ressources : le crédit des fournisseurs, les acomptes reçus des clients, les dettes fiscales et sociales figurant en dettes d'exploitation* ».²⁰

Le besoin de fonds de roulement d'exploitation peut être calculé comme suit :

$$\text{BFRE} = \text{Actifs circulants d'exploitation} - \text{dettes d'exploitation}$$

- **BFRHE : le Besoin en fonds de Roulement d'Hors Exploitation**

Ils correspondent aux besoins de financement nés du cycle hors exploitation et sont dus aux décalages entre les emplois hors exploitation et les ressources hors exploitation. Ce sont les autres composantes de créances et de dettes non financières. Ces besoins peuvent être calculés en faisant la différence entre les besoins (actifs circulants hors exploitation) et les ressources (passifs circulants hors exploitation) et se distinguent du BFRE par le fait qu'ils :

¹⁸ THIBIERGE, Christophe. « Analyse financière », paris, décembre 2005. page 46.

¹⁹ COHEN Elie : Op, cit, p131.

²⁰ BRUNO Bachy, MICHEL sinon. « Analyse financier des comptes consolidés Normes IFRS », 2ème Edition DUNOD, paris, 2009, page201.

Chapitre 1 : La problématique de financement

- Soient constitués d'éléments acycliques et souvent marginaux ;
- N'aient pas de signification économique particulière.

Son calcul est suivant la formule ci-après :

D'après E. Cohen, le BFR peut être aussi calculé en additionnant ces deux composantes (BFRE et BFRHE) comme suit²¹ :

$$\text{BFRHE} = \text{actifs circulant hors exploitation} - \text{passif circulant hors}$$

$$\text{BFR} = \text{BFRE} + \text{BFRHE}$$

➤ Interprétation du BFR

BFR positif : $\text{BFR} > 0$: Les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources d'exploitation. L'entreprise doit alors financer ses besoins à court terme par l'intermédiaire de son fond de roulement ou de ses dettes financières.

BFR négatif : $\text{BFR} < 0$: Les ressources d'exploitation sont supérieures aux emplois d'exploitation. L'entreprise n'a alors pas de besoin financier et l'excédent généré permettra d'alimenter sa trésorerie nette.

BFR nul : $\text{BFR} = 0$: Les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois d'exploitation. L'entreprise n'a pas de besoin financier mais ne dispose pas non plus d'excédent financier.

2.5 La trésorerie nette

2.5.1 Définition

« La trésorerie de l'entreprise se définit comme étant l'ensemble des actifs rapidement transformable en liquidité pour le règlement des dettes à court terme. Le concept de trésorerie correspond à la nécessité d'éviter la cessation de paiement qui souvent conduit à la liquidation des biens ou un règlement judiciaire ». ²²

La trésorerie peut se calculer selon deux méthodes :

²¹ COHEN Elie : « Gestion financière de l'entreprise et développement financier », Edicef, 1991, p133.

²² POLOY ROUL D : « Techniques quantitatives de gestion tome II », Ed DUNOD, Paris, 1986, page 28.

1^{ère} méthode : La différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.²³

Formule :

$$\begin{array}{c} \text{TR} = \text{Fonds de roulement} \\ - \\ \text{Besoin en fonds de roulement} \end{array}$$

2^{ème} méthode : La différence entre les valeurs disponibles et les dettes financières à court terme.²⁴

Formule :

$$\begin{array}{c} \text{TR} = \text{Valeur disponible} \\ - \\ \text{Dettes financières à court terme} \end{array}$$

2.5.2 Interprétation

TR positive : $\text{FRN} > \text{BFR}$ c'est-à-dire : le fonds de roulement net est suffisamment élevé pour assurer non seulement le financement stable du cycle d'exploitation, mais également une aisance de trésorerie (liquidité) qui permet de détenir des valeurs disponibles ou d'effectuer des placements auprès de partenaires financiers.²⁵

TR nulle : $\text{FRN} = \text{BFR}$ cela signifie que les ressources couvrent tout juste les besoins de l'entreprise. Cette situation est délicate, car toute variation au niveau du fonds de roulement ou du BFR pourrait mener à une trésorerie nette négative.

TR négative : $\text{FRN} < \text{BFR}$ ce qui signifie que le besoin en fonds de roulement ne peut être entièrement financé par des ressources à long et moyen terme. L'entreprise est donc dépendante des ressources financières à court terme.²⁶

2.5.3 Les différents types de trésorerie

Il existe deux types de trésorerie qu'on peut citer ci-dessous :

²³ COLASSE Bernard : « gestion financière de l'entreprise », 3^{ème} édition, Paris 1993, page 78.

²⁴ LOTMANI.N, Op-cit, page 67.

²⁵ Elie Cohen, Op. cit, Page 133.

²⁶ BOUKHELIF Ahmed : « Analyse financière », Edition Houma 2000, page 48.

2.5.3.1 Trésorerie générale

La trésorerie générale ou à long terme suppose que l'ensemble des éléments de l'actif soit supérieur à l'ensemble des dettes du passif.

$$\text{Trésorerie générale} = \text{Disponibilité} + \text{valeurs réalisables} - \text{dettes à Court terme.}$$

2.5.3.2 Trésorerie immédiate

La trésorerie immédiate ou à court terme appelée liquidité c'est la capacité à payer ses dettes à échéances des disponibilités.

$$\text{Trésorerie immédiate} = \text{Disponibilités}$$

2.6 L'analyse par la méthode des ratios

Les ratios sont des outils de gestion (sous forme de coefficients ou de pourcentages). Ils font le rapport entre deux grandeurs caractéristiques extraites des documents comptables.

En comptabilité, les ratios permettent de se faire une idée globale de la santé financière de l'entreprise ou de la comparer à des entreprises du même secteur. Ils sont des outils d'analyse financière indispensables à tout dirigeant pour assurer le bon pilotage de sa société.

Ils se basent sur des données existantes (passées ou de préférence présentes) et fournissent diverses indications : la rentabilité d'une entreprise, la structure de ses coûts, sa productivité, sa solvabilité, ses liquidités, son équilibre financier...

Généralement les ratios sont divisés en quatre types :

- Les ratios de structure ;
- Les ratios de rentabilité ;
- Les ratios de rotation ;
- Les ratios de trésorerie ou de liquidité

2.6.1 Ratios de structure financière :

Les ratios de structure financière est un ensemble de ratios permettant d'apprécier l'équilibre financier de l'entreprise ainsi que sa capacité à respecter ses engagements. Ces ratios permettent d'évaluer les modes de financement utilisé par l'entreprise ainsi que les charges financières qui influencent sa solvabilité à long terme.

Chapitre 1 : La problématique de financement

- **Autonomie financière**

Définition : Ce ratio est un indicateur utilisé pour déterminer le niveau de dépendance d'une entreprise vis-à-vis des financements extérieurs, notamment les emprunts bancaires.

Formule de calcul

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{total des dettes}}$$

Interprétation

Si le ratio $> 0,5$: les capitaux propres couvrent les dettes de l'entreprise, elle est donc en bonne santé financière ;

Si le ratio $< 0,5$: les dettes sont plus importantes par rapport aux capitaux propres, et donc les capitaux propres ne couvrent pas les dettes de l'entreprise.

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{\text{dettes financières}}{\text{capitaux propres}}$$

Interprétation

Si le ratio > 1 : les dettes sont plus importantes que les capitaux propres, ils ne couvrent donc pas l'ensemble des dettes, et l'entreprise est trop endettée ;

Si le ratio < 1 : les capitaux propres sont plus importants que les dettes financières, l'entreprise peut couvrir ses emprunts par ses capitaux propres.

- **Endettement global**

Définition : Il permet de calculer le poids de l'endettement global sur l'entreprise, en comparant les dettes (court, moyen et long terme) au total des actifs que possède l'entreprise.

Formule de calcul

$$\text{Ratio d'endettement global} = \frac{\text{Total des dettes}}{\text{Total des actifs}}$$

Interprétation :

Il doit être le plus faible pour dire que l'entreprise est peu endettée, cela veut dire qu'elle possède une capacité pour souscrire de nouveaux prêts et donc d'investir puisque son ratio d'endettement est inférieur à 1.

- **Solvabilité générale**

Définition : Le ratio de solvabilité permet d'estimer la capacité de remboursement à terme d'une entreprise.

Formule de calcul

$$\text{Ratio de solvabilité générale} = \frac{\text{Total actif}}{\text{Total des dettes}}$$

Interprétation

Si le ratio est élevé : l'entreprise possède une solvabilité rassurante.

Si le ratio est faible : l'entreprise n'est pas solvable.

2.6.2 Ratios de rentabilité

Les ratios de rentabilité sont un rapport d'une valeur par rapport à une autre valeur. Ce type de ratio lié à la rentabilité permet de mesurer la capacité pour l'entreprise à générer une valeur par rapport à des moyens.

La rentabilité joue un rôle important dans la vie de l'entreprise :

- Elle assure la survie de l'entreprise
- Elle permet à l'entreprise de préserver son indépendance financière

Dans le cadre du calcul de la rentabilité, on distingue trois types de rentabilité il s'agit de :

- La rentabilité économique (par rapport aux moyens de production et aux investissements),
- La rentabilité financière (par rapport au moyen financier),

Chapitre 1 : La problématique de financement

- La rentabilité commerciale (lié à l'activité de l'entreprise).

➤ Rentabilité commerciale

Définition : Un ratio financier permettant de mesurer la rentabilité d'une entreprise selon son volume d'affaires. En d'autres termes, combien gagne une entreprise sur la vente de ses produits/services.

Formule de calcul :

$$\text{Ratio de rentabilité commerciale} = \frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

➤ Rentabilité économique

Définition : Un indicateur pour mesurer la performance d'une entreprise à créer de la valeur.

Formule de calcul :

$$\text{Ratio de rentabilité économique} = \frac{\text{Résultat net} + \text{IBS} + \text{impôts et taxes} + \text{charges financières}}{\text{capitaux permanents}}$$

➤ Rentabilité financière

Définition : La rentabilité financière mesure la rentabilité des capitaux propres, c'est-à-dire la capacité de l'entreprise à rémunérer les associés. L'entreprise a pour objectif de maximiser cet indicateur.

Formule de calcul :

$$\text{Ratio de rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat net}}{\text{capitaux propres}}$$

2.6.3 Ratios de rotation (de gestion)

Les ratios de rotation sont des indicateurs qui permettent de décrire le temps nécessaire à une entreprise pour payer, être payée et renouveler ses stocks.

Les ratios de rotation correspondent à trois indicateurs :

- Le ratio de rotation du crédit clients.

Ils permettent de calculer respectivement : le temps que mettent les clients à payer, les fournisseurs à être réglés, et à quelle vitesse les stocks sont renouvelés. Globalement, ils indiquent la vitesse à laquelle une entreprise recouvre ses crédits et/ou paye ses débits. Le quotient de 360 (365) par leurs valeurs donne une durée de rotation en jours.

➤ Ratio de rotation du crédit clients

Définition : Ce ratio mesure la durée moyenne des crédits accordés par l'entreprise à ces clients, et par définition, le délai moyen de paiement de ces derniers. Il se calcule en rapportant l'encours clients au chiffre d'affaires.

Formule de calcul

$$\text{Ratio de rotation créance clients} = \left(\frac{\text{Créance clients}}{\text{Chiffre d'affaires TTC}} \right) \times 360$$

➤ Ratio de rotation du crédit fournisseurs

Définition : Ce ratio mesure la durée moyenne du crédit accordé par les fournisseurs à l'entreprise. Il se calcule en rapportant le montant de l'en-cours fournisseurs au montant des achats de l'entreprise multiplié par 360.

Formule de calcul

$$\text{Ratio de rotation dettes fournisseurs} = \left(\frac{\text{Créance fournisseurs}}{\text{Achats annuels TTC}} \right) \times 360$$

➤ Ratio de rotation des stocks

Définition : La rotation de stock correspond au nombre de fois où le stock est intégralement renouvelé au cours d'une année. Il est un indicateur de performance à ne pas négliger car il donne une idée de la qualité des marchandises en stock (leur désuétude ou péremption), ainsi

que du degré de précision de l'entreprise dans ses pratiques d'achat. Pour le calculer, il faut d'abord calculer la valeur du stock moyen sur la période.

Formule de calcul

$$\text{Stock moyen} = \frac{\text{Valeur en début de période} + \text{valeur en fin de période}}{2}$$

$$\text{Ratio de rotation des stocks} = \frac{\text{cout des marchandises vendues}}{\text{stock moyen au cout d'achat}}$$

ou

$$\text{Ratio de rotation des stocks} = \frac{\text{Chiffre d'affaires}}{\text{stock moyen au prix de vente}}$$

2.6.4 Ratios de liquidité

La liquidité mesure la capacité d'une entreprise à régler ses dettes à court terme arrivées à échéance.

Les ratios de liquidité établissent une relation entre deux éléments du bilan afin de quantifier (en pourcentage) les liquidités dont une entreprise dispose à un moment donné. Utilisés pour savoir si une entreprise est capable de faire face à ses échéances à court terme et donc de maintenir son exploitation.

Trois ratios sont utilisés pour estimer la liquidité d'une entreprise :

- Ratio de liquidité générale ;
- Ratio de liquidité restreinte ;
- Ratio de liquidité immédiate.

➤ **Liquidité générale**

Un indicateur qui mesure la faculté d'une entreprise quelconque à couvrir l'intégralité de son passif à court terme grâce à l'utilisation de son actif à court terme. Utilisé afin de déterminer si une entreprise est bien capable d'honorer ses dettes à court terme.

Chapitre 1 : La problématique de financement

Ce calcul comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif circulant}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Ce ratio doit être supérieur à 1.

➤ Liquidité réduite

Permet de mesurer la capacité d'une entreprise quelconque à faire face à ses dettes à court terme grâce à l'utilisation de ses actifs les plus liquides. Ces derniers peuvent être constitués d'argent, de placements, d'actions ou d'autres.

Ce calcul comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{\text{Valeurs réalisables} + \text{valeurs disponibles}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Ce ratio doit être compris entre 0,3 et 0,5.

➤ Liquidité immédiate

Représente le ratio de liquidité le plus restrictif. Cet indicateur permet d'indiquer la capacité d'une entreprise à faire face à ses différents engagements sur le long terme sans avoir recours à ses actifs non liquides à court terme, notamment les stocks.

Ce calcul comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Valeurs disponibles}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Ce ratio doit être compris entre 0,2 et 0,3.

Afin de pouvoir prédire si une entreprise dispose effectivement des flux de trésorerie requis pour qu'elle soit capable de s'acquitter de ses obligations à court terme, il est essentiel que l'entité suive ses ratios de liquidité.

Section 3 : L'analyse de l'activité et de la rentabilité

L'analyse de la rentabilité et de l'activité de l'entreprise consiste à s'interroger sur les résultats dégagés par l'activité globale de cette dernière. Il s'agit donc de procéder à une appréciation des performances commerciales, économiques et financières de l'entreprise.

A cet effet, l'entreprise dispose de plusieurs outils ou méthodes qui permettent d'effectuer cette analyse : les soldes intermédiaires de gestion (SIG), la capacité d'autofinancement (CAF) et la rentabilité.

1. L'analyse de l'activité

Deux outils principaux nous permettent d'analyser l'activité de l'entreprise : les SIG et la CAF.

1.1 Les soldes intermédiaires de gestion

Afin de réaliser la quantification globale de la rentabilité du capital engagé par rapport aux ressources engagées, on fait appel à l'intégration de l'ensemble des activités de l'entreprise, à l'analyse globale résultats. Dans ce sens on peut déterminer à partir du compte résultat certains indicateurs en valeurs qui porte le nom de soldes intermédiaires de gestion et qui font partie des indicateurs utilisés pour mesurer les performances économiques et financières de l'entreprise.

1.1.1 Définition

«Les soldes intermédiaires de gestion constituent la succession articulée des flux issus du compte de résultat. Cet ensemble complet de variable se justifie car le diagnostic financier ne peut se satisfaire du simple solde global du compte de résultat. Le bénéfice net, ou la perte nette, sont le fruit de toutes les charges et de tous les produits de l'exercice. Ce solde net est la somme d'éléments hétérogènes qui relève de types d'opération différents.»²⁷

1.1.2 Objectif

L'objectif est de mettre en évidence les étapes de la formation du résultat.

Les soldes intermédiaires de gestion permettent :

- de comprendre la formation de résultat net en décomposant ;
- d'apprécier la création de richesse générée par l'activité de l'entreprise.
- de décrire la répartition de la richesse créée par l'entreprise entre les salariés et les organismes sociaux, les apporteurs de capitaux et l'entreprise elle-même ;

²⁷ Hubert de la BRUSLERIE, op cit, page142.

- de suivre dans l'espace et dans le temps l'évolution de la performance et de la rentabilité de l'activité de l'entreprise à l'aide de ratio d'activité, de profitabilité et de rentabilité.

1.1.3 Les différents soldes intermédiaires de gestion

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion comprend neuf soldes successifs obtenus par différences entre certains produits et certains charges, les trois premiers soldes sont destinés à l'analyse de l'activité de l'entreprise alors que les six suivants sont consacrés à l'analyse de résultat.

a. La marge commerciale

C'est un indicateur fondamental des entreprises commerciales, elle mesure la capacité de l'entreprise à maximiser la différence entre le chiffre d'affaires et le coût d'achat des marchandises vendues.

$$\text{Marge commerciale} = \text{vente de marchandises} - \text{le coût d'achat de marchandises}$$

b. Le produit de l'exercice

C'est un indicateur qui mesure ce que l'entreprise a réellement produit pendant l'exercice, indépendamment de l'utilisation faite de cette production (ventes, stockage, livraison à soi-même). Remarquons que cet indicateur est hétérogène, car la production vendue est chiffrée au prix de vente, alors que les productions stockées et immobilisées sont au coût de production.

$$\text{Production de l'exercice} = \text{production vendue} + \text{production stockée} + \text{production immobilisée}$$

c. La valeur ajoutée (VA)

C'est un indicateur qui mesure la richesse créée par l'entreprise au cours de l'exercice. Elle est mesurée par la différence entre la production et les consommations des biens et des services en provenance des tiers. Ces consommations sont des destructions de richesses qu'il

Chapitre 1 : La problématique de financement

fait imputer, dans le cadre d'un processus de transformation, sur la production de l'exercice et sur la marge commerciale.

$$\text{Valeur ajoutée} = \text{MC} + \text{production de l'exercice} - \text{matières et fournitures consommées} - \text{services extérieurs}$$

d. L'excédent brut d'exploitation (EBE)

Il représente les flux de liquidité que l'entreprise retire de son activité d'exploitation pendant un exercice, ou plus exactement une capacité à réduire ces liquidités, car il est calculé à partir des charges défaisables et produits encaissables. Les décalages dans le temps du, au stockage, aux règlements des clients et fournisseurs, empêchent cet indicateur de présenter le surplus de liquidité également appelé « clash flow d'exploitation ».

$$\text{Excédent brut d'exploitation} = \text{VA} + \text{subvention d'exploitation} - \text{impôts et taxes} - \text{charges du personnel}$$

e. Le résultat d'exploitation

C'est également un indicateur de rentabilité économique, mais celui-ci intègre le coût de l'outil de production (amortissement) et les risques d'exploitation (dépréciations ou provision). Il exprime mieux que l'EBE, la capacité de l'entreprise à optimiser l'ensemble de ses fonctions opérationnelles (investissement, approvisionnement, production et vente)

$$\text{Résultat d'exploitation} = \text{EBE} + \text{autres produits opérationnels} + \text{reprise sur pertes de valeur et provisions} - \text{autres charges opérationnels} - \text{dotations aux}$$

f. Résultat courant avant impôt (RCAI)

Le RCAI représente le résultat d'exploitation après prise en compte des éléments financiers. Il exprime un résultat provenant des opérations normales courantes, indépendamment des opérations exceptionnelles et de régime d'imposition des bénéfices

Chapitre 1 : La problématique de financement

toutefois, la frontière entre les opérations courantes et les opérations exceptionnelles reste assez floue, les opérations interentreprises doivent être interprétées avec vigilance.

$$\text{Résultat courant avant impôt} = \text{résultat d'exploitation} + \text{produits financier} \\ - \text{charges financière}$$

g. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel reflète l'incidence d'événements ou de choix qui ne relève pas de l'exploitation normale et courante de l'entreprise et qui sont de nature à augmenter ou à diminuer le résultat de l'exercice.

$$\text{Résultat exceptionnel} = \text{produits exceptionnels} - \text{charges exceptionnelles}$$

h. Résultat net de l'exercice

C'est l'indicateur qui reflète la rentabilité générale d'une entreprise. C'est la part de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise et aux associés après la rémunération du personnel, l'État et les bailleurs du fonds.

$$\text{Résultat de l'exercice} = \text{résultat courant avant impôt} + \text{résultat} \\ \text{exceptionnel} - \text{impôt sur les bénéfices}$$

Tableau n°02 : Présentation schématique des SIG

Produit / Charges	Montant
Ventes de marchandises - achat de marchandises - variations des stocks marchandises	
Marge commerciale	
Produit vendu + produit stocké	

Chapitre 1 : La problématique de financement

+produit immobilisé	
Production de l'exercice	
Marge commerciale +produit de l'exercice - consommations de l'exercice en provenance des tiers	
Valeur ajoutée	
VA + subvention d'exploitation - charge de personnel - impôts et taxes	
EBE	
EBR - DADP - RADP - autres charges + autres produits	
Résultat d'exploitation	
Résultat d'exploitation + produit financier - charges financières	
Résultat courant avant impôt	
Produit exceptionnel - charges exceptionnel	
RCAI + résultat exceptionnel - participation des salariés - IBS	
Résultat net de l'exercice	

Source : « Gestion financière », éd. Bréal, 2007, page 9

1.2 La capacité d'autofinancement

La Capacité d'Autofinancement (CAF) d'une entreprise, appelée aussi Cash-Flow ou marge brute d'autofinancement, représente l'ensemble des ressources dégagées par une entreprise au cours d'un exercice du fait de ses opérations de gestion. En ce sens, elle donne à l'entreprise une marge de manœuvre financière lui permettant de faire face à ses besoins de financement.

1.2.1 Définition et rôle

- **Définition**

*« La capacité d'autofinancement est la ressource interne dégagée par les opérations enregistrées en produits et charges au cours d'une période et qui reste à la disposition de l'entreprise après encaissement des produits et décaissement des charges concernés. Cette notion s'oppose aux ressources externes provenant des partenaires de l'entreprise ».*²⁸

- **Rôle**

Le CAF est indispensable au sein d'une entreprise, elle permet :

- Elle mesure le maintien potentielle productif de l'entreprise ;
- Elle détermine les possibilités de l'autofinancement ;

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes distribués}$$

- Elle détermine également la capacité de remboursement des dettes financières ;
- Elle permet de faire face aux risques probables de l'entreprise ;

1.2.2 Méthodes de calcul de la CAF

Le calcul de la CAF d'une entreprise peut se faire de deux manières :

- La méthode soustractive (à partir de l'EBE)
- La méthode additive (à partir du résultat de l'exercice)

²⁸ Christian et mireille ZAMBOTTO ; «Gestion financière » ; 4^{ème} Edition, Paris : DUNOD.2001 ; page 19.

Chapitre 1 : La problématique de financement

➤ La méthode soustractive

Elle est déterminée à partir de l'excédent brut d'exploitation (EBE) qu'il contribue à la formation de la capacité d'autofinancement car elle s'obtient par la différence entre des produits encaissables et des charges décaissables.

Le calcul s'effectue à partir des éléments suivants :

Tableau n°03 : Présentation schématique la méthode soustractive

Libellé	Montant
EBE	
+ Transferts de charges d'exploitation	
+ Autres produits d'exploitation	
- Autres charges d'exploitation	
+/- Quotes-parts de résultat sur opérations faites en communs	
+ Produits financiers	
- Charges financières	
+ Produits exceptionnels	
- Charges exceptionnelles	
- Participations des salariés aux résultats	
- Impôts sur les bénéfices	
= Capacité d'autofinancement	

Source : BEATRICE, GRANDGUILLOT, Francis. « Analyse financière », 10^{ème} Edition. Paris : Gualino éditeur, 2006, page 73.

Chapitre 1 : La problématique de financement

La méthode additive

Elle consiste à soustraire au résultat de l'exercice l'ensemble des produits calculés et à y ajouter l'ensemble des charges calculées.

Le calcul s'effectue à partir des éléments suivants :

Tableau n°04 : Présentation schématique de la méthode additive

Libellé	Montant
Résultat net de l'exercice	
+ Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés	
- Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	
- Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	
= Capacité d'autofinancement	

Source : BEATRICE, GRANDGUILLOT, Francis, op cit, page 73.

2. L'analyse de la rentabilité

Une entreprise performante doit être efficace et efficiente. L'efficacité est la capacité, pour une entreprise, d'atteindre les objectifs fixés. L'efficience est l'optimisation des ressources consacrées à l'atteinte des objectifs.

L'étude du compte de résultat permet de mesurer la profitabilité des activités.

L'étude fonctionnelle du bilan permet d'analyser l'équilibre financier de l'entreprise.

La rentabilité de l'entreprise est mesurée par l'analyse de ses performances économiques et financières. La mesure de la performance s'effectue à l'aide des indicateurs de rentabilité.

L'objectif de ces indicateurs est d'apprécier l'efficacité et l'efficience de l'entreprise dans l'utilisation de ses ressources en lien avec la nature de ses activités et de ses objectifs

économiques.

La rentabilité est un rapport entre un résultat et les moyens mis en œuvre pour l'obtenir.

✓ Comment améliorer la rentabilité économique

Pour améliorer la rentabilité économique, l'entreprise peut :

- augmenter le résultat d'exploitation (augmenter les ventes, diminuer les charges).
- diminuer les capitaux investis : en diminuant le BFRE (augmenter les délais de règlement fournisseurs, diminuer les stocks et les délais de règlement client). en diminuant les immobilisations brutes, mais sans réduire la production. Cela impose une utilisation plus efficace des immobilisations.

✓ Comment améliorer la rentabilité financière

Pour améliorer la rentabilité financière, l'entreprise peut :

- améliorer le résultat de l'entreprise en augmentant les ventes et en réduisant les charges
- diminuer les capitaux propres en faisant appel à des emprunts plutôt qu'à des augmentations de capital pour financer ses investissements.

Ces ratios prennent leur sens lorsqu'on les compare dans le temps et dans l'espace avec d'autres entreprises du même secteur d'activité

Conclusion

On arrive à la fin de ce chapitre, l'information comptable est la matière première de base de l'analyse financière.

L'étude de l'analyse financière permet d'évaluer la proposition des dettes financière et des capitaux propres. En d'autres termes le rapport entre les dettes et les capitaux propres.

Le financement est l'action par laquelle un organisme ou une personne privée alloue des fonds à un tiers dans l'objectif de soutenir un projet, il peut s'agir d'autofinancement dans le cadre d'épargnes ou de produits bancaire destinés à assurer un capital.

Cette analyse est variable. Elle dépend des contraintes financières liées à la nature des activités développées par les entreprises et aux décisions d'investissement prises.

Déterminer et calculer le solde de trésorerie chez une entreprise ne peut contribuer d'une façon efficace à la maîtrise de la gestion de la trésorerie, puisqu'il reflète uniquement le solde de cette dernière à une date précise.

En fin de compte, tout ceci sera illustré dans l'étude de cas observée au niveau de l'entreprise NAFTAL.

A red decorative border with a wavy, ribbon-like shape, enclosing the chapter title.

*Chapitre 2 : Approche théorique
de la gestion des comptes*

Introduction

La gestion de trésorerie est au cœur de la fonction financière de l'entreprise, elle en constitue le bras armé. Autre fois simple élément de la direction financière de l'entreprise, la trésorerie est dorénavant une entité cohérente et multiforme qui devient dans la grande entreprise la manifestation opérationnelle de la fonction financière. Cela au moment on cette dernière assume un rôle stratégique croissant.

En effet, la gestion de la trésorerie a pour mission de répondre à des objectifs précis consistant principalement dans les faits :

- De gérer et contrôler et sécuriser l'ensemble des flux financiers de l'entreprise
- D'assurer la solvabilité de l'entreprise au moindre coût
- De mener à bien l'arbitrage entre les types de produits de financement et de placement
- De gérer les risques financiers et les risques de change.

Pour le suivi régulier des opérations bancaires, il est nécessaire de se doter d'un système de gestion de trésorerie en valeur. La disponibilité de l'information s'avère impérative et pour système qui englobe plusieurs tâches dont : l'analyse des extraits bancaires, le traitement des remises, la gestion des réclamations de banques, et le contrôle des agios, etc.

Ce chapitre, consacré aux politique et structure de financement de l'entreprise, sera basé sur trois principaux points qui peuvent être identifiés comme suit :

- ✓ Définition des différents concepts de base.
- ✓ La fonction du trésorier dans l'entreprise.
- ✓ L'environnement bancaire, condition et négociation.

Section 1 : définition des différents concepts de base

La gestion financière est le résultat de l'ensemble des flux générés par l'activité de trésorerie, principalement basés sur les entrées et sorties de stocks et le recouvrement des créances clients.

Dans cette section, nous allons revenir sur le concept de la gestion financière, à travers la définition de ses fonctions et ses objectifs et nous allons aussi aborder la notion de gestion des comptes et de trésorerie.

1. la place de la gestion financière dans l'entreprise

Les activités d'une entreprise conduisent généralement par des actes ou des opérations économiques qui ont un double aspect, à l'image de ce qui suit :

- **Un aspect réel ou physique** : sorties ou entrées des stocks.
- **Un aspect monétaire ou financier** : règlement d'une dette du client

Aussi, de ce point de vue, on peut dire que la gestion financière occupe une place privilégiée parmi les fonctions de l'entreprise. D'une part, il contient en fait sa propre spécialisation, requiert un degré élevé de spécialisation et conduit à la réalisation d'un certain degré d'autonomie dans la prise de décision. D'autre part, les décisions engagées par toutes les fonctions de gestion entraînent des incidences financières puisqu'elles donnent lieu à la mise en œuvre de ressources ou d'emplois, de recettes ou de dépenses ; en conséquence, la gestion financière subit le contrecoup de l'ensemble des décisions de gestion. Il réagit à tout type d'action entreprise dans l'entreprise tant que ces actions ont des implications financières. Cependant, il est également nécessaire d'engager des mesures d'ajustement en fonction des projets des différentes fonctions managériales pour s'assurer que l'entreprise respecte les principales contraintes financières.¹

1.1. Définition et objectif de la gestion financière

1.1.1. Définition²

La gestion financière est la partie des sciences de la gestion consacrée à l'étude des flux financiers dans l'entreprise. Ses fonctions peuvent se résumer comme suit :

- En premier lieu, il y a la sécurité de l'entreprise, qui touche non seulement à la solvabilité et à la capacité de faire face aux échéances, mais aussi à la flexibilité (la

¹ ELIE COHEN : OP. cit, P21.

² DOV OGIEN : Gestion financière de l'entreprise, 2ème éd, Dunod, Paris, 2008, P50.

fluidité) de la structure financière, laissant suffisamment de souplesse à la gestion, tout en fournissant les fonds nécessaires à l'exploitation courante.

- En second lieu, il y a aussi la rentabilité de l'entreprise par réduction des intérêts et autres frais bancaires et par optimisation des capitaux propres. La gestion financière s'intéresse d'une part, au processus d'analyse et d'interprétation des documents comptables et financiers et d'autre part, à l'entreprise et en l'occurrence sa position sur le marché, cette analyse porte sur la lecture des documents comptables (le bilan, le TCR et le TFT) et financiers, afin, d'étudier sa situation financière.

En résumé, la fonction financière est celle qui, au sein de l'entreprise, prépare et exécute les décisions financières ; son pouvoir de décision va dépendre de la nature de la décision, de la dimension de l'entreprise et de sa structure.

1.1.2. Objectif

La gestion financière fournit aux gestionnaires les informations et les connaissances dont ils ont besoin pour appuyer les décisions opérationnelles et comprendre les implications financières avant que les décisions ne soient prises. Il permet également aux gestionnaires de surveiller les décisions pour en déterminer les répercussions financières éventuelles et tirer des leçons de l'expérience, afin de pouvoir s'adapter ou réagir au besoin.

En outre, la gestion financière permet aux organisations de déterminer, d'évaluer et d'examiner les conséquences d'événements susceptibles d'interférer avec la réalisation des buts et objectifs ou d'entraîner une perte importante de ressources. La gestion financière est donc un facteur Il s'agit d'une partie importante de la gestion des risques et doit être considérée comme un ensemble de risques organisationnels, y compris les risques opérationnels, stratégiques, sociaux, juridiques, politiques et environnementaux.

Cette dernière est nécessaire pour s'assurer que l'organisation dispose de ressources suffisantes pour mener à bien ses activités et utilise ces ressources conformément aux principes d'économie, d'économie et d'efficacité. Et finalement, cela aide à créer Une culture organisationnelle qui contribue à l'atteinte des objectifs de gestion financière « un climat qui

comprend l'engagement de la haute direction, une éthique et des valeurs communes, la communication et l'apprentissage organisationnel »³.

En résumé, la gestion financière est essentielle pour qu'une entreprise mène ses activités conformément aux lois et réglementations applicables et aux directives de la direction, respecte les limites de dépenses et approuve les activités. elle offre Nous fournissons également à l'entreprise un système de gestion des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses pour se protéger contre la fraude, la négligence financière, la violation des règles ou principes financiers et la perte d'actifs.

2. aspect théorique sur la gestion des comptes

2.1. Définition de la gestion des comptes

Avant le 1^{er} juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte :

- **une balance générale** de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité)
- **le bilan comptable** de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité ou de l'établissement local.

Le compte de gestion est également soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion). Ce premier examen est suivi d'un second contrôle effectué par le juge des comptes. La reddition annuelle des comptes est une charge de fonction et une obligation d'ordre public.

Au vu des pièces justificatives, jointes en accompagnement du compte de gestion, le juge des Comptes est à même d'apprécier la qualité de gestion du trésorier de la collectivité et

³ Modèle de la capacité de gestion financière - Guide d'application, Bureau du vérificateur général du Canada, avril 2003, P18.

peut, si des négligences sont constatées, engager la responsabilité personnelle et pécuniaire de celui-ci.

Le compte de gestion est un terme comptable. Il désigne tout compte d'une entreprise qui expose un emploi et une ressource définitive au sein d'une société.

Contrairement au compte de bilan, qui est un compte de situation, le compte de gestion est un compte d'analyse.

En effet, le compte de gestion permet de retracer la formation du résultat d'une entreprise en détaillant toutes ses ressources et tous les emplois auxquelles ces ressources sont affectées.

2.2. Distinction Emplois-ressources

La maîtrise de la comptabilité passe par la compréhension de deux termes : les emplois et les ressources. Ces notions sont fondamentales, elles constituent le véritable socle de la comptabilité.

Elles partent d'un postulat très simple : l'entreprise peu importe la nature de son activité, met en œuvre des moyens de production afin de satisfaire sa clientèle en lui fournissant un ensemble de bien ou de services. Ces moyens de production constituent des emplois. Ces emplois ne peuvent être financés que par les ressources d'un montant équivalent.

Un emploi ou une ressource peut revêtir l'un des deux caractères suivants.

Il peut être :

- provisoire (il sera restitué à plus ou moins long terme).
- définitif (il est définitivement acquis par son bénéficiaire).

Tableau n°05 : comparaison des emplois et des ressources

Chapitre 2 : Approche théorique de la gestion des comptes

Type	Nature	Définition	Traduction comptable	Exemple
Emploi	Provisoire	Acquisitions de biens qui ne disparaîtront pas lors du premier usage. Ces biens pourront être revendus.	Leur acquisition ne constitue pas un appauvrissement.	Terrains, matériels, stocks, immeuble.
	Définitif	Acquisitions de biens qui seront consommés lors du premier usage, et disparaîtront en conséquence.	Leur acquisition constitue un réel appauvrissement.	Achats de fournitures, loyers immobiliers, salaires du personnel.
Ressource	provisoire	Moyens de financement procurés à l'entreprise par des tiers et qui devront leur être restitués à plus ou moins long terme.	Leur acquisition ne constitue pas un enrichissement.	Apport des associés ou de l'exploitant, dettes envers les fournisseurs, prêts bancaires.
	Définitive	Ressources définitivement acquises par l'entreprise. Elles n'auront pas à être restituées.	Leur acquisition constitue un réel enrichissement.	Prestation de services facturés à un client, vente de marchandises.

Source : Pierre CABANE, L'essentiel de la finance, EYROLLES éditions d'organisation, 2006, p45.

Cette distinction est fondamentale puisqu'elle permet de comprendre comment se forment un bilan et un compte de résultat :

- les emplois et les ressources **définitifs** alimentent le **compte de résultat**.
- Les emplois et les ressources **provisoires** alimentent le **bilan**.

2.3. Compte de gestion et compte de bilan

2.3.1. Composition des comptes de bilan

Le compte de bilan est un compte de situation :

- Il est exposé au bilan de l'entreprise à la clôture d'un exercice.
- Il est repris comme base pour le début de l'exercice suivant.

Cette caractéristique du compte de bilan constitue ce qui le différencie du compte de gestion.

En effet, le compte de gestion est quant à lui soldé à la fin de chaque exercice. Il présente ainsi un montant nul lors de l'ouverture de l'exercice suivant, puisque son montant est viré sur un compte de résultat à la fin de la période donnée.

2.3.2. Composition des comptes de gestion

Les comptes de gestion d'une entreprise permettent d'établir le compte de résultat. Le compte de résultat reprend l'ensemble des comptes de charges (comptes de classe 6) et des comptes de produits (compte de classe 7).

- **Comptes de charges**

Les comptes de gestion d'une société comprennent tous les comptes de charges présents dans la comptabilité d'une entreprise.

Ils retracent ainsi tous les emplois de ressources effectués par la société, notamment :

- les achats de matières premières ;
- les frais de personnel ;
- l'achat de fournitures ;
- l'achat de matériel.

- **Comptes de produits**

À côté des comptes de charges, les comptes de gestion sont composés des comptes de produits de la classe 7.

Il s'agit de toutes les ressources encaissées par l'entreprise et en particulier :

- les comptes retraçant les ventes de marchandises ;
- les comptes relatifs aux ventes de services ;
- les comptes exposant les subventions perçues.

2.4. Gestion de la trésorerie

2.4.1. Définition de la gestion de la trésorerie ⁴

La gestion de la trésorerie est un ensemble de mécanismes qui permettent à une entreprise de prévoir et de gérer les flux, d'anticiper et prévenir les risques financiers de négocier et de contrôler les opérations bancaires, de placer les excédents et surtout d'assurer sa liquidité et sa solvabilité⁵.

La trésorerie d'une Entreprise est définie comme étant l'ensemble des liquidités disponible en caisse ou en banque. Elle est calculée sur la base du solde de la caisse, des comptes bancaires et chèques postaux. Elle sollicite de la part de la trésorerie de l'Entreprise, des connaissances en techniques bancaires et financières précises. La gestion de la trésorerie s'articule autour de la gestion de deux grands axes : Les liquidités et les risques financiers.

La gestion des liquidités englobe toutes les activités aux rentrées d'agent, la capacité de paiement de l'Entreprise, la rentabilité des fonds engagés et la réduction des risques qui y sont liés. Elle permet d'optimiser leur exploitation, en anticipant les risques qui peuvent en découler, notamment au niveau des taux d'intérêt.

La gestion des risques financiers implique la classification de ces derniers selon deux types, systématique et non systématique. Le premier est lié aux fluctuations globales du marché, alors que le second concerne un groupe d'actions précises dans un secteur particulier, notamment celui de l'Entreprise.

*« La trésorerie de l'entreprise doit mettre en œuvre de contrôle de ces risques et prévoir des solutions de couverture contre les pertes éventuelles. Il doit également impliquer les porteurs de projets dans la responsabilité des risques qu'ils introduisent au niveau du système financier de l'entreprise ».*⁶

Elle s'agit pour une entreprise d'honorer ses échéances financières à tout moment, en maintenant un encaissement minimum et maximum de rendement de ses placements de ces excédents éventuels de la trésorerie.

⁴ SOME Camille, mémoire, La pratique de la gestion de la trésorerie au BUMIGEB, 2006, P55.

⁵ JEAN-Paul Piriou « dictionnaire de science économique »

⁶ Marc GANGAIN et Roselyne Sauvé-GRANBERT, « Gestion de la trésorerie », Edition économie, Année 2000, page5.

2.4.2. Les fonctions de la trésorerie

L'évolution historique du rôle du trésorier dans l'entreprise permet de distinguer deux grandes missions qui sont au cœur de la définition de la trésorerie : la gestion des liquidités et la gestion des risques financiers.

- **La gestion des liquidités**

Le trésorier est chargé de la gestion des liquidités ; c'est là son rôle traditionnel qui est reconnu dans l'entreprise. Dans les pays anglo-saxons, cela correspond à la fonction « cash management ». Cette responsabilité ne fait pas du trésorier un simple cadre fonctionnel semblable aux autres cadres de l'entreprise. Le trésorier dans l'exercice de cette fonction procède d'une mission supérieure. Ou sa mission principale est de garantir la solvabilité de l'entreprise.

La contrainte objective de solvabilité est une condition de survie de l'entreprise. La traduction juridique de l'insolvabilité est l'état de cessation de paiement. Or, dans la grande majorité des cas, une telle cessation aboutie à la liquidation de l'entreprise. Même si un rachat est possible après une défaillance, cela ne signifie pas forcément la continuation de l'entité originale : fusion, division, « réorganisation » de l'entreprise font que la nouvelle entité ne peut, en général, prétendre être la continuation.

La contrainte de solvabilité se gère à long terme et à court terme. La responsabilité de la direction financière, notamment dans le cadre du plan d'investissement et de financement, est de pouvoir et de mettre en place les conditions structurelles du respect de la solvabilité.

La gestion de l'équilibre financier actuel et prévisionnel s'effectue dans le cadre de la politique de financement. Celle-ci s'exprime par des opérations financière de « haut de bilan » et par définition d'un « mix », c'est-à-dire d'une combinaison optimale de ressources financières durables.

L'optimisation de la gestion des liquidités passe par l'affichage de deux principes d'action qui sont essentiels : la règle de l'unité de caisse et celle de la « trésorerie zéro ». Le principe de la « trésorerie zéro ».

- **La gestion des risques financiers**

La gestion des risques financiers est apparue plus récemment. Il s'agit essentiellement des risques de change et des risques de taux d'intérêt. La tâche principale du trésorier de

l'entreprise consiste à gérer l'ensemble des risques économiques. Ceux-ci ne peuvent d'ailleurs être totalement éliminés puisqu'il est dans la vocation de l'entreprise d'assumer une part de risque d'activités économiques.

Le principe d'action qui guide la gestion des risques financier dans l'entreprise sont moins clairement formalisés que ceux qui orientent la gestion des liquidités. L'idée généralement admise est d'éviter ou de couvrir les risques financiers « excessifs », c'est-à-dire ceux qui pourraient mettre en cause la survie de l'entreprise.

D'un point de vue économique, la réflexion doit cependant rester ouverte. Et, réduire les risques signifie augmenter les coûts. Le principe de l'assurance rappelle que la couverture signifie des frais financiers supplémentaires. Alors, qu'un des rôles du trésorier reste de minimiser les coûts financiers de l'entreprise.

Il n'est possible d'imaginer que demain toute la trésorerie devienne un centre de profit autonome dans l'entreprise. Certaines activités bien définies sont opérationnelles : la gestion des risques de change, l'optimisation de l'endettement, la gestion d'excédents structurels peuvent éventuellement faire l'objet de procédures budgétaires. La notion de centre de profit désigne une unité d'organisation cohérente qui peut exercer un certain contrôle sur la plupart des facteurs qui conditionnent son activité.

2.4.3. Les éléments constitutifs de la trésorerie

Le budget de trésorerie est composé de deux parties : les encaissements prévisionnels et les décaissements prévisionnels.

- **Le budget des encaissements**

On retrouve dans cette première partie du budget de trésorerie tous les montants que l'entreprise est supposée encaisser sur la période prévisionnelle.

Ainsi, on retrouve notamment dans le budget des encaissements, tout d'abord, les règlements des clients prévisionnels, ensuite, les subventions à recevoir, le déblocage du ou des emprunts prévus et aussi les apports de numéraire en capital ou en compte courant d'associé.

Enfin, les éventuels remboursements d'impôts budgétisés et les éventuels crédits de TVA.

- **Le budget des décaissements**

A l'opposé des encaissements, cette partie du budget de trésorerie comporte tous les montants que l'entreprise est supposée décaisser sur la période prévisionnelle.

Le budget des décaissements contient, en premier lieu, les règlements fournisseurs prévisionnels ainsi que le règlement des impôts et taxes, de même que les salaires et charges sociales prévus. En second lieu, tous ce qui concerne les investissements budgétisés, les remboursements d'emprunts et d'apports en compte courant d'associé. Notamment, les dividendes à payer. En dernier lieu, le règlement d'éventuelle TVA à payer.

- **La banque**

En ce qui concerne la banque deux éléments doivent être suivis par le comptable afin d'assurer une meilleure information concernant les comptes banque au niveau de l'entreprise. Ces éléments sont constitués du rapprochement bancaire et des comptes bancaires faits par le comptable.

- ✓ **Le rapprochement bancaire**

Le solde du compte banque à la date réelle de l'inventaire est comparé au compte tenu par la banque, au moyen d'un relevé de compte à la même date, ce dernier permet à l'entreprise de pointer les sommes portées au débit et au crédit.

A une date donnée (fin de semaine, de quinzaine ou de mois par exemple), le comptable doit s'assurer qu'il a comptabilisé correctement et intégralement toutes les opérations de trésorerie de l'entreprise. Pour cela il effectue le rapprochement du compte bancaire avec le compte tenu par sa banque ; un montant figurant au crédit du relevé bancaire doit se trouver au débit du compte 512 Banque. L'état de rapprochement est un tableau qui explique les divergences de solde à une date donnée entre le compte 512 banque tenu par l'entreprise et le relevé envoyé par la banque. Il permet d'égaliser ces soldes.

- ✓ **Le compte bancaire**

L'entreprise dispose en générale d'un ou plusieurs comptes dans des banques. En effet, lors d'une demande d'emprunt, la banque prêteuse peut exiger une ouverture d'un compte et assurer un certain montant de mouvement. Par ailleurs, le fait d'avoir plusieurs comptes permet une forte concurrence entre les banques. La trésorerie doit se faire en tenant compte de l'ensemble des avoir sur les différents comptes.

2.4.4. Les moyens et modes de paiement du trésorier

Pour un encaissement ou un décaissement, le trésorier peut avoir le choix entre plusieurs instruments : liquidité, chèque, virement, prélèvement automatique. Le trésorier doit choisir donc l'un de ces instruments d'une manière à réduire leurs coûts et aussi les frais financiers.

Les deux termes « modes » et « moyens » de paiement sont souvent employés indifféremment, et pour éviter la confusion, il est important de distinguer entre ses deux notions : les modes de paiement désignent les supports de flux (chèques, virement,...), alors que les moyens sont des techniques de paiement mises en œuvre, telles que les remises documentaires ou le crédit documentaire.

2.4.5 Objectifs de la gestion de la trésorerie de l'entreprise⁷

- **Maximaliser les produits des excédents de liquidités et minimaliser les charges de financement** : la gestion de trésorerie consiste à mettre à disposition le montant exact de moyens financiers au bon endroit, au bon moment et dans la bonne devise.
- **Mieux communiquer auprès des investisseurs (qualité de l'information)**: gérer la trésorerie procure au trésorier les informations nécessaires et dont il a le plus besoin afin de négocier aisément auprès des investisseurs, en ajustant le niveau d'investissement aux possibilités de financement sans puiser exagérément dans la trésorerie.
- **Assurer la liquidité de l'entreprise** : Le terme de liquidité désigne ici l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses échéances. Le dirigeant doit impérativement disposer d'outils prévisionnels afin de mesurer le besoin de financement de l'entreprise.
- **Réduire le coût des services bancaires** : 4 coûts principaux peuvent être réduits tant par une bonne négociation que par des prévisions fines :
 - Les intérêts débiteurs : agios que la banque facture sur les soldes débiteurs.
 - Les jours de valeur : date à laquelle un mouvement prend effet sur le compte.
 - La commission sur plus fort découvert : calculée en appliquant un taux au plus important solde débiteur de chaque mois...
 - Les commissions sur opération : c'est le coût de chaque type d'opération.
 - La commission de mouvement : c'est le prélèvement sur tous les mouvements débiteurs.
- **Construire un partenariat bancaire équilibré** : une relation équilibrée consiste d'une part, à ne pas trop dépendre de son banquier et d'autre part, à ne pas lui faire courir des risques qu'il ignore pour instaurer un climat de confiance durable.

⁷ POLONIAT Bruno, «La nouvelle gestion de trésorerie», 2ème éd, 1997, P19.

Section2 : La fonction du trésorier dans l'entreprise

Dans un environnement économique et concurrentiel, ces entreprises ont tendance à se tourner vers des activités de plus en plus risquées afin d'atteindre une meilleure rentabilité et des parts de marché plus importantes.

1. Définition du trésorier

La fonction de trésorier prend de plus en plus d'importance dans une entreprise et joue un rôle tangible dans l'amélioration de la rentabilité dont sa mission principale, est de gérer, optimiser et sécuriser les flux de trésorerie, la rentabilité financière de l'entreprise en assurant la couverture des besoins financiers de cette dernière.

A la différence du directeur financier qui est l'homme de la stratégie financière, le trésorier est l'individu qui s'occupe de la stratégie qui réagit dans un court terme, il est le responsable de la gestion de l'encaissement et des besoins de financement de l'exploitation. Le trésorier est donc l'homme de la gestion quotidienne ou routinière.

Le trésorier de l'entreprise est en charge de l'optimisation de la rentabilité financière, tout en respectant ses engagements financiers et en évitant les risques d'exploitation. Le trésorier d'entreprise intervient sur plusieurs domaines : la trésorerie dont il optimise les flux quotidiens, les crédits clients (crédit management), la gestion des risques (risk management) et les investissements.

Il travaille en étroite collaboration avec le service comptabilité et le contrôleur de gestion quand il ne cumule pas les différentes activités.

Le Trésorier exerce une fonction proche d'un métier bancaire en Entreprise. Il va s'assurer de la rentabilité financière de l'entreprise par le contrôle actif des entrées et sorties des flux financiers.

2. le rôle et les missions du trésorier dans l'entreprise

Chapitre2 : Approche théorique de la gestion des comptes

Avant de citer les rôles du trésorier, il est important de présenter quelques responsabilités que nous détaillerons dans ce qui suit.

En effet, le trésorier est tout d'abord un garant de la gestion comptable de l'entreprise, tout en assurant seul dans une petite structure la tenue des livres des opérations (dépenses-recettes), Il se préoccupe, également, des rentrées financières et interpelle, quand c'est nécessaire, l'avancée des objectifs fixés pour le nombre des associés. Comme il se préoccupe des recettes des activités et des différents services. Et, il établit les demandes de subventions et les adresses aux organismes compétents quand c'est une entreprise publique ou de services publics.

Pour ses besoins de gestion et en collaboration avec les différents centres de responsabilité, le trésorier fait les démarches nécessaires et suit la rentrée des fonds en fonction des promesses.

D'autres missions sont également à sa charge. Il s'agit entre autre des éléments suivant :

- Il effectue les opérations de dépenses définies sous la responsabilité de la direction, en s'assurant du remboursement de frais, du règlement des factures et de la transmission régulière des cotisations.
- Il assure la relation entre l'entité et le banquier, ou il établit le plan de trésorerie, gère l'excédent de trésorerie en plaçant au mieux par rapport aux critères de placement. En plus de ça, il pourvoit au manque de trésorerie par l'ouverture d'une ligne de découvert ou par la mise en place d'autre relais de trésorerie.
- Il présente périodiquement au conseil d'administration la situation financière des Fonds disponibles, les dépenses à engager et les recettes à pourvoir en relation avec le budget fixé.
- Il établit le rapport financier annuel pour le soumettre au conseil d'administration et à l'assemblée générale et il soumet le livre des comptes et pièces aux vérificateurs aux comptes (pour les entités ayant prévu cette obligation dans les statuts) ou aux commissaires aux comptes avant de toute assemblée générale. De ce fait, celle-ci doit adopter le rapport annuel et donner décharge au trésorier et au conseil d'administration.
- Le trésorier établit chaque année le budget prévisionnel et le soumet au conseil d'administration, et enfin il le présente à l'Assemblée Générale pour adoption définitive.

3. Le rôle du trésorier dans l'entreprise

La gestion de trésorerie nécessite de multiples compétences techniques et des qualités humaines, encourageant le dialogue. Elle est devenue très technique et évolue très vite depuis quelques années en matière de réglementation et de législation.

Pour mener à bien ses trois missions principales, à savoir : réduire le coût des services bancaire et accroître le produit financier, gérer les risques financiers à court terme de l'entreprise et assurer la sécurité des flux financiers, le trésorier doit être :

- **Un organisateur**, ou le sens de l'organisation est l'une des qualités nécessaire au trésorier dans sa gestion quotidienne. Il doit travailler contre le temps, et avoir un esprit vif ou nul n'ignore que « le temps c'est de l'argent », car organiser au mieux son service signifie faire gagner du temps. Le trésorier organise l'ensemble des flux de manière que son chacun d'eux prennent la bonne direction et arrive à sa destination avant l'heure limitée du traitement. Ainsi il pourra déterminer sa position de trésorerie quotidienne avec plus de précision, respecter les contraintes de temps, équilibrer ses comptes bancaires avant l'heure de caisse et trouver les financements ou les placements aux bonnes conditions.

- Le trésorier a besoin des prévisions de tous les services pour alimenter ses propres prévisions, la qualité du « **communicateur** » est primordial pour adhérer les autres à sa cause et les amener à fournir les informations les plus possibles.

- **Un conseiller** qui doit jouer un rôle de pédagogue auprès des opérationnels d'une entreprise pour les sensibiliser aux conséquences de leurs actions sur la situation de la trésorerie. Les problèmes liés à celles-ci doivent être résolus en amont et non pas en aval : l'acheteur et le vendeur doivent négocier respectivement avec les fournisseurs et les clients, les conditions et les supports paiements en tenant compte des conséquences sur la trésorerie.

- **Un anticipateur** qui s'en charge de L'une des tâches les plus difficiles est d'anticiper les aléas des flux, l'évolution du taux d'intérêt, des cours de change. Le trésorier travaille toujours avec des prévisions, il gère le présent et anticipe le futur. Une bonne qualité de prévision de trésorerie permettra d'améliorer le résultat financier et de disposer des financements, des placements dont l'entreprise a besoin de la meilleure condition possible.

- **Un technicien** qui est en plus de sa formation de base en gestion et en finance, il maîtrise les techniques bancaires de base, les outils informatiques comme les logiciels spécialisés de trésorerie. Il n'est pas un simple caissier ou comptable. C'est le responsable de la politique financière définie par la direction de l'entreprise.

4. La place du trésorier dans l'entreprise

Depuis trente ans, le métier du trésorier a pris une place de plus en plus importante au sein de l'entreprise. De simple caissier gérant la caisse, le trésorier est devenu aujourd'hui un gestionnaire de risque. Le développement des marchés financiers, l'internationalisation des échanges, l'évolution des techniques informatiques ont renforcé la capacité de la fonction de trésorerie à participer à l'optimisation de la gestion financière des entreprises.

Le rôle du trésorier varie en fonction de la taille de l'entreprise. En constate que dans les petites et moyennes entreprises, cette fonction est généralement assumée par la personne en charge de la partie financière (comptable, responsable administratif...). Par contre, dans les grandes entreprises le trésorier travaille en collaboration avec le directeur financier, non seulement il occupe un poste à part entière et a des missions plus complexes, mais aussi, a une part de responsabilité très lourde et sensible à la charge de ce dernier.

5. Les missions du trésorier

L'énoncé des fonctions essentielles de la trésorerie souligne l'étendu et le caractère multiples des missions du trésorier d'entreprise qui sont : prévoir les soldes du trésorier jours par jour en date de valeur :

- Rechercher et sélectionner les moyens de financement et les garanties bancaires adéquates.
- Définir une politique de relation bancaire et négocier avec les partenaires bancaires.
- Gérer les flux monétaires d'exploitation et hors exploitation.
- Appréhender, évaluer et gérer le risque de change, et du taux d'intérêt.
- Contrôler les comptes bancaires.
- Concevoir et mettre en place un système d'information.
- Eviter le risque technique ou le risque de non maîtrise de la technique d'un instrument ou d'une position financière.
- Evaluer le risque de contrepartie financière.
- Analyser les résultats de la trésorerie.
- Participer à la définition de politiques de risque de change et du taux d'internet.

- Rendre compte à la direction de l'évolution des positions financières de l'entreprise.

Il va de soi que l'ensemble de ses missions ne peut être rempli par un seul individu qui est le trésorier. Dans une grande entreprise, la fonction « trésorerie » est largement reconnue en tant que fonction autonome. Elle recouvre des moyens adéquats en homme et en outils de traitement de l'information.

Section3 : L'environnement bancaire, conditions et négociations

Le sujet des conditions bancaires est profondément lié au problème des relations entre les banques et les entreprises. Ces relations ont fermement changé ces dernières années, en raison de la concurrence entre les établissements financiers, de l'évolution des outils informatiques mis à la disposition du trésorier et de l'organisation des entreprises. Celle-ci a pris conscience des coûts financiers qui peuvent peser lourdement sur leurs marges, et de la nécessité de mettre en place des services de trésorerie opérationnels.

Dans cette dernière section, on citera les principaux termes à connaître en matière de négociation bancaire, et détailler sur la question du choix de la banque par l'entreprise et les conditions de celle-ci vis à vis du trésorier.

1. Les Principaux termes à connaître

1.1. La date de compensation⁸

C'est la date à laquelle les banques s'échangent et soldent leurs livres comptables et les différents moyens de paiement émis par leur client.

Cette compensation ne se traduit pas par des mouvements de la trésorerie effectifs. Selon les soldes débiteurs ou créditeurs sont inscrits dans les comptes ouverts par les banques ordinaires à la banque centrale.

1.2. Date d'opération⁹

La date d'opération, ou date comptable, est la date à laquelle a été enregistrée en comptabilité l'opération de retrait, de paiement ou de dépôt. La date prise en compte par la

⁸ ERRERA. J-M, « Pilotage bancaire et contrôle interne », Editions ESKA, Paris 1999, P81.

⁹ BERNARD. P, JOULIA. ; JULIEN-LAFERRIERE; TARDITS. J, « Mesure et Contrôle des Risques de Marché », Edition ECONOMICA, Paris, 1996, P132.

banque comme date d'opération peut dépendre du jour et de l'heure du dépôt voire, éventuellement du canal utilisé (guichet, automate...).

La date comptable peut être reportée au lendemain lorsqu'une opération est parvenue trop tardivement à la banque pour pouvoir être enregistrée le jour même.

1.3. Date de valeur¹⁰

La date de valeur peut être définie comme la date à laquelle la banque va prendre en compte, dans ses livres, l'opération réalisée avec l'entreprise, pour le calcul de ces intérêts. Ainsi les banques justifient (de plus en plus mal d'ailleurs) les dates de valeur par le délai de traitement des opérations qui les empêchent de disposer réellement des fonds dès le moment où elles les comptabilisent. Chaque opération est affectée à une date de valeur, d'où la nécessité de connaître les conditions des dates de valeur, pour ensuite prendre une décision de trésorerie : placer les excédents et finaliser les déficits.

1.4. Heure de caisse

L'heure de caisse est l'heure à partir de laquelle la date de valeur d'une opération est reportée au jour suivant. L'heure de caisse va varier en fonction des activités des entreprises.

Aujourd'hui, l'heure de caisse désigne une commodité administrative, qui permet à la banque de reporter au lendemain une opération. Par exemple, si une banque décide que son heure de caisse est 16 h, cela signifie que la caisse sera clôturée, et que les mouvements plus tardifs seront inscrits à la date du prochain jour ouvré.

1.5. Le jour de valeur¹¹

La date de valeur est, dans le système bancaire, la date de prise en compte d'une opération bancaire donnée, que celle-ci soit au crédit ou au débit du compte bancaire. Elle diffère de la date d'opération. Les différents types de jours de valeurs (cas des banques algériennes) sont les suivants :

- Les jours calendaires : du dimanche au samedi (7 jours).
- Les jours ouvrables : du samedi au jeudi et les jours fériés plus ou moins (6jours).
- Les jours ouvrés : du dimanche au jeudi (5 jours) ou les jours effectivement travaillés.

¹⁰ HONORAT Philippe, Le budget facile pour les managers, 2ème éd, 2009, P121.

¹¹ SION Michel, Gérer la trésorerie et la relation bancaire : Principe de gestion opérationnelle, 4ème éd, Paris, 2006.

1.6. Les jours de banque¹²

Les établissements financiers peuvent parfois parler de jour de banque, désignant alors le jour supplémentaire ajouté à la durée d'un crédit, du fait de l'application de certaines dates de valeur.

Il s'agit donc de la différence existante entre le nombre de jours d'agios considérés, au moment de la mobilisation d'un prêt, et le nombre effectif de jours de mise à disposition des montants de ce crédit, cette donnée couvre un caractère relativement important.

1.7. Le float¹³

Le « float », ou le flottant, se définit comme la trésorerie positive résultant du décalage existant entre les dates de débit et les dates de crédit des comptes des clients d'une banque.

Le float correspond donc au nombre de jours pendant lesquels une banque dispose de ressources, avant de devoir les transférer à un de ses clients ou vers un autre établissement.

1.8. Les différents taux appliqués par la banque

- **Le taux de référence** : C'est le taux minimum exigé par les prêteurs. Il peut être soit le taux du marché interbancaire, soit le taux de base bancaire.
- **La majoration de taux** : On distingue deux catégories de majoration :
 - Les majorations spécifiques qui dépendent de la taille du crédit demandé, de sa durée et du risque estimé par la banque.
 - Les majorations catégorielles qui dépendent de la taille de l'entreprise.

1.9. Les commissions

La commission dans le cadre d'une prestation bancaire est un pourcentage que perçoit-la banque sur les différentes opérations d'encaissements ou de décaissements, on distingue trois sortes de commissions :

¹² GUILLOU J., « Comment négocier avec ses banquiers », Dunod, 2005, P83.

¹³ BOUDINOT A, FRABOT J.C, Techniques et pratique bancaire, 25ème éd, Dunod, Paris, 2008, P146.

- **la commission du plus fort découvert**, cette commission s'applique au plus fort découvert apparu chaque mois pendant une période semestrielle. Elle permet ainsi de pénaliser l'utilisation d'un découvert, et peut peser lourdement sur le coût du crédit.
- **La commission de mouvement**, celle-ci s'applique sur les mouvements débiteurs de la période et pas seulement ayant générés un découvert à l'exception de débit d'agios, la régularisation d'erreurs, le remboursement d'emprunts et le solde à nouveau débiteur.
- **La commission d'endos**, cette dernière concerne l'escompte des effets de commerce.

1.10. Le ticket d'agios¹⁴

Le ticket d'agios représente la facture trimestrielle adressée par la banque à l'entreprise, il fait apparaître :

- Le calcul des intérêts débiteurs.
- Les commissions de plus forte découvert.
- La commission de mouvement, ou de compte.

2. Le problème du choix de la banque par l'entreprise

Dans le cadre des relations entre banques et entreprises, le trésorier est confronté à la décision du nombre, et du choix des banques avec lesquelles il faut travailler.

2.1. Le nombre de banques¹⁵

En fonction de l'importance du montant des flux de la trésorerie, il est préférable de choisir au minimum deux banques dans le but de motiver la concurrence, afin de pouvoir permettre à l'entreprise d'être en mesure de proposer ces conditions spécifiques et de ne pas subir d'énormes charges financières.

L'existence d'un grand nombre de banque a des conséquences sur la gestion de la trésorerie et sur la négociation des conditions de crédits. Ces deux considérations doivent être à la base de la détermination du nombre de banques.

2.1.1. Du point de vue de la gestion de trésorerie¹⁶

Une banque unique représente la solution optimale, les avantages tirés sont comme suit :

- Une seule prévision de trésorerie est suffisante, sans problème d'affectation bancaire.

¹⁴ GERVAIS Michel, Contrôle de gestion et stratégie de l'entreprise, Ed. Economica, 1991.

¹⁵ ROUACH Michel & Gérard NAULLEAU, Le contrôle de gestion bancaire et financier, Ed. Banque Editeur, 1990, P129.

¹⁶ DESMICHT François, Pratique de l'activité bancaire, 2ème éd, Dunod, Paris, 2007, P174.

- La gestion de l'encours est facilitée ; les financements et le suivi ne s'effectuent que sur un seul établissement. De plus, les risques des écarts d'une banque à l'autre sont exclus.
- Le contrôle et la comptabilité des opérations bancaires sont simplifiés.

2.1.2 Du point de vue de la négociation des conditions bancaires

Concernant l'ensemble de ses mouvements sur un seul établissement, l'entreprise accroît son potentiel de négociation. Par contre, cette dernière se trouve face à des désagréments, dont les plus courants sont :

- Octroi limité de crédits supplémentaires en cas de besoin, notamment en période d'encadrement sévère.
- Difficulté de mise en concurrence pour négocier de meilleures conditions.
- Insuffisances de certains services fournis, car toutes les banques n'offrent pas à leur clientèle la même qualité des prestations (une même banque ne peut pas assurer les meilleurs services dans tous les domaines).
- Vulnérabilité de l'entreprise à une évolution de la politique de la banque ou aux personnalités des responsables successifs de l'agence.

Ces inconvénients rendant risquée la position d'une entreprise n'ayant qu'une seule banque. Toutefois, dans certains cas particuliers, la solution d'une banque unique peut être retenue lorsque la société est nouvelle ou lorsque les entreprises appartiennent à un groupe.

La détermination du nombre optimum de banques ne dépend pas d'un critère unique, à titre exemple la taille est un élément applicable à toutes les entreprises. Dans ce cas, il est indispensable de prendre en considération plusieurs éléments pour arriver à un meilleur choix de banques.

2.1.3. Le niveau des besoins nécessaires au financement de l'exploitation¹⁷

Si ce niveau est élevé, il sera facile pour l'entreprise d'obtenir les crédits à court terme dont elle a besoin, en répartissant ses demandes sur plusieurs banques ; ce fonctionnement permet en effet :

- De réduire le risque pris par chacun des banquiers et donc de faciliter les négociations.

¹⁷ ROUACH Michel ; Gérard NAULLEAU, Contrôle de Gestion et stratégie dans la banque, ED. Banque Editeur, 2001, P38.

- De maintenir, le cas échéant, dans la limite de la délégation de l'agence ou de la filiale concernée.
- De diminuer les obstacles liés aux contraintes de l'encadrement.

2.1.4. La spécificité du secteur d'activité

L'orientation vers des opérations complexes avec l'étranger, vers la recherche d'implantation nouvelles, peut conduire à l'ouverture de compte dans des banques spécialisées dans ces domaines. Le nombre de banques ne doit pas, dans tous les cas, être considéré comme défini une fois pour toutes.

2.1.5. Le développement de l'activité

L'orientation vers de nouveaux secteurs peut conduire à de nouvelles ouvertures ou fermetures de comptes. Il convient simplement de prendre en considération les deux points essentiels suivants :

- Une ouverture de compte doit être effectuée dans une phase favorable à l'entreprise afin de pouvoir négocier en position de force.
- Il est généralement plus facile de mettre en place de nouvelles relations bancaires que d'en supprimer. Cette tendance risque d'aboutir à un élargissement abusif du pool bancaire et donc à une dispersion nuisible à la gestion de la trésorerie.

2.2. Les critères du choix d'une banque¹⁸

En fonction de l'importance du montant des flux de l'entreprise, il est préférable de choisir le minimum deux banques dans le but de motiver la concurrence afin de pouvoir permettre à l'entreprise d'être en mesure de proposer ces conditions spécifiques et de ne pas subir d'énormes charges financières.

Ainsi, les critères de choix d'une banque sont comme suit :

- Avoir un service de proximité.
- Spécialisation des services bancaires.
- Relation personnel entre le trésorier de l'entreprise et le banquier.
- Coût des services bancaires : jour de valeur et jour de banque, les diverses commissions et les taux d'intérêt.

¹⁸ CUVILLER L., AMAZIRH M.A., SARDI A., « Pratique de la Comptabilité bancaire », Clet, 1981, P55.

2.3. Constitution et organisation du pool bancaire¹⁹

L'analyse des besoins (tant qualitatifs que quantitatifs) de l'entreprise permet d'aboutir pour une période donnée à la fixation d'un nombre déterminé de banque. Le choix de chacune d'elles doit être fait en prenant en compte les principaux critères énoncés précédemment ; il doit aussi être fait en assurant une certaine diversité et complémentarité de chacun des établissements retenus.

L'ensemble des banques ainsi constitué représente « le pool bancaire ». Celui-ci ne regroupe pas nécessairement toutes les banques avec lesquelles travaille l'entreprise ; il ne comprend que les banques participant à un crédit mobilisable sollicité par l'entreprise.

La notion de pool est souvent utilisée actuellement dans une acception plus large : Elle désigne non seulement les banques qui participent à crédit mobilisable mais l'ensemble des banques d'une entreprise. C'est d'ailleurs ce pool non institutionnalisé qui traduit la véritable hiérarchie des banques au sein de l'entreprise et qui sert de base à la répartition des mouvements.

Un choix type pour une entreprise ayant retenu 5 banques est présentées dans le tableau suivant :

Tableau n° 06 : Composition d'un pool type de 5 banques

¹⁹ ROLLANDE BERNET Luc, Principes de techniques bancaire, 4ème éd, Paris, 2008, P49.

Chapitre 2 : Approche théorique de la gestion des comptes

	Banque I Banque nationale	Banque III Banque II Banque privé à Implantation nationale	Banque III Banque privé à Implantation Régionale	Banque IV Banque à statut Particulier	Banque V Banque spécifique
Mobiles de Choix	-Capacité Financière suffisante. -Moindre sensibilité à l'encadrement du crédit. -Etude du service. -Nombre de guichets Importants. -Facilité d'obtention des renseignements.	-Souplesse de Fonctionnement -Substitution éventuelle à la banque nationale. -Services annexe nombreux.	-Compétence Régionale. -Contacts directs à l'échelon plus élevé. -Rapidité de décision et de traitement. -Connaissances approfondies de l'entreprise.	-Avantages sectoriels. -Conditions bancaires favorables sur certaines opérations. -Forte implication nationale.	-Conditions dilatoires sur certaines opérations. -Compétences sectorielles (étranger...).

Source : Philippe Kneipe, Trésorerie et finance d'entreprise.

3. les négociations des conditions bancaires

La négociation des conditions de banque élargit le cadre de la gestion de la trésorerie. Les banques apportent en effet, aux entreprises des services des moyens de financement, souvent fondamentaux pour le bon fonctionnement et l'existence même de celle-ci expliquent les relations privilégiées qu'elles doivent entretenir entre elles. La négociation bancaire est donc une partie intégrante de la gestion de la trésorerie. Son objectif, ne doit pas être de réduire la marge du banquier à son minimum, mais de parvenir avec le banquier à un équilibre permettant à chacun des deux partenaires d'y trouver son intérêt.

Avant d'entreprendre une démarche de négociation auprès d'un banquier, mieux vaut connaître l'environnement bancaire dans lequel évolue ce dernier et quelles sont les contraintes qui pèsent sur ses décisions. Cet apprentissage préalable permet souvent d'éviter des conditions lors du déroulement de la négociation.

3.1. Négocier les exigences bancaires²⁰

Les conditions bancaires évoluent dans le temps. Les commissions et les frais prélevés sont révisés annuellement par les banques. Il faut donc :

- apprécier le moment où l'entreprise sera en mesure d'entamer une négociation.
- surveiller l'évolution des conditions appliquées par sa banque.
- se renseigner régulièrement sur les conditions appliquées par les banques concurrentes.

3.1.1 Attendre le moment opportun²¹

Une entreprise qui a des résultats stables (bonne rentabilité, trésorerie maîtrisée, activité en hausse...) et dispose d'informations récentes est d'une situation avantageuse pour commander les négociations avec son banquier. De plus, les relations de la trésorerie avec le chargé d'affaire

de la banque auraient déjà une certaine ancienneté qui est à la base de la bonne connaissance du client.

3.1.2. Négocier les conditions bancaires pour les opérations internationales²²

Ce type de négociation nécessite de s'adresser à des banques ayant des correspondants efficaces dans les pays où exerce l'entreprise. Cette pratique pousse à la multiplication des banques dont les entreprises axées sur l'opération import-export.

L'absence de réseaux de relations du banquier de l'entreprise peut générer des commissions plus importantes afin de rémunérer les intermédiaires intervenant dans de telles opérations. De plus, une banque bien implantée dans le pays où s'effectuent les transactions peut opérer des opérations à un cours de change proche du marché des devises.

3.1.3. La nécessité de négocier régulièrement²³

La grande concurrence à laquelle se livrent les banques, notamment celles de l'Europe afin d'être leader du pool bancaire a donné un grand pouvoir de négociation à leurs clients.

Il est recommandé à l'entreprise de rencontrer son chargé de compte le plus fréquemment possible, au moins une fois par an, à la conjoncture par exemple de la clôture de l'exercice et

²⁰ BOUQUIN Henri, La maîtrise des budgets dans l'entreprise, EDICEF, 1992, P74.

²¹ COUSSERGUES Sylvie, Gestion de la Banque, Ed. Dunod, 1992, P172.

²² GERVAIS Michel, Contrôle de gestion et stratégie de l'entreprise, Ed. Economica, 1991, P108.

²³ LAUZEL Pierre ; TELLER Robert, Contrôle de gestion et Budgets, Ed. SIREY, 7ème Edition, 1994, P37.

cela afin de lui présenter les résultats de l'année et les prévisions pour l'année à venir. Cette rencontre est un moment privilégiée pour faire le point sur les conditions bancaires appliquées et mettre à jour les termes de celles-ci.

3.2. Le placement des excédents

Si les entreprises ont souvent des besoins de trésorerie, il leur arrive de disposer d'excédents qu'elles peuvent placer selon différentes formules en fonction du critère choisi.

Elles auront le choix entre les produits bancaires, les placements monétaires (placements financiers).

3.2.1. Les critères de choix d'un placement

Les responsables financiers arbitrent leurs choix de placement à court terme en fonction de quatre critères, à savoir :

- La rentabilité ou le rendement du placement qui est le rapport entre ce que rapportent le placement et le capital que l'entreprise a investi.
- La liquidité du placement c'est-à-dire l'aptitude de l'entreprise à récupérer ses liquidités rapidement sans perte de capital.
- La sécurité ou le risque du placement qui peut soit protéger, soit alerter le capital investi d'une perte éventuelle et donc faire en sorte que l'entreprise récupère au moins son capital investi.

3.2.2. Les placements bancaires²⁴

On distingue principalement :

- Le dépôt à terme : il consiste à bloquer à la banque, durant une certaine période une somme d'argent disponible de façon à récupérer celle-ci majorée d'intérêt perçu au terme du placement.
- Les bons de caisse : en contrepartie d'un dépôt effectué au près de sa banque, l'entreprise reçoit un bon ; sur ce document, la banque reconnaît sa dette et s'engage à la rembourser à une date donnée au déposant ou à tout bénéficiaire désigné par le souscripteur.

²⁴ ERRERA Jean-Michel ; Christian JIMENEZ, Pilotage bancaire et contrôle interne, Ed. ESKA, 1999, P141.

3.2.3. Les placements sur le marché monétaire

On distingue essentiellement :

- Les valeurs mobilières de placement (VMP), ce sont des titres remis par une société en échange d'un apport que ce soit dans le cas des actions ou des obligations.
- Les titres de créances négociables (TCN), ce sont des titres émis au gré de l'émetteur, négociable sur le marché réglementé qui représente chacun un droit de créance pour une durée Déterminée.
- Les organismes de placement en valeurs mobilière (OPCVM), ce sont des organismes chargés de recueillir des capitaux qu'ils placent par la suite en VMP, tout en assurant la gestion dynamique de ces fonds. Les deux formes les plus connues d'OPCVM sont les sociétés d'investissement en capital variable (SICAV) et les fonds communs de placement (FCP).

4. Les supports de vérification des conditions bancaires²⁵

Le contrôle des conditions bancaires doit porter sur chacun des principaux éléments suivants :

- Les dates de valeurs.
- Les commissions.
- Les taux d'intérêts et les taux de change.

Les supports de ce contrôle sont les documents (papiers ou informatiques) envoyés par la banque aux trésoriers et qui justifient l'ensemble des écritures passées sur le compte de l'entreprise. Il s'agit essentiellement : des avis de débit ou de crédit, des extraits de compte, des bordereaux d'escompte ou de mobilisation de crédit, et des échelles d'intérêts.

Les extraits de compte et les échelles d'intérêts représentent les supports fondamentaux ; ils regrettent ainsi d'effectuer la majeure partie des vérifications. Toutefois, l'application de certaines conditions bancaires ne peut être contrôlée que par l'exploitation des autres supports d'informations.

²⁵ ROUYER Gérard, CHOINEL Alain, la banque et l'entreprise : techniques actuelles de financement, 3ème éd, Dunod, Paris, 2003, P59.

Tableau n° 07 : La nature des vérifications selon les types de documents

Supports bancaires	Nature des contrôles
Avis de débit ou crédit	<ul style="list-style-type: none">- Taux de change.- Commissions de change et de transfert.- Frais bancaires divers.
Bordereaux d'escompte ou mobilisation de crédit	<ul style="list-style-type: none">- Jours de banque.- Taux d'intérêt (escompte ou autre crédit).- Frais fixes.
Extrait de compte (journalier, décadaire ou mensuel)	<ul style="list-style-type: none">- Date de valeur.- Commission de mouvement.- Frais fixes divers.- Rapprochement bancaire.
Echelle d'intérêts et tickets d'agios	<ul style="list-style-type: none">- Taux d'intérêt sur découvert.- Commission du plus fort découvert.- Commission de mouvement.- Frais de gestion.

Source : N.GATHIER, G.CAUSSE : la trésorerie dans l'entreprise. Ed. Publi-union, Paris, 1981.

5. Relation Banque- Entreprise

On va identifier la relation entre les banques et les entreprises, à aborder les aspects généraux sur l'entreprise et les théories des contrats et d'agence, et à adopter une approche contractuelle.

5.1 La théorie des contrats

5.1.1 Définition

En économie, la théorie des contrats étudie les relations d'échange entre des agents économiques, en tenant compte des contraintes institutionnelles et informationnelles qui s'imposent à eux.

En raison de ses liens avec les théories de l'agence et des incitations, la théorie des contrats est souvent classée à l'intérieur d'un domaine connu comme l'analyse économique du droit. Elle est également classable dans le domaine de l'économie publique.

5.1.2 Les théories des contrats et l'asymétrie d'information

Les différentes théories des contrats sont en tout cas des théories de l'information imparfaite et on y décrit le plus souvent deux asymétries d'information possibles :

- **avant le contrat** : il peut y avoir des informations cachées, situation dite de « *sélection adverse* ». Le marché des voitures d'occasion est ici typique, seul le vendeur connaît la qualité véritable du véhicule avant de signer le contrat de vente. C'est en 1970 et sur ce marché des « tacots » (qu'on appelle des « citrons » en anglais, *Lemons Market theory*) que G. Akerlof a fondé le champ de recherche sur les contrats, même si son analyse théorique l'oblige à prédire la disparition à terme de tout ce marché de l'occasion : en théorie les voitures de qualité devraient disparaître du marché, puisqu'elles ne pourront être vendues qu'au prix moyen.

- **Après le contrat** : il peut y avoir aussi des informations cachées situation dite de « *risque moral* ». Le contrat d'assurance est ici typique : l'assureur ne peut pas complètement contrôler le comportement opportuniste de l'assuré après le contrat. En 1981, qui donne une idée de la complexité du problème quand on s'en tient aux axiomes classiques sur les fonctions d'utilité fondant le modèle standard de la théorie économique.

Bien que les théories des contrats reposent sur l'opportunisme dans ces situations d'asymétries d'information, G. Akerlof (1982) considère que le contrat de travail a aussi une dimension de réciprocité, bien sûr le salarié rend un service (une prestation sous certaines conditions) en échange d'un prix (salaire et ses dérivés), mais dans la pratique le salarié produit souvent un effort supérieur aux normes exigées, il fait un « *don partiel* » à l'entreprise.

En contrepartie il peut y avoir contre-don de la part de l'entreprise, à d'autres temps et sous différentes manières : individuellement par des promotions, des opportunités, ou collectivement par une reconnaissance du travail, une autonomie, des mobilités.

5.2 La théorie d'agence

5.2.1 Les origines de la théorie d'agence

5.2.1.1 Définition

La théorie de l'agence est une théorie des incitations à respecter le contrat. C'est une étude des problèmes liés à la relation d'agence a pour origine les interrogations d'Adam Smith (1776) sur l'inefficacité des sociétés dont la direction était confiée à un agent non propriétaire.

A. berle et G. Means (1932) « montrent que la séparation entre la propriété et le contrôle conduit à une situation où la divergence des intérêts entre propriétaires et dirigeants est problématique ».

5.2.1.2 Présentation de la théorie

Selon Jensen et Meckling (1976), « La théorie de l'agence ou théorie des mandats remet en cause le postulat représentant l'entreprise comme un acteur unique pour mettre l'accent sur les divergences d'intérêts potentielles entre les différents partenaires (dirigeants, actionnaires et créanciers...) »

Et aussi, la théorie de l'agence : « nous définissons une relation d'agence comme un contrat par lequel une ou plusieurs personnes (le principal) engage une autre personne (l'agent) pour exécuter en son nom une tâche quelconque qui implique délégation d'un certain pouvoir de décision à l'agent ».

5.2.1.3 La problématique de la théorie de l'agence :

- La théorie d'agence est une des théories de l'économie industrielle qui a son tour est la branche de la micro-économie consacrée aux comportements stratégiques des acteurs économiques liées aux différentes structures de l'entreprise.
- La théorie d'agence se base sur une opposition entre deux agents :
D'une part ; l'actionnaire le détenteur des moyens de production ou bien le principal.
D'une autre part ; l'agent qui exploite les moyens de production.

La théorie de l'agence repose sur deux hypothèses comportementales :

- L'actionnaire cherche avant tout à maximiser son profit.
- Le manager cherche à maximiser le revenu et la taille de l'entreprise.

5.2.1.4 L'asymétrie d'information

- L'asymétrie d'information définit des relations où un agent détient de l'information qu'un autre n'a pas.
- L'entreprise se présente donc comme une somme de relations imbriquées caractérisées par des asymétries d'informations.

5.2.2 Les coûts d'agence²⁶

Pour éviter le problème d'agence dû à l'asymétrie de l'information et au comportement d'opportunisme, les agents économiques développent des systèmes de contrôle et d'incitation des comportements. La mise en place de tels systèmes est coûteuse on parle donc des coûts d'agence.

Selon Jensen et Meckling (1976), ce qui est important ce n'est pas la relation d'agence en elle-même, mais ce sont les coûts d'agence. Ainsi, ils écrivent :

« Remarquons également que les coûts d'agence apparaissent dans toutes les circonstances qui impliquent un effort de coopération par deux ou plusieurs personnes même s'il n'y a pas de relation principal-agent clairement définie ».

5.3 Les apports de la théorie financière des contrats

Le rôle central de l'information dans la relation entre les banques et les entreprises se justifie par la nécessité de gérer et de contrôler la relation de crédit entre les deux parties (banques et entreprise). L'apport de la théorie monétaire du contrat apparaît dans une analyse récente portant sur la notion de justification de l'existence d'un intermédiaire. Finance, Relations d'Agence et Signalisation²⁷.

5.4 L'apport de la théorie de l'agence

Une entreprise repose sur le principe qu'elle est une union contractuelle entre différentes parties, chacune cherchant à maximiser ses propres intérêts. La théorie de l'agence s'est développée à l'origine à partir de la relation entre actionnaires et propriétaires La société en tant que client d'une part et le directeur général en tant que représentant des actionnaires d'autre part.

Une relation « principal-agent » entre deux parties peut créer un conflit d'intérêts et mettre la direction au défi de maximiser la valeur actionnariale. Plus tard, la théorie de l'agence a été étendue aux conflits d'intérêts entre actionnaires (propriétaires-dirigeants : petites et moyennes entreprises) et prêteurs (banques). A noter que les actionnaires et les entreprises sont confondus dans ce cadre d'analyse. Dans ce cas, l'économie des contrats de dette est prise en compte lorsque le prêteur (banque) augmente la liquidité et prend un risque de crédit sur le

²⁶ Hubert de la Bruslerie : « analyse financière et risque de crédit », Ed ; DUNOD, 1999, P378

²⁷ Idem, P378

Chapitre2 : Approche théorique de la gestion des comptes

plan juridique et économique. Il s'agit d'une entreprise. Ce dernier, vu comme un ensemble d'actifs, l'industrie, la finance et la technologie (Pool d'emplois²⁸) qui génèrent des « cash-flows » dont les niveaux futurs sont aléatoires et incertains.

La collecte de nouvelles ressources par les entreprises permet l'investissement. De plus, si le projet est financé par emprunt (crédit bancaires) et que le projet est très rentable, la plupart des bénéfices vont aux actionnaires (propriétaires et administrateurs dans le cas des petites entreprises). En revanche, si le projet d'investissement échoue et que l'entreprise fait faillite après un investissement très risqué (arrêt des paiements). Dans ce cas, le créancier (la banque) supporte la perte due à une prise de risque excessive.

D'un point de vue juridique, la responsabilité des actionnaires (propriétaires/dirigeants de l'entreprise) est limitée à leurs apports. La propriété de ce qui reste est ensuite transférée à un créancier, comme une banque. Le capital de la société est égal aux options d'achat des actionnaires sur les flux de trésorerie éventuels et à la valeur des actifs. Si cette valeur est supérieure à la valeur de la dette, tous les bénéfices (bénéfices) leur reviennent. Les actionnaires n'exercent pas leurs options sur les actifs et les créanciers (banques) supportent la perte.

Cela conduit les actionnaires (ou les propriétaires-exploitants de l'entreprise) à vouloir emprunter, beaucoup quand il s'agit des projets les plus risqués. La présence à l'actif de l'entreprise d'un projet plus risqué que la moyenne des projets existants modifie la valorisation que les créanciers (prêteurs) et les étrangers peuvent avoir de l'entreprise. Sachant cela, ces projets les plus risqués sont plus susceptibles d'être rentables. Les actionnaires ne subissent que des pertes sur leurs dépôts, qui peuvent être répercutées sur leurs créanciers ou prêteurs (tels que les banques), les indemnisant ainsi des pertes éventuelles.

Dès lors, le prêteur (banque) sait que l'entreprise peut modifier le contenu du contrat d'obligation juridique et économique en s'endettant davantage pour entreprendre et investir dans des projets plus risqués. . Dès lors, les banques peuvent a priori prédire le comportement futur des actionnaires (propriétaires-dirigeants dans le cas des entreprises) en fixant des covenants sur les prêts (crédits) ou en fixant les taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus élevés sur leurs prêts. Cela augmente les coûts d'emprunt. Entreprises lors de l'émission de nouveaux titres de créance. Ces frais sont des frais d'agence. De la relation entre actionnaires et prêteurs.

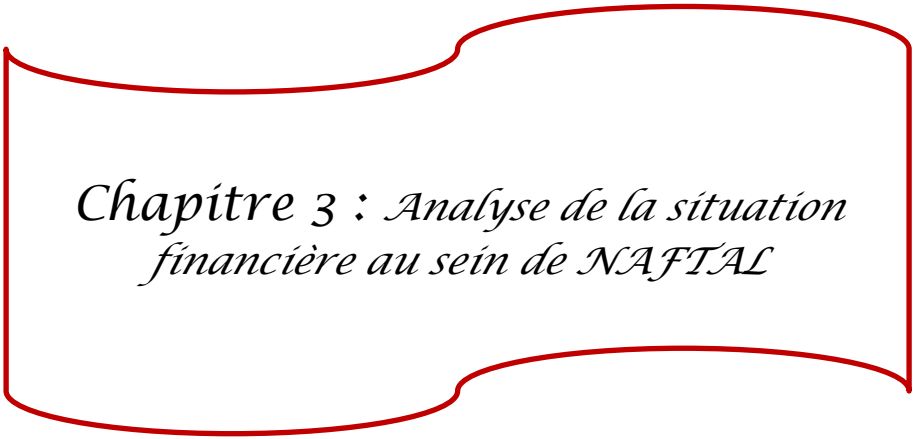
²⁸ Hubert de la Bruslerie , Op, cit,P379

Conclusion

La trésorerie constitue un élément fondamental dans la vie de la firme. Son étude à partir de l'analyse financière a évolué avec celle de la théorie financière et elle est devenue de plus en plus pertinente et opérationnelle pour les responsables financiers des entreprises.

La fonction de la gestion de trésorerie est d'assurer la solvabilité de l'entreprise, c'est-à-dire sa capacité à faire face à ses dettes au moindre coût et d'assurer la continuité de ses activités.

La théorie d'agence met en cause la pensée classique et néoclassique traditionnelle qui considère l'entreprise comme une firme point et une firme automate. La théorie d'agence est ainsi une nouvelle approche néoclassique qualifiée d'approche contractuelle : l'entreprise est présentée comme un système de relation à caractère contractuel entre des agents économiques individuels. Cette relation contractuelle est caractérisée souvent par des divergences d'intérêt et asymétrie d'information amenant à l'opportunisme.

A red decorative border with a wavy, ribbon-like shape, enclosing the chapter title.

*Chapitre 3 : Analyse de la situation
financière au sein de NAFTA*

Introduction

NAFTAL, est une entreprise publique, marquée par les survivances de l'économie dirigée mais, disposant d'atouts considérables notamment sa place de leader sur le marché, son personnel qualifié et expérimenté et d'importantes installations éparpillées sur tout le territoire national, l'a donc brutalement plongé dans ce nouvel environnement concurrentiel. L'enjeu est désormais d'acquérir une véritable compétitivité par l'offre de produits répondant aux standards internationaux en termes de prix et de qualité et conformes aux besoins exprimés par les utilisateurs sur le marché.

Section1 : La présentation de l'entreprise NAFTAL

Cette section a pour objet de faire une présentation générale de l'organisme d'accueil avec ses différentes sections d'activité, leurs missions et leurs hiérarchies.

1. Présentation générale du District Commercial NAFTAL

1.1 Historique de l'organisation d'accueil

NAFTAL est une Entreprise Nationale de Distribution et de Commercialisation des Produits Pétroliers.

Sur le plan juridique est une société par actions (SPA) depuis le 18 avril 1998, issue de deux restructuration de l'Entreprise mère SONATRACH :

- La première restructuration a eu lieu en 1980 par le décret N° 80101 du 06 avril 1981 portant la création de L'ERDP (Entreprise de Raffinage et de Distribution des produits Pétroliers). Entrée en activité le 1er janvier 1982, elle est chargée de l'industrie du raffinage des hydrocarbures liquides et de la distribution des produits énergétiques.
- La deuxième restructuration est traduite par la modification du décret N° 80101 du 06 avril 1981 par le décret N° 87189 du 25 avril 1987 portant la création de l'Entreprise Nationale de Distribution et de Commercialisation des Produits Pétroliers et dérivés, sous le sigle NAFTAL. Donc l'activité raffinage est séparée de l'activité distribution.

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

A partir de 18 avril 1998, elle change de statut et devient Société par actions(SPA) filiale à 100% de SONATRACH. Son capital fixé à 6 650 000 000 de DA est détenu entièrement par SONATRACH, il est respectivement à 12 650 000 000.00 DA en Août 2002, puis à 15 650 000 000 .00 DA en Novembre 2002, il est désormais à 40 000 000 000.00 DA depuis 2018.

NAFTAL a fonctionné sur le plan régional en unité de distribution (UND) jusqu'au 31 décembre 2000.

Un autre plan de restructuration s'est traduit par la création des divisions, selon ses principaux produits à savoir :

(Décision n 5540 du 15/12/1999)

- CLP (Carburant Lubrifiant Pneumatique).
- GPL (GAZ de Pétrole Liquéfié).
- AVM (Aviation Marine).
- Division bitumes.

Comme nous l'avons cité en haut, NAFTAL a pour mission principale, la distribution et la commercialisation des produits pétroliers sur le marché national.

Elle intervient dans les domaines :

- De l'enfûtage GPL
- De la formulation de bitumes
- De la distribution, stockage et commercialisation des carburants, GPL, lubrifiants, bitumes, pneumatiques, GPL/carburant, produits spéciaux.
- Du transport des produits pétroliers.

Représente à travers le territoire national par des zones de distribution, qui sont opérationnelles depuis le 01/01/2001.

Ce dernier schéma d'organisation qui a existée depuis trois années (2001,2002et 2003) a montré ses limites tant au sein de la structure centrale, qu'au niveau des unités opérationnelles.

Par conséquent, la Direction Générale a décidé d'opérer aux réajustements suivants à dater du 1er janvier 2004 (décision n°760 du 12/11/2003).

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Pour assurer convenablement ses missions, NAFTAL dispose de moyens matériels, humains et financiers adéquats. Elle applique aussi un système décentralisateur en instaurant des districts dont le District COMMERCIALISATION de Tizi-Ouzou.

1.2 Présentation du district COMMERCIALISATION Tizi-Ouzou

Le District COM de Tizi-Ouzou se situe dans la zone industrielle AISSAT IDIR à OUED-AISSI (environs 13 kilomètres l'EST de Tizi-Ouzou ville).

Il gère un centre de distribution (**CDD**) et un Centre Multi Produits (**CMP**) et un réseau de seize stations en gestion directe (GD). En générale, il veille sur la gestion, l'organisation, la promotion et le développement de l'activité de distribution des carburants terre, lubrifiants, produits spéciaux et pneumatiques. Il veille aussi sur la commercialisation des produits et la modernisation du réseau des stations-services.

Pour ce faire, il analyse sa part dans le marché, il étudie les propositions et met en œuvre toutes actions susceptibles de renforcer sa position par rapport à ses concurrents.

1.3 Mission et Objectifs « District commercialisation »

1.3.1 Les objectifs du « district commercialisation »

- ✓ Commercialiser les carburants, pneumatique, lubrifiant et le butane à travers le réseau de station **GD, GL, PVA** et **RO**.
- ✓ Gérer, organiser, promouvoir et développer l'activité de commercialisation, distribution de carburants, lubrifiants et pneumatiques et autres prestations.
- ✓ Assurer le service après ventes auprès de la clientèle en matière de lubrifiants pneumatiques (préconisations spécifications).
- ✓ Exécuter les plans budgets arrêtés par la branche communiquer régulièrement des états d'exécution.
- ✓ Assurer la gestion, l'exploitation et la maintenance du réseau **GD**.
- ✓ Assurer la maintenance du réseau de station **GL**.
- ✓ Analyser les marches district, proposer de mettre en œuvre toutes actions marketing, susceptible de renforcer la position du district.
- ✓ Veiller à l'application des politiques, règles et procédures de la branche et de l'entreprise dans les domaines de la gestion de la maintenance, du développement de la sécurité, des ressources humaines.

1.3.2 Les missions du « district commercialisation »

1.3.2.1 Au niveau central

- Création d'une branche chargée des activités internationales.
- Création d'une direction de communication et relations publiques.
- Maintien la branche GPL
- Séparation de la branche CLP en deux branches :
 - Une branche commercialisation orientée business et à laquelle sont dévolues les activités marketing.
 - Une branche carburante, chargée de la logistique qui comprend les stockages de produits, le transport massif excluent les livraisons, la gestion et la maintenance des canalisations et des capacités de stockage.

1.3.2.2 Au niveau opérationnel

- Création de district commercialisation pour orienter les clients chargés de préserver l'image de marque de la société, de maintenir et d'améliorer les parts du marché.
- Création de district carburant à vocation régionale charge de gérer les différents pots des sources.
- Maintien de district « GPL.

Les effets escomptés par cette spécialisation des structures, des acteurs et des taches sont :

- Un recentrage plus serré sur les métiers de base.
- Une orientation globale business plus affirmée tant au plan international que local.
- Un management plus efficace devant se traduire par actions rapides et décisives sur le terrain mais aussi par des décisions centrales plus élaborées.

Ces réajustements ont été effectués en attachant une organisation finale stable dont l'étude a été confiée à un bureau international, qui répond aux objectifs de **NAFTAL** pour son évolution dans un marché concurrentiel.

1.4 Activité de l'entreprise NAFTAL

Elle est chargée des activités liées au transport, stockage, distribution, et commercialisation, ces principales missions sont :

- Mettre en œuvre l'organisation de **NAFTAL**.
- Gérer, organiser, promouvoir et développer l'activité de distribution des carburants, lubrifiants, produits spéciaux et pneumatiques.
- Commercialisation des carburants **GPL**, carburant pneumatiques lubrifiants (bouteille à termes, tuyaux, détendeur...etc.) et autres produits.
- Assurer le service vente auprès de la clientèle, notamment en matière de lubrifiants.
- Veiller au respect de la réglementation en vigueur dans tous les domaines d'activité (technique, transport, stockage, sécurité, commercialisation, environnement financier, comptabilité, fiscalité, assurances, légalisation et relation de travail).
- Assurer l'exploitation et la maintenance des infrastructures et moyens de la division rattachée au district de NAFTAL.
- Optimiser l'utilisation des moyens propres, notamment transport et limiter le recours aux tiers.
- Tenir la comptabilité générale de NAFTAL.
- Etablir le bilan consolidé de NAFTAL.
- Veiller à l'application des politiques, règles et procédures de l'entreprise dans leurs domaines de la gestion, la maintenance, du développement et de la sécurité, des ressources humaines et matérielles.
- Elaborer le budget et plan de financement de NAFTAL et communiquer aux structures concernées de la division régulièrement les états d'exécution.
- Exécuter les plans, les budgets et autres objectifs, arrêtés par la division de l'entreprise et proposer, voir, prendre des mesures correctives en cas de dérivé.

1.5 Nouvelle organisation de NAFTAL

A DATER DU 01 JANVIER 2006

Dans un contexte du marché marqué par de profonds bouleversements, NAFTAL pour assurer sa pérennité, à l'ambition de se hisser au niveau des meilleurs de l'aval pétrolier. La

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

transformation nécessairement remet en cause son organisation, son fonctionnement, ses ressources humaines et ses infrastructures.

Pour atteindre cet objectif NAFTAL a engagé des réformes qui lui permettant de se moderniser, de s'ouvrir sur l'extérieur et de se projeter sur l'avenir à travers la mise en place de mécanisme organisationnels, économiques, commerciaux et managériaux répondant aux normes et à l'esprit de l'économie de marché.

A ce sujet, NAFTAL et le bureau international ACCENTURE ont signé le 29 mai 2005 un contrat portant sur la mise en œuvre d'un nouveau schéma organisationnel conforme aux standards internationaux dans le métier du stockage et de la distribution des hydrocarbures.

L'analyse de la situation a fait ressortir globalement que l'organisation actuelle de NAFTAL est lourde, inadaptées aux besoins en termes de processus, structure, infrastructures, effectifs et outils et ne permet pas de relever les défis auxquels elle est confrontées.

Pour changer, les transformations à mener sont importantes et lourde.

La stratégie à mettre en œuvre est basée sur la recherche de l'excellence opérationnelle et aspire à aligner NAFTAL sur les meilleurs pratiques mondiales.

Doter NAFTAL d'une organisation par ligne de produit performantes, centrée métier et orientée clients.

Moderniser le réseau de stations-services pour qu'il n'ait rien à envier aux meilleurs.

Mettre à niveau l'outil de distribution logistique pour un fonctionnement plus optimisé, et conforme aux normes sécurité et de protection de l'environnement.

Mettre en place u système d'information plus intégré et plus communicant.

Mettre à niveau les ressources humaines par une formation ciblée et adaptée aux métiers de NAFATL (professionnalisme, marketing, développement, compétences métiers, culture de sécurité).

Après diagnostic, NAFTAL a décidé sur la base des travaux d'organisation d'ACCENTURE de :

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Spécialiser par ligne de produit chaque branche pour une grande maîtrise

Des spécificités de marché et des contraintes propres à chaque gamme de produits

Séparer les activités logistiques de la fonction commercialisation aux fins de s'intégrer pleinement dans le nouveau contexte économique.

Structurer les branches d'activités en entités opérationnelles autonomes fonctionnant pratiquement sur le mode des filiales.

Développer les activités à l'international.

Ce processus de séparation nécessite la réorganisation des structures des districts et des centres de stockages carburants.

L'objectif final étant d'alléger la branche commercialisation des missions liées aux flux carburants qui seront transférés à leur propre branche carburant pour qu'elle puisse se consacrer entièrement aux activités marketing pour mettre fin à l'érosion de nos parts de marché.

Cette séparation s'est concrétisée à dater du 01/01/2006 par la création de :

- 12 District commercialisation
- 10 District carburants à dimension régionale.

Les centres carburants ont été également séparés comme suit :

- Centre de stockage dépendant du district carburant.
- Centre de distribution dépendant du district commercialisation

1.6 La situation informatique de l'organisation

- **L'aspect ressources humaines**

L'implication du personnel de l'entreprise, sa motivation et son engagement constituent des vecteurs de la croissance et de la performance. Dès lors, les ressources humaines deviennent une véritable source d'information interne. Ainsi, le district commercialisation dispose d'un personnel très qualifié en informatique que ce soit dans les services ING (informatique de gestion), et au niveau du service réseau CSD.

- **L'aspect logiciel**

Consciente que l'information constitue pour elle, un outil efficace, NAFTAL s'est engagée dans la mise en œuvre d'un processus de collecte et de traitement de toutes les données produites au niveau interne en se dotant particulièrement de systèmes d'informations de gestion informatisés dont les plus courants sont :

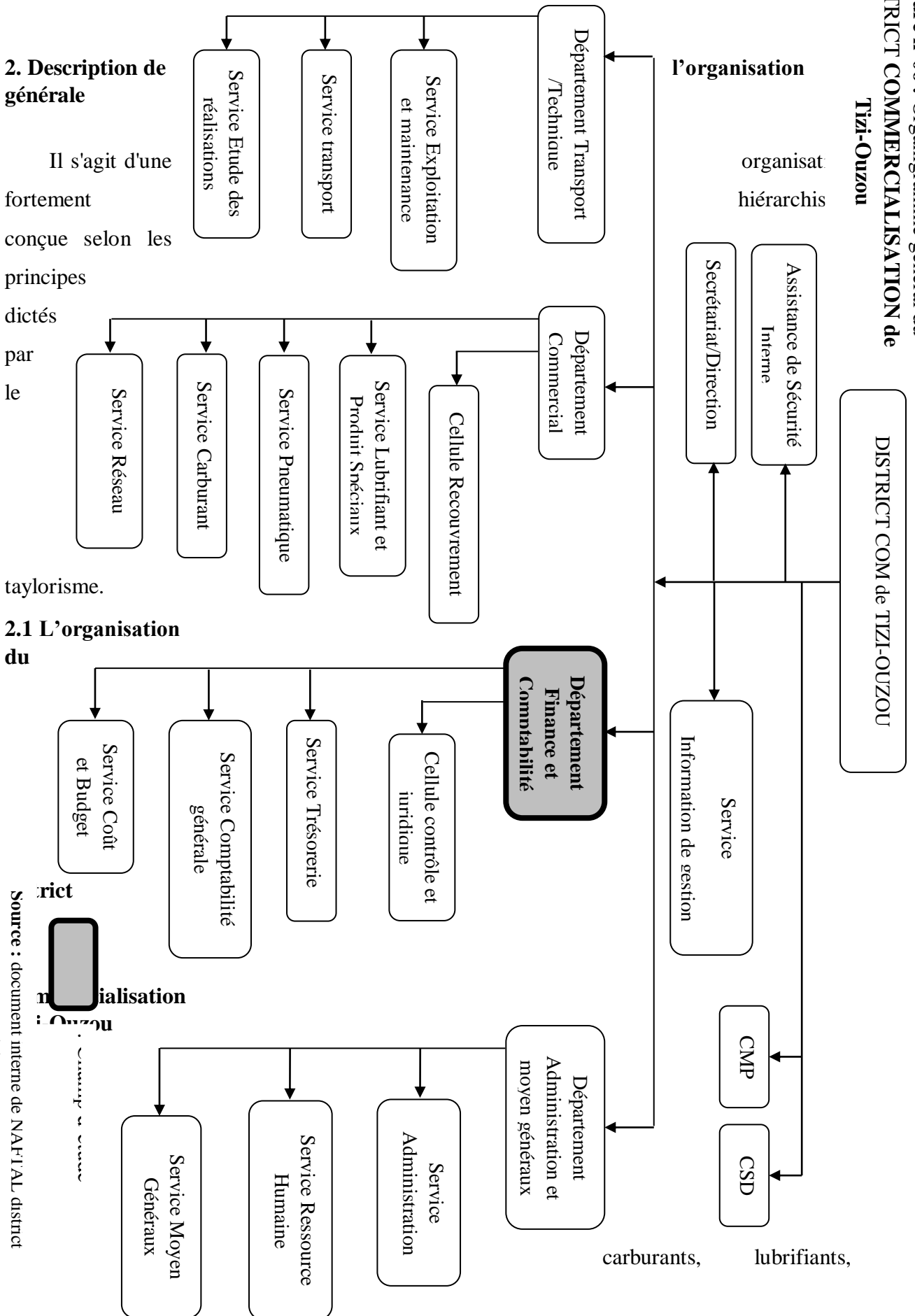
- ❖ **SGC** : Système de Gestion des Créances applicable au niveau de la cellule recouvrement.
- ❖ **NAFT Compta** : système pour le service Comptabilité Générale.
- ❖ **SGI** : Système de Gestion des Investissements.
- ❖ Le logiciel paie.
- ❖ **GRH** : le logiciel Gestion des Ressources Humains.
- ❖ **WIN CANAL** : pour le service coûts et budget.
- ❖ **NAFTA COM** : logiciel de la facturation installer au niveau des centres.
- ❖ **AMORT** : logiciel de gestion des amortissements.
- ❖ Système de paiement électronique de cartes à puce.

1.7 Organisation de l'organisme d'accueil

- **Organigramme général du district commercial de Tizi-Ouzou**

L'organisation des tâches au sein du district commercial NAFTAL se répartit par département, section et service qui sont liés à la direction centrale de l'organisation :

Figure n°06 : Organigramme général du DISTRICT COMMERCIALISATION de Tizi-Ouzou



2. Description de générale

Il s'agit d'une organisation fortement conçue selon les principes dictés par le taylorisme.

2.1 L'organisation du

Source : document interne de NAFTAL district Tizi-Ouzou

pneumatiques sont des produits stratégiques et leur commercialisation engendre une lourde responsabilité. Afin de faire face à la demande existante sur le marché et de préserver l'image de marque de la société, le district **Commercialisation Tizi-Ouzou Oued-Aissi** a mis à sa disposition des moyens humains, financiers et matérielles.

Toutefois, leur gestion demande une organisation. Pour cela, le district s'est structuré et a réparti ses tâches en départements.

2.2 Les différents départements de district commercial Tizi-Ouzou

Il s'agit d'une division en départements et une subdivision par cellules et services d'un même département.

A/Département commercial

Le département commercial veille à l'exécution et l'application de la politique commerciale adoptée par les directions produites. Il élabore aussi, les plans du budget prévisionnels des ventes de produits, puis analyse des écarts et entreprend les actions de redressement de l'entreprise.

En terme simple, le département commercial veille à :

- L'application de la politique commerciale de l'entreprise adoptée.
- Les points de vente NAFTAL.

A.1/cellule recouvrement

C'est une cellule rattachée directement au département. Elle a pour fonction principale :

- Elle Suit et contrôle le règlement des clients à terme.
- Elle Procède aussi au recouvrement des créances sur clients.
- Elle établit les reçus d'encaissement et saisis éventuellement les clients retardataires.

Pour ce faire. Elle est en contact permanent avec les autres services.

A.2/Service carburants

Chargé de :

- La commercialisation des carburants.
- Traiter et analyser les données du marché potentiel pour pouvoir établir les plans prévisionnels.

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

- Gérer et contrôler le mouvement des stocks puis s'assurer de la qualité et de la conformité du produit.
- Enregistre, analyser et suggérer les solutions remédiant aux doléances de la clientèle.

A.3 /Service lubrifiants et produits spéciaux

Il s'occupe de :

- La présentation et conseils à la clientèle en matière d'utilisations des lubrifiants de NAFTAL
- Suivi et de l'analyse des ventes des produits commercialisés par le centre multi produits.
- Elaboration des plans d'approvisionnements, de distributions et répond aux doléances des clients.

A.4 /Service pneumatique

Il s'occupe de :

- Suivi et l'analyse des vents pneumatiques.
- Elaboration des plans de ventes.
- Etablissement des programmes et planning d'approvisionnement.

A.5 /Service réseau

Chargé de :

- Gérer les réseaux des stations-service en l'occurrence les gestions directes (GD), les gestions libres (GL), les points de ventes agréés (PVA),...
- Analyser la performance de ses stations en gestion direct.
- Veiller aux respects des normes de gestion.
- Veiller à la présentation de l'image de marque de NAFTAL.

B/ Département administration et moyens généraux

Il a pour mission, d'assurer la gestion des moyens généraux du district, l'administration et la gestion des ressources humaines. Ce département s'occupe essentiellement du facteur humain, son épanouissement formation. Toutefois, Ces taches sont réparties comme suit :

B.1/ Service moyens généraux

Il assure :

- Les prestations de service en matière de transport, télécommunication et approvisionnement en fournitures.
- La gestion du stock du magasin et de la réception du courrier, son enregistrement et sa répartition.

B.2/ Service administration

Charger de :

- Gérer le personnel en le déclarant aux assurances sociales.
- Elaborer la paie mensuelle.
- Fournir les données nécessaires pour le calcul de la prime de rentabilité collective.

B.3/ Service ressources humaines

Son rôle est de :

- Suivre l'évolution de l'effectif et du personnel en fonction des besoins du district.
- Elaborer le plan de formation annuel et organiser les départs en retraite.

C/ Département transport et technique :

Sa mission consiste en la maintenance du matériel, le plan de distribution ainsi que l'étude et la réalisation des projets. Il est divisé en plusieurs services :

C.1/ Service exploitation et maintenance

Il assure :

- Le maintien du matériel des dépôts en veillant à la maintenance préventive et curative.
- La répartition des volucompteurs des GD et l'achat de la pièce de rechange et son emmagasinage.
- L'application des plans de maintenance du réseau.

C.2/ Service transport

Chargé de :

- Elaborer le plan d'approvisionnement et de la distribution par canal, par commune et par segments selon les prévisions du service carburant.

- Suivre les contrats des transporteurs privés et gérer le matériel roulant, les pièces de rechange et le personnel de conduite.

C.3/ Service d'études et réalisations

Son rôle est :

- Elaborer les études technico-économiques et architecturales.
- Entreprendre toute étude de rénovation ou d'extension des installations.
- Suivre les situations des travaux, les constater sous forme de situations provisoires et les présenter au paiement.

D/ Département finances et comptabilité

Il se consacre principalement à l'interprétation des flux financiers en écritures Comptables puis il est traduit au bilan en fin de chaque période comptable. Il coordonne toutes les activités de comptabilité, de trésorerie budget et de patrimoine. Il comprend :

D.1/ Cellule contrôle et juridique

Il veille au :

- Respect des normes de gestion.
- Contrôle des TAC (Ticket à crédit).
- La protection du patrimoine.
- Suivi des contentieux et litiges qui peuvent subvenir au cours de l'exercice de l'activité de NAFTAL.

D.2 /Service trésorerie

Chargé de :

- Contrôlé les flux recettes et dépenses du district.
- Traiter les dossiers de paiement, d'investissement et autres dépenses.
- Etablir la situation de rapprochement des comptes de trésorerie.
- Contrôler les impayés et effectuer la comptabilisation des comptes et grand livre de trésorerie.

D.3/ Service comptabilité générale

Il s'occupe de :

- La traduction des documents aux écritures comptables.
- Suivi de l'état des stocks, l'état des ventes et marges par points de vente ou par client.

- Suivi du mouvement des stocks, leur réception et leur règlement.
- La comptabilisation des charges salariales et de la déclaration fiscale.

D.4/ Service coût et budget

Chargé de :

- L'élaboration des budgets prévisionnels d'investissement et de fonctionnement du district.
- Consolider l'ensemble des charges nécessaires à la détermination du coût.

Collecter les informations comptables puis procéder au calcul des charges d'exploitation.

2.3 Présentation du centre Multi Produit (CMP)

Le centre multi produit est un lieu de stockage et de vente d'une gamme variée de produits à s'avoir : les lubrifiants, les pneus, Les acides et l'eau distillée.

Pour l'alimentation du stock, le CMP s'approvisionne de son fournisseur principal qui est la raffinerie d'Arzew.

Le CMP est situé sur la route nationale N° 12 à 500 m du centre-ville de Tizi-Ouzou.

2.4 Présentation du centre de stockage et de distribution (CSD)

Le CSD de Tizi-Ouzou est implanté sur une surface de dix (10) hectares dans la zone industrielle de Oued-Aissi, environ 10km à l'est de cette ville, chef-lieu de la wilaya. Administrativement, il fait partie de la commune de Tizi-Ouzou, il est mis en marche le 02 février 2001.

Il est doté d'installations annexes et générales, d'unités de stockage et de distribution des carburants et d'un hangar de stockage pneumatiques et lubrifiants.

La capacité de stockage du CSD est de 3000 m de carburants et de 500 m et 200 m d'huile usagée.

Le centre reçoit, stocke, vend et distribue les carburants, il s'approvisionne auprès des unités de CAROUBIER et d'EL HARRACH.

Section2 : Service de la trésorerie

Après avoir décrits l'entreprise NAFTAL, le but de mener à bien notre travail sur le terrain et en particulier dans le service trésorerie.

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Dans cette étude on verra trois points sur le service de la trésorerie, la première sous-section portera sur la présentation de service ensuite la deuxième sous-section sur la section recettes et pour finir sur la section dépense.

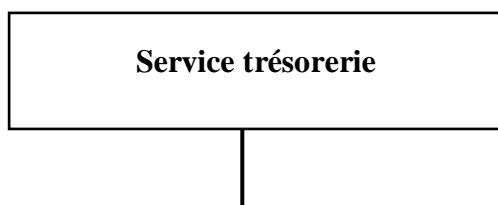
1. la présentation du service de la trésorerie

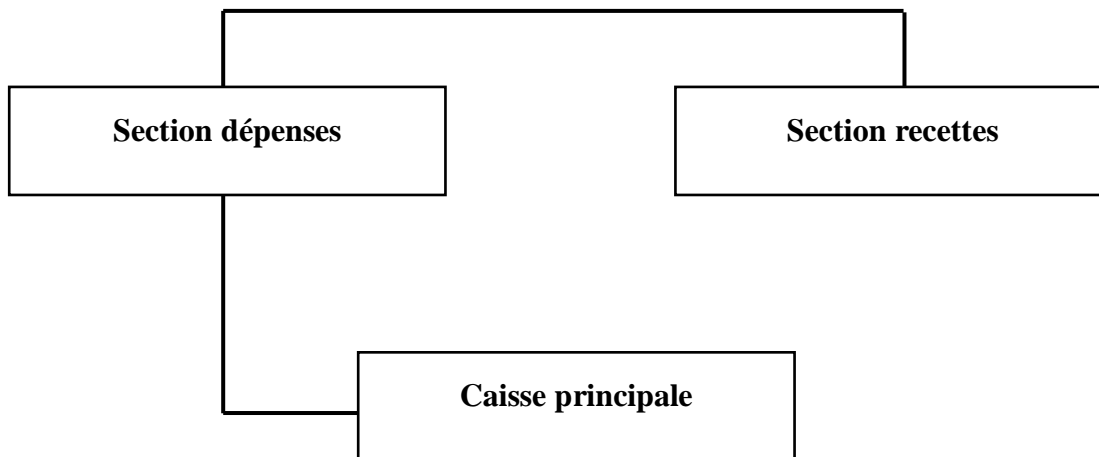
Le service trésorerie, placé sous la coupe du département finance et comptabilité a pour missions principales de :

- Contrôler et suivre tous les flux accompagnés d'un ou plusieurs mouvements de fonds (Les paiements, les encaissements, les avances, les avoirs...etc.).
- Superviser et suivre les comptes bancaires et postaux.
- Etablir les rapprochements bancaires. Sachant que, le district commerciales de Tizi-Ouzou possède un compte bancaire BEA dépenses, un compte BEA recettes, un compte CCP recette, un compte caisse principale et seize comptes régis des stations-services.
- Etablir les ordres de payement (virements, chèque,...).
- S'assurer de la régularité des ordres de paiements et autoriser les dépenses de la petite caisse.
- Veiller au respect strict des instructions de gestion en la matière, ces dernières peuvent être propre à NAFTAL (interne) ou au groupe SONATRACH.

Le service exerce ses fonctionne à travers son personnel organisé sous de section de travail tel que le montre le schéma si dessous :

Figure n°7 : La structure du service de la trésorerie de NAFTAL





Source : nous-mêmes à partir données recueillies au niveau de NAFTAL.

2. la section recettes

La section recettes du service trésorerie s'occupe principalement du traitement et du contrôle de la journée comptable.

2.1. La journée comptable

C'est l'ensemble des documents retraçant toute l'activité d'un centre de frais durant une journée J (ventes, encaissement, avoirs...)

Elle doit comporter principalement :

- La facturation de la journée.
- Les moyens de paiement (bordereau de remise de chèque).
- Les avoirs en produits.
- Les récapitulatifs par client et par banques, rassemblant les opérations de la journée

(Les Bordereaux de Trésorerie et reçus d'Encaissement).

2.2. Les activités de la section recettes

- Contrôler l'existence du moyen de paiement de toute facture établie (BFL) (chèque, virements, versements,..).

- Suivre l'encaissement dans les délais de ce dernier.
- Traiter selon les instructions le chèque et son retour impayé (aviser le centre concerné, convoquer le client, calculer les pénalités correspondantes).
- Veiller au rapprochement quotidien des journées comptables et du relevé de compte (banque ou CCP).
- Respect des délais de traitement des données.

3. La section dépense

La section dépense fait partie du service trésorerie, sa fonction principale est l'exécution des règlements des fournisseurs ainsi que toutes les charges engagées par les différentes structures (exemple : consommation, salaires, impôts et investissement).

3.1. Les activités de la section

Réceptionner les dossiers de paiement, qui comporte les éléments suivants :

- Demande de paiement ;
- Une facture ordonnancée ;
- Accusée de réception s'il s'agit d'un service ou d'un bon d'entrée en magasin s'il s'agit de stocks ou l'avis de réception des immobilisations s'il s'agit d'un investissement ;
- La fiche d'imputation analytique ;
- La fiche d'enregistrement.

Pour le dossier paie et d'impôts il suffit de présenter une demande de paiements accompagnés de l'état de mandatement ou du G50.

3.2. Le circuit du dossier de paiement

Lorsqu'une structure donnée engage une dépense pour le paiement d'une charge liée à l'activité ou au fonctionnement du service, un dossier de paiement composé des pièces déjà

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Nous allons présenter le bilan financier, après nous allons procéder à la construction des bilans financiers de grandes masses, qui servent à calculer les indicateurs d'équilibre financiers.

1. Elaborations des bilans financiers des exercices 2019, 2020, 2021

Pour la construction des bilans financiers élaborés à partir des bilans comptables puisque ceux-ci ne peuvent être utilisés directement qu'après avoir opéré les retraitements et les reclassements nécessaires, afin de faciliter leur étude.

1.1. L'actif

L'actif se présente comme suit :

Tableau n° 08 : l'actif de bilan financier (2019,2020 et 2021)

UM : DA

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

désignation	2019	2020	2021
Actif Immobilisé	661 620 148, 84	644 430 719, 80	581 291 514, 23
Valeurs immobilisées	661 620 148, 84	644 430 719, 80	581 291 514, 23
Immobilisation incorporelle	131 189, 50	32 810, 17	/
Immobilisation corporelles	576 234 860, 46	539 589 875, 79	465 332 079, 63
Immobilisation encours	68 294 232, 99	85 460 563, 99	9 111 486, 99
Immobilisation financières	16 959 865, 89	19 347 469, 85	24 844 537, 61
Actif Circulant	995 832 596, 01	1 153 624 832, 7	1 332 441 968, 94
Valeurs d'exploitation	283 062 272, 46	339 576 900, 05	421 298 386, 05
Stock et encours	283 062 272, 46	339 576 900, 05	421 298 386, 05
Valeurs réalisables	187 483 509, 38	245 398 213, 05	260 169 862, 11
Créance et emplois assimilés	/	/	/
Client	147 278 303, 04	187 666 338, 29	190 987 405, 44
Autres débiteurs	21 629 233, 05	21 717 666, 60	22 512 020, 61
Impôts et assimilés	18 575 973, 29	36 014 208, 16	46 670 436, 06
Autres actifs courants	/	/	/
Valeurs disponibles	525 286 814, 17	568 649 719, 60	650 973 720, 78
Disponibilité et assimilés	/	/	/
Trésorerie	525 286 814, 17	568 649 719, 60	650 973 720, 78
Total Actif	1 657 452 744, 85	1 798 055 552, 50	1 913 733 483, 17

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

1.2 Le passif

Le passif se présente comme suit : (on suppose le capital émis pour les trois années d'exercice 2019, 2020 et 2021 respectivement : 1 600 000 000DA, 1 700 000 000DA et 1 900 000 000DA).

Tableau n° 09 : passif de bilan financier (2019,2020 et 2021)

UM : DA

Désignation	2019	2020	2021
Capitaux permanents	1 551 552 943, 06	1 633 761 452, 71	1 872 863 274, 92
Fonds propres	1 547 878 502, 05	1 629 366 769, 2	1 868 624 574, 51
Capital émis	1 600 000 000	1 700 000 000	1 900 000 000
Primes et réserves	/	/	/
Ecart de réévaluation	/	/	/
Résultat net	(52 121 497, 95)	(70 633 230, 80)	(31 375 425, 49)
Dettes à long et moyen terme	3 674 441, 01	4 394 683, 51	4 238 700, 41
Autre dettes non courante	3 174 441, 01	3 894 683, 51	3 894 683, 51
Provisions et produits comptabilisé	500 000	500 000	344 016, 90
Dettes à court terme	105 899 801, 79	164 294 099, 79	40 870 208, 25
Fournisseur et comptes rattachés	68 409 362, 06	33 545 966, 73	39 849 836, 38
Autres dettes	37 490 439, 73	130 748 133, 06	1 020 371, 87
Total passif	1 657 452 744, 85	1 798 055 552, 50	1 913 733 483, 17

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

2.2 Elaboration des bilans en grandes masses

Pour analyser la structure financière, il est important et indispensable de voir l'évolution des grandes masses du bilan, et d'étudier les relations qui existent entre elles et leurs composantes principales, et donc on pourra donner un avis sur les équilibres fondamentaux.

2.2.1 Présentation des bilans en grande masse pour les années 2019, 2020, 2021

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Tableau n° 10 : Emplois des bilans financiers en grandes masses pour 2019, 2020, 2021

Emplois	2019		2020		2021	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Actif immobilisé	661 620 148, 84	39, 91	644 430 719, 80	35, 84	581 291 514, 23	30, 37
Actif circulant	995 832 596, 01	60, 08	1 153 624 832, 7	64, 15	1 332 441 968, 94	69, 62
Valeurs d'exploitations	283 062 272, 46	17, 07	339 576 900, 05	18, 88	421 298 386, 05	22, 01
Valeurs réalisables	187 483 509, 38	11, 31	245 398 213, 05	13, 64	260 169 862, 11	13, 59
Valeurs disponibles	525 286 814, 17	31, 69	568 649 719, 60	31, 62	650 973 720, 78	34, 01
Totaux	1 657 452 744, 85	100 %	1 798 055 552, 50	100 %	1 913 733 483, 17	100 %

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Le bilan en grande masse représente la part de l'actif immobilisé et l'actif circulant dans l'actif financier, et la part des capitaux permanents ainsi les dettes à court terme au niveau du passif financier.

Tableau n° 11 : Ressources des bilans financiers en grandes masses pour 2019, 2020, 2021

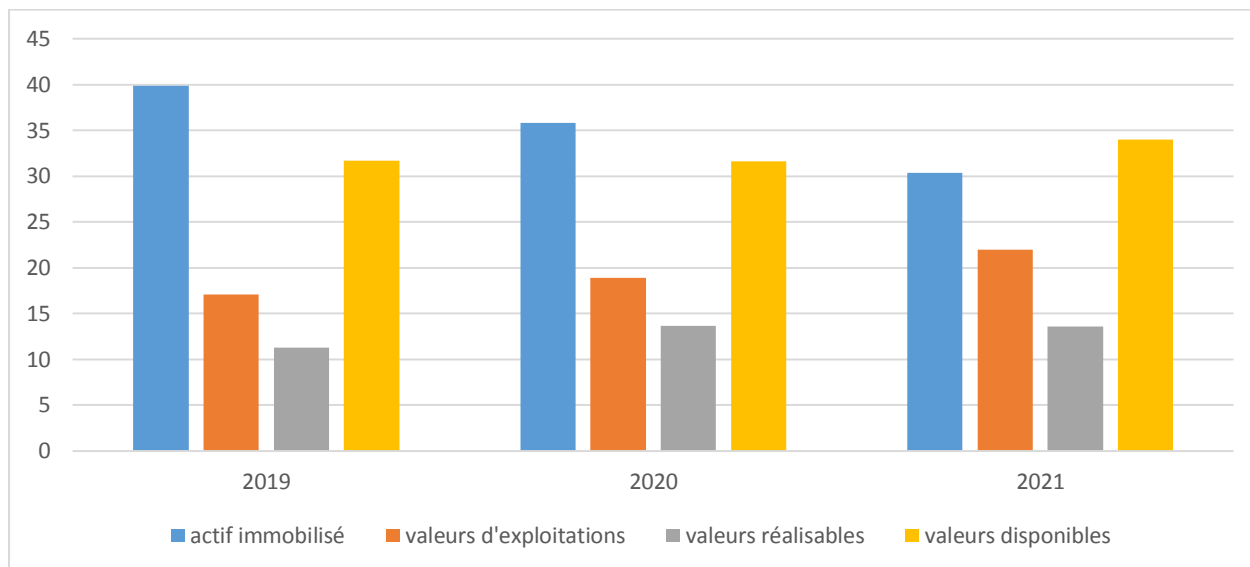
Ressources	2019		2020		2021	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Capitaux permanents	1 551 552 943, 06	93, 61	1 633 761 452, 71	90, 86	1 872 863 274, 92	97, 86
Capitaux propres	1 547 878 502, 05	93, 38	1 629 366 769, 2	90, 61	1 868 624 574, 51	97, 64
DLMT	3 674 441, 01	0, 22	4 394 683, 51	0, 24	4 238 700, 41	0, 22
DCT	105 899 801, 79	6, 38	164 294 099, 79	9, 13	40 870 208, 25	2, 13
Totaux	1 657 452 744, 85	100%	1 798 055 552, 50	100%	1 913 733 483, 17	100%

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Figure n° 09 : Représentation graphique des actifs des bilans financiers en grandes masses

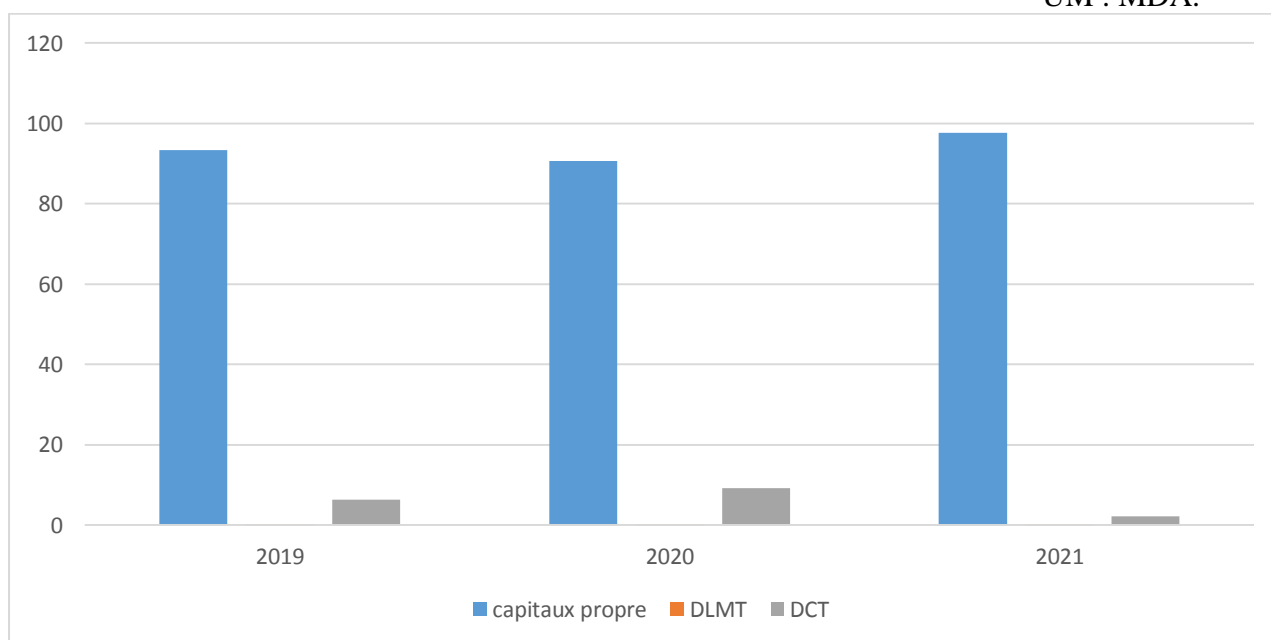
UM : MDA.



Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Figure n° 10 : Représentation graphique des passifs des bilans financiers en grandes masses

UM : MDA.



Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

2.2.2 L'analyse des bilans

A partir de ce graphe et au niveau de bilan financier de chaque élément de l'actif par rapport au total pour les années 2019, 2020, 2021 On remarque ce qui suit :

A. Les éléments de l'actif

➤ Les immobilisations

Durant les années (2019, 2020, 2021). Les immobilisations représentent respectivement : 39,91% ; 35,84% ; 34,37%. On remarque de 2019 à 2020 une légère augmentation qui est due à l'acquisition des immobilisations. En 2021 on constate une diminution qui est engendrée par une augmentation des actifs circulants.

➤ Valeur d'exploitation

Nous constatons une diminution continue de taux de valeurs d'exploitation soit 17,07% à 18,88% jusqu'à 22,01%, du total de l'actif. Cette régression est engendrée principalement par la baisse des stocks en cours.

➤ Les valeurs réalisables

Elles ont enregistré une stabilité des valeurs réalisables durant les deux années 2019 ; 2020, de 11,31% ; 13,64%. Par contre nous remarquons une diminution dans la troisième année de 13,59%. Ceci se justifie par l'augmentation des valeurs disponible qui occupent une partie importante dans l'actif circulant.

➤ Les valeurs disponibles

La valeur disponible représente un fort pourcentage par rapport à l'actif circulant soit 31,69% en 2019 ; 31,62% en 2020 et 34,04% en 2021. Ceci est dû à l'augmentation de la trésorerie.

B. Les éléments de passif

➤ **Capitaux propre**

On remarque une importante augmentation des capitaux propre soit 93,61% en 2019 et 90,86% en 2020. Cela est engendré par la hausse de capital émis. De 2020 à 2021 on constate une régression de 90,86% à 97,86% ceci est due à l'augmentation des DCT.

➤ **Les DLMT**

On remarque que les dettes à long et à moyen terme connues une augmentation de l'année 2019 soit 0,22% à 2020 de 0,24%. Cela justifié par l'augmentation de compte provision et produits comptabilisés, et de 2020 soit 0,24% à 2021 de 0,22%. Cela s'explique par la diminution de compte provision et produits comptabilisés.

➤ **Les DCT**

Les dettes à court terme représentent la majeure partie du passif durant toute la période, de 2019 soit 6,38% à 2020 soit 9,13% ceci peut se justifier par la régression des autres dettes. De 2020 soit 9,13% à 2021 soit 2,13% cela est due à décroissement du montant des Fournisseurs et compte rattachés et les autres dettes à court terme.

La présentation des bilans en grandes masses de l'entreprise NAFTAL, nous permet de mener notre analyse à travers le calcul des différents équilibres financiers.

2.3 Analyse par les indices de l'équilibre financier

Pour notre cas de l'entreprise NAFTAL, à l'aide des résultats obtenus dans les bilans financiers, nous allons calculer et interpréter les différents indicateurs de l'équilibre financier : le fonds de roulement, le besoins en fonds de roulement et la trésorerie. Ainsi analyser l'évolution de ses derniers en considérant l'année 2019 comme année de base.

2.3.1 Le Fonds de roulements (FR)

Il existe deux méthodes pour calculer le fonds de roulement : la méthode de haut de bilan et la méthode du bas de bilan, ces fonds de roulements pour les trois années qu'on a étudiées.

- Calcul du FR par le haut de bilan

Fonds de roulements = Capitaux permanents – Valeurs immobilisées
FR = KP – VI

Désignations	2019	2020	2021
KP	1 551 552 943, 06	1 633 761 452, 71	1 872 866 274, 92
- VI	661 620 148, 84	644 430 719, 80	581 291 514, 23
= FR	889 932 794, 22	989 330 732, 91	1 291 574 760, 69

Tableau n° 12 : Le calcul de FR par le haut du bilan UM : MDA

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

- Calcul du FR par le bas du bilan

Fonds de roulements = Actif circulant – Dette à court terme
FR = AC – DCT

Désignations	2019	2020	2021
AC	995 832 596, 01	1 153 624 832, 7	1 332 441 968, 94
- DCT	105 899 801, 79	164 294 099, 79	40 870 208, 25
= FR	889 932 794, 22	989 330 732, 91	1 291 571 760, 69

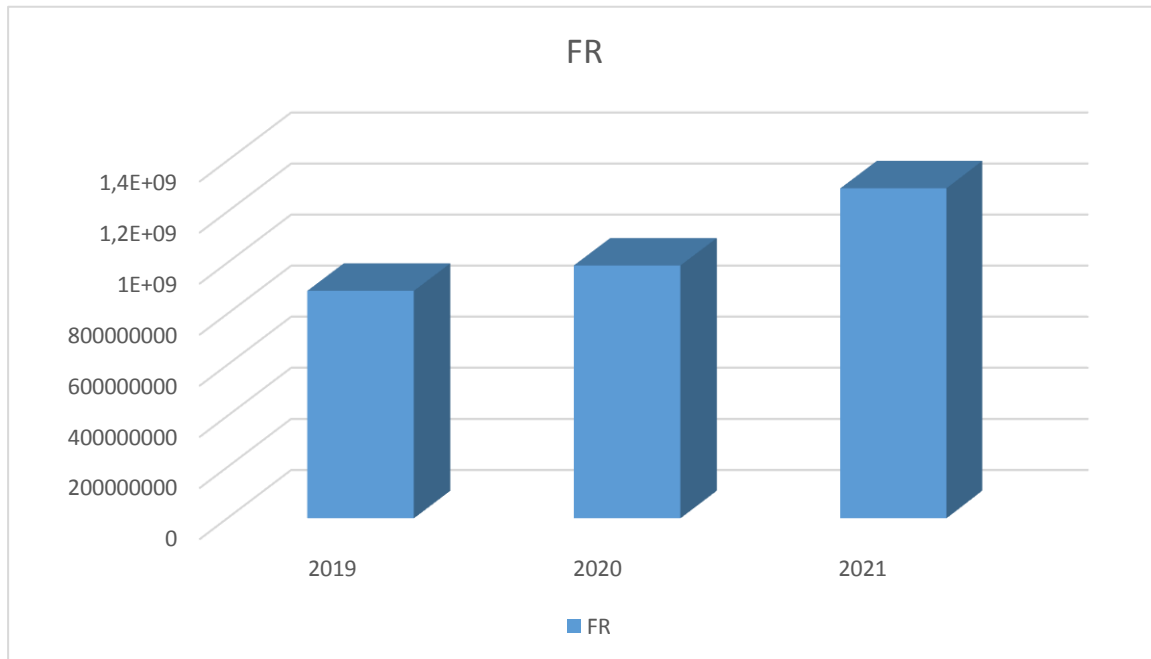
Tableau n° 13 : Le calcul de FR par le bas du bilan UM : MDA

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

- Représentation graphique de (FR)

Figure n° 11 : Représentation graphique du Fonds de Roulement

UM : MDA



Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

- Commentaire

Pour les taux des années 2019, 2020 et 2021 on remarque que le fond de roulement est positif, on constate aussi une variation à la hausse, cela est due à l'augmentation des fonds (ressources). Ce qui signifie que l'entreprise à la capacité de couvrir rapidement ses dettes en cas de difficulté majeur.

Dans ce cas le principe de l'équilibre financier à long terme a été respecté par NAFTAL district Tizi-Ouzou ceci constitue un bon signe qui traduit une bonne structure financière.

2.3.2 Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR)

Le besoin en fond de roulement s'agit d'un besoin qui se dégage par les opérations d'exploitation de l'entreprise (achat, vente, fabrication, ...)

- Calcul du BFR

$$\text{Besoin en Fonds de Roulement} = [\text{Actif circulant} - \text{Valeurs disponibles}] - [\text{DCT- Dettes financière à court terme}]$$

$$\text{BFR} = [\text{AC} - \text{VD}] - \text{DCT}$$

Désignation	2019	2020	2021
AC - VD	470 545 781, 01	584 975 113, 1	681 468 248, 16
- DCT	105 899 801, 79	164 294 099, 79	40 870 208, 25
BFR	364 645 980, 05	420 681 013, 31	640 598 039, 91

Tableau n° 14 : Le calcul de BFR

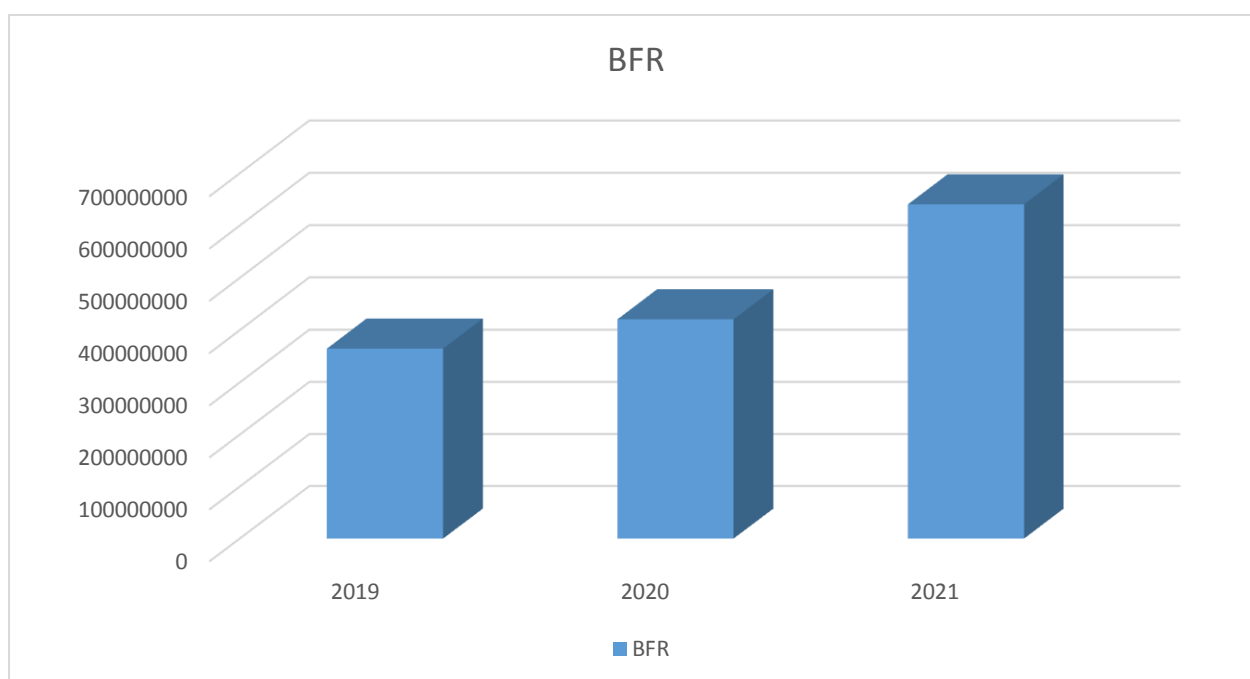
UM : MDA

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

- **Représentation graphique**

Figure n° 12 : Représentation graphique du Besoin en Fonds de Roulement

UM : MDA



Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

- **Commentaire**

Le BFR de l'entreprise est positif au cours des trois années et il est presque stable, mais cela ne pose aucun problème pour l'entreprise vue que son fond de roulement est positif et important, car il couvre largement son besoin.

2.3.3 La trésorerie

La formule de calcul de la trésorerie (TR) est la suivante :

Trésorerie nette = Fonds de roulement – Besoin en Fonds de Roulement
TR = FR – BR

Désignation	2019	2020	2021
- FR	889 932 794, 22	989 330 732, 91	1 291 574 760, 69
BFR	364 645 980, 05	420 681 013, 31	640 598 036, 91
= TR	525 286 814, 17	568 649 719, 6	650 976 723, 78

Tableau n°15 : Le calcul de TR

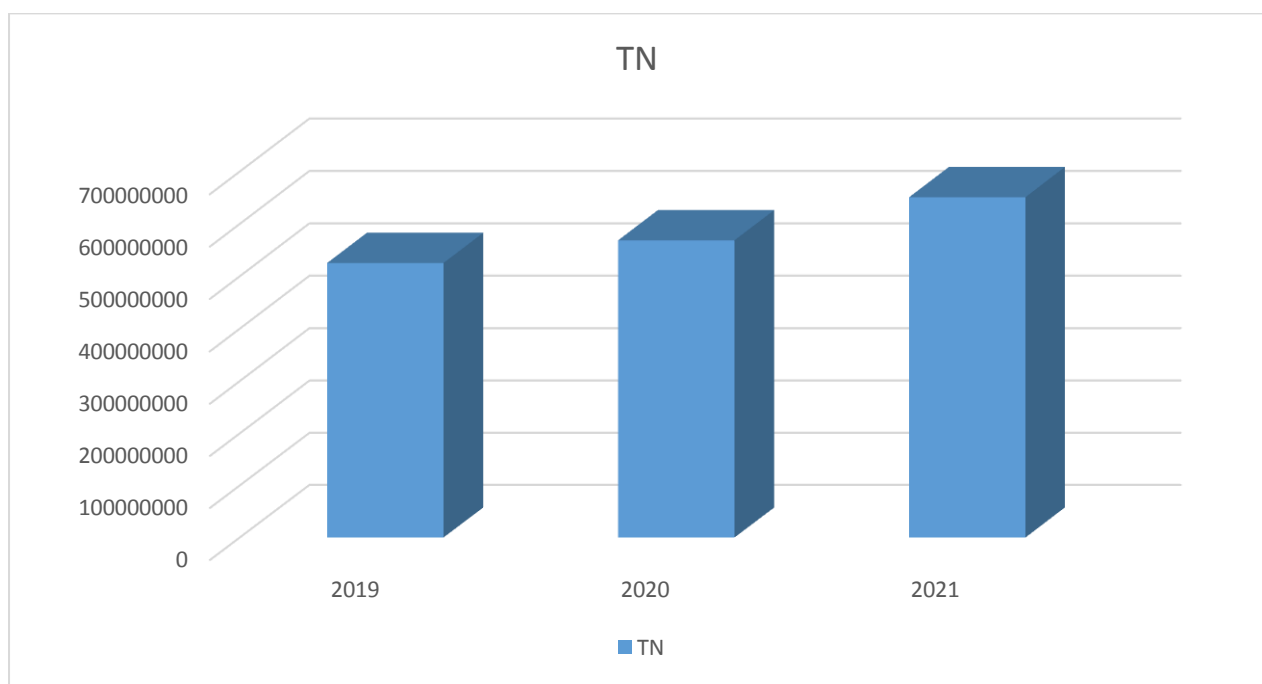
UM : MDA

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l’entreprise.

- **Représentation graphique**

Figure n° 13 : Représentation graphique de la trésorerie

UM : MDA



Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

- **Commentaire**

Les données ci-dessus indiquent que, durant les trois années 2019, 2020 et 2021, la trésorerie réalisée par NAFTAL district est positive. Ce qui signifie que l'entreprise a dégagé un excédent de liquidité qui se trouve en trésorerie.

L'entreprise dans ce cas génère suffisamment de ressources pour financer la partie stable de ses actifs et son cycle d'exploitation, on peut dire que l'entreprise est en situation d'équilibre, ce qui se traduit par les ressources financière de l'entreprise qui sont suffisantes pour couvrir les besoins. Il y a donc un équilibre financier qui engendre une solvabilité.

2.4 Analyse par la méthode des ratios

L'analyse par la méthode des ratios constitue un outil d'analyse important dans la détermination de l'évolution de la situation financière de l'entreprise, et la comparaison à celles d'autres entreprises de même secteur d'activité et de même taille.

2.4.1 Les ratios de structure

On calcul ce ratio à partir de ce tableau :

Tableau n°16 : Calcul du Ratio de structure

UM : MDA

Ratios	2019	2020	2021	normes
$\frac{\text{capitaux permanents}}{\text{actif immobilisé}}$	$= \frac{1\,551\,552\,943,06}{661\,620\,148,84}$ =2,34 234%	$= \frac{1\,633\,761\,452,71}{644\,430\,719,80}$ = 2,53 253%	$= \frac{1\,872\,863\,274,92}{581\,291\,514,23}$ = 3,22 322%	> 1
$\frac{\text{actif immobilisé}}{\text{Total actif}}$	$= \frac{661\,620\,148,84}{1\,657\,452\,744,85}$ = 0,39 39%	$= \frac{644\,430\,719,80}{1\,798\,055\,552,50}$ = 0,35 35%	$= \frac{581\,291\,514,23}{1\,913\,733\,483,17}$ = 0,30 30%	>1/3

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Interprétation

- Après avoir calculé le ratio de couverture de l’actif immobilisé. Nous constatons, qu’au cours des trois années étudiées que la valeur du ratio est supérieure à 100%. Ce qui nous permet de dire que NAFTAL finance ses investissements (immobilisations) par ses ressources durables (capitaux permanents). Il s'agit d'un principe de bonne gestion financière.
- En ce qui concerne le deuxième ratio, l’actif immobilisé représente 39% du total d’actif dans la première année d’étude. Ce qui se traduit, par des acquisitions importantes en termes d’immobilisation, comparé aux années 2020 et 2021 ou celles-ci ont régressées.

2.4.2 Les ratios de liquidité

On calcul ce ratio à partir de ce tableau :

Tableau n° 17 : Calcul du Ratios de liquidité

UM : MDA

Désignation	Formules	2019	2020	2021
Liquidité générale	$= \frac{\text{Actif circulant}}{\text{dette à court terme}}$	$= \frac{995\,832\,596,01}{105\,899\,801,79}$ = 9,40	$= \frac{1\,153\,624\,832,7}{164\,294\,099,79}$ = 7,02	$= \frac{1\,332\,441\,968,94}{40\,870\,208,25}$ = 32,60
Liquidité réduite	$= \frac{VR+VD}{\text{dette à court terme}}$	$= \frac{712\,770\,323,55}{105\,899\,801,79}$ = 6,73	$= \frac{814\,047\,932,65}{164\,294\,099,79}$ = 4,95	$= \frac{1\,983\,415\,689,72}{40\,870\,208,25}$ = 48,52
Liquidité immédiate	$= \frac{VD}{\text{dette à court terme}}$	$= \frac{525\,286\,814,17}{105\,899\,801,79}$ = 4,96	$= \frac{568\,649\,719,60}{164\,294\,099,79}$ = 3,46	$= \frac{650\,973\,720,78}{40\,870\,208,25}$ = 15,92

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l’entreprise.

Interprétation

D'après ce tableau on constate que :

Ration de liquidités générales

Nous constatons que l'entreprise dispose d'un actif circulant très important, couvrant largement ses dettes à court terme pendant les trois exercices, ce que signifie que NAFTAL peut rembourser ses dettes d'exploitations (honorer ses engagements) avec son cycle d'exploitation seulement, sans avoir recours aux financements externes.

Liquidités réduites

Après avoir calculé le ratio de liquidité réduite, nous constatons, que le rapport est supérieur à 100% durant les trois exercices (2019/ 2020/ 2021), ce qui signifie que l'entreprise dispose d'un niveau de trésorerie important qui lui permettra de rembourser ses dettes à court terme.

Liquidité immédiate

Après avoir calculé le ratio de liquidité immédiate, nous constatons, que le rapport est supérieur à 100% au cours de l'exercice de 2019, donc l'entreprise peut à tout moment procéder aux règlements de ses dettes à court terme, avec ses valeurs disponibles (caisse) seulement. Par contre en 2020, on enregistre que 3,95 ce qui signifie que NAFTAL trouve une difficulté de couverture de ses dettes à court terme avec sa trésorerie seulement, et en 2021, a progressé de 15,92, ce qui lui redonne à nouveau la capacité de recouvrement de son passif courant.

2.4.3 Les ratios de rentabilité

Tableau n° 18 : Ratios de rentabilité

UM : MDA

Désignation	formules	2019	2020	2021
Rentabilité commerciale	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Chiffre d'affaire}}$	$\frac{(-52\,121\,497,95)}{1\,761\,897\,856,34} = -0,029$	$\frac{(-70\,633\,230,80)}{1\,618\,190\,245,64} = -0,043$	$\frac{(-31\,375\,425,49)}{1\,786\,930\,350,82} = -0,017$
Rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat net} + \text{IBS} + \text{impôts et taxes} + \text{charges financières}}{\text{Capitaux permanents}}$	$\frac{(-52\,121\,497,95) + 77\,856\,824,89 + 400\,180,83}{1\,551\,552\,943,06} = 0,016$	$\frac{(-70\,633\,230,80) + 76\,420\,658,33 + 4\,283\,035,06}{1\,633\,761\,452,71} = 0,006$	$\frac{(-31\,375\,425,49) + 88\,060\,380,49 + 4\,610\,993,30}{1\,872\,863\,274,92} = 0,032$
Rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$	$\frac{(-52\,121\,497,95)}{1\,547\,878\,502,05} = -0,033$	$\frac{(-70\,633\,230,80)}{1\,629\,366\,769,2} = -0,043$	$\frac{(-31\,375\,425,49)}{1\,868\,624\,574,51} = -0,016$

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Interprétation

D'après ce tableau on constate que :

Rentabilité commerciale :

Nous remarquons que la rentabilité commerciale est négative d'une façon importante au cours des trois années. Cela signifie que NAFATAL n'est pas viable.

Rentabilité économique :

D'après les valeurs trouvées dans le ratio de la rentabilité économique, nous constatons une progression de 0,016 à 0,032 dans les trois exercices de 2019 à 2021. cela signifie que

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

NAFTAL accroît ses gains sur les capitaux investis au cours de son activité économique. L'actif économique est un terme équivalent aux capitaux investis.

Rentabilité financière :

Ce ratio de rentabilité financière peut être négative sur les trois exercices. C'est notamment le cas lorsque l'entreprise NAFTAL réalise des pertes, c'est-à-dire que son résultat net est inférieur à zéro. Un résultat net négatif est un signe que l'activité de l'entreprise NAFTAL n'est pas suffisante pour absorber toutes ses charges.

Tableau n° 19 : Ratios d'endettement

UM : MDA

Désignation	formules	2019	2020	2021
Endettement global	$\frac{\text{total dette}}{\text{total passif}}$	$\frac{1\,095\,742\,42,8}{1\,657\,452\,744,85}$ = 0,066	$\frac{168\,688\,783,3}{1\,798\,055\,552,50}$ = 0,093	$\frac{45\,108\,908,66}{1\,913\,733\,483,17}$ = 0,023
Endettement réduit	$\frac{\text{charge financières}}{\text{EBE}}$	$\frac{400\,180,42}{59\,346\,138,87}$ = 0,006	$\frac{4\,283\,035,06}{46\,303\,657,17}$ = 0,092	$\frac{4\,610\,993,30}{81\,178\,505,41}$ = 0,056

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Interprétation

D'après ce tableau on constate que :

Endettement global :

Nous remarquons que l'endettement global diminue d'une façon importante au cours des trois années. Cela signifie que NAFTAL est peu endettée vu que les valeurs enregistrées sont inférieures à 0,093 en 2020 et rembourse partiellement ses dettes.

Endettement réduit :

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

D'après le calcul de ratio d'endettement réduit ou d'exploitation. Nous constatons que NAFTAL utilise ses propres ressources pour financer son cycle d'exploitation et son développement. En revanche, elle a moins de dettes, ce qui lui permettrait de s'endetter d'avantages pour une éventuelle extension d'activité.

2.5 L'analyse de l'activité

2.5.1 Elaboration des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Cette section fait l'objet de l'étude de la performance pour voir dans quelle mesure NAFTAL dégage son profit ou pas et pour voir aussi si elle est capable de s'autofinancer.

Les SIG établis à partir des comptes du résultat, constituant un outil d'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise.

Ainsi, le tableau suivant, nous présente ces différents soldes intermédiaires de gestion pour le cas de NAFTAL qui nous concerne dans cette présentation d'étude durant les périodes 2019, 2020 et 2021.

Tableau n° 20 : Le calcul des soldes intermédiaires de gestion

UM : MDA

Désignation	2019	2020	2021
Ventes et produits annexes	1 761 897 856,34	1 618 190 245,64	1 786 930 350,82
Variations stocks produits finis et en cours	-38 555 332,53	-36 232 805,61	-37 795 866,09
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-Production de l'exercice	1 723 342 521,81	1 581 957 440,03	1 749 134 484,73
Achats consommés	451 750 108, 12	420 659 566,39	474 622 674,76
Services extérieurs et autres consommations	409 779 033,95	301 777 369,46	300 651 171,40
II-Consommation de l'exercice	861 529 142,07	722 436 935,85	775 273 846,16
III-valeur ajoutée d'exploitation (I-II)	861 813 379,74	859 520 504,18	973 860 638,57
Charge de personnel	724 610 415,98	736 796 188,71	804 621 752,67
Impôts, taxes et versements assimilés	77 856 824,89	76 420 658,33	88 060 380,49

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

IV-excédent brut d'exploitation	59 346 138,87	46 303 657,14	81 178 505,41
Autres produits opérationnels	15 610 589,61	17 401 893,82	28 634 022,43
Autres charges opérationnelles	4 703 696,57	2 451 098,82	5 657 335,24
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	125 633 288,22	136 140 548,91	139 912 806,96
Reprise sur pertes de valeurs et provisions	961 876,94	2 471 085,63	362 135,93
V-résultat opérationnel	-54 418 319,37	-72 415 011,14	-35 395 478,43
Produits financiers	2 697 002,25	6 064 815,40	8 631 046,24
Charges financières	400 180,83	4 283 035,06	4 610 993,30
VI-résultat financier	2 296 821,42	1 781 780,34	4 020 052,42
VII-résultat ordinaire avant impôt (V+VI)	-52 121 497,95	-70 633 230,80	-31 375 425,49
Impôts exigibles sur impôts ordinaires			
Impôts différés sur résultat ordinaires			
Total des produits des activités ordinaires			
Total des charges des activités ordinaires			
VII-Résultat net des activités ordinaires			
Eléments extraordinaires (produits)			
Eléments extraordinaires (charges)			
IX-résultat extraordinaire			
X-Résultat net de l'exercice	-52 121 497,95	-70 633 230,80	-70 633 230,80

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Interprétations des soldes intermédiaires de gestions

Production de l'exercice

Pour les trois années (2019, 2020, 2021) NAFTAL a connu une augmentation dans la production. Elle est passée de 1 723 342 521,81 en 2019 à 1 749 134 484,73 en 2021 ceci s'explique par l'augmentation des ventes des produits annexes.

Consommation de l'exercice

Elle a connu une baisse pendant les trois années (2019, 2020, 2021) et cela est dû à la diminution de la production de l'exercice.

Valeur ajoutée

La richesse apportée par l'entreprise est de 861 813 379,74 en 2019 et a augmentée à 973 860 638,57 en 2021. Nous constatons que la valeur ajoutée est positive sur les trois exercices et elle est amplement suffisante afin de couvrir les charges de personnel et impôts et taxes et versement assimilé. Cette augmentation est due à la production de l'exercice.

Excédent brut d'exploitation

Est positif durant les trois années cela grâce à la valeur ajoutée dégagée par l'entreprise. Nous remarquons que l'EBE couvre et les charges du personnel et les impôts et taxes.

Résultat opérationnel

C'est le résultat généré de l'activité normale de l'entreprise ce qui concerne NAFTAL le résultat est négatif pour 2019, 2020, 2022 ; cela est due à une augmentation des dotations aux amortissements.

Résultat financier

NAFTAL a enregistré un résultat financier positive ces trois dernières années qui est du principalement aux charges financières qui sont importantes.

Résultat courant avant impôt

Exprime l'enrichissement de l'entreprise après prise en compte du coût de ces financements extérieurs. NAFTAL a réalisé un résultat négatif sur les trois exercices de 2019 au 2021 une dégradation flagrante qui est du à l'importance des charges d'activité.

Résultat net de l'exercice

Le résultat net est égal au résultat courant avant impôt parce que le résultat exceptionnel est nul. Le résultat net est déficitaire pour les trois années (2019, 2020, 2021) cela veut dire que

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

les charges (consommation de l'exercice, charges de personnels, dotation aux amortissements et provisions d'exploitation).

En conclusion le résultat net de la société est déficitaire sur les trois années d'exercice.

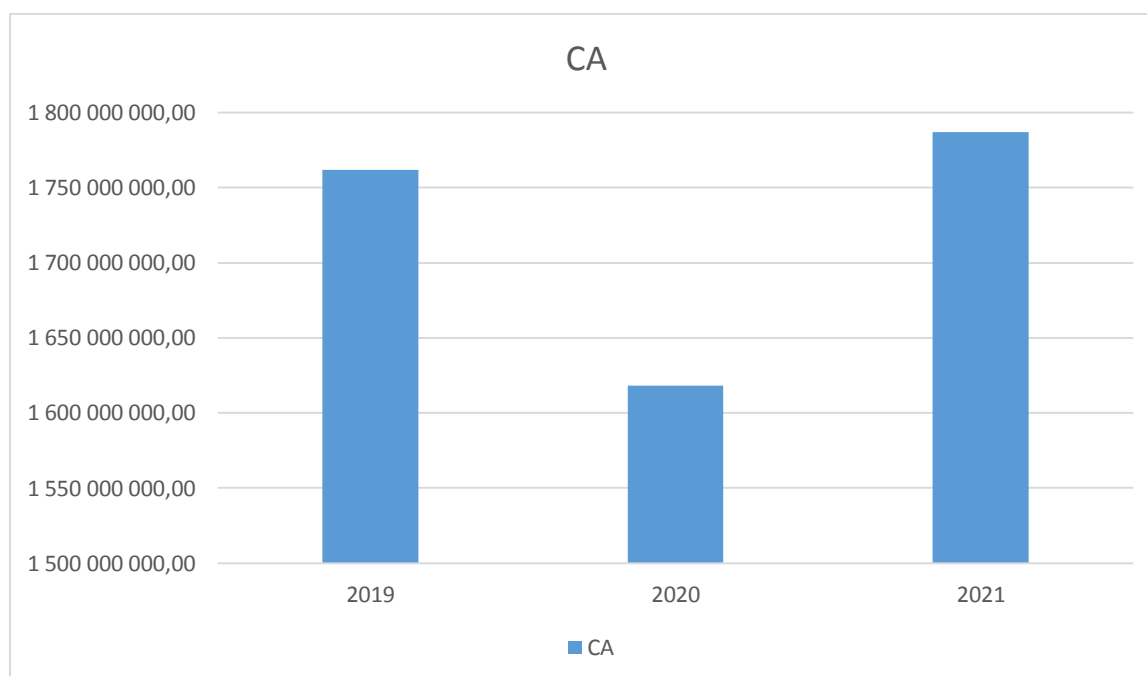
Tableau n° 21 : Evolution du chiffre d'affaire de NAFTAL

UM : MDA

Désignation	2019	2020	2021
CA	1 761 897 856,34	1 618 190 245,64	1 786 930 350,82

Source : réalisé par nous-même à partir des données de l'entreprise.

Figure n° 14 : Représentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaire de NAFTAL



Source : Réalisé par nos soins à partir des données de l'entreprise NAFTAL

Nous remarquons le chiffre d'affaire en 2020 a régressé par rapport à l'année 2019 et cela s'explique par l'augmentation des charges. Enfin, il remonte en 2021 pour atteindre 1 786 930 350,82.

2.5.2 La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement constitue une ressource interne dégagée par l'activité de l'entreprise.

Chpitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Le tableau suivant nous permet de déterminer la CAF de l'entreprise NAFTAL pour les exercices 2019, 2020 et 2021. Nous allons présenter la capacité d'autofinancement de NAFTAL, avec deux méthodes : la méthode additive et soustractive.

2.5.2.1 Calcul de la CAF à partir de l'EBE

Tableau n° 22 : Calcul de la CAF à partir de la méthode EBE (additive)

UM : MDA

Désignation	2019	2020	2021
EBE	59 346 138,87	46 303 657,14	81 178 505,41
+Autres produits opérationnels	15 610 589,61	17 401 893,82	28 634 022,43
-Autres charges opérationnelles	4 703 696,57	2 451 098,82	5 657 335,24
+Produits financiers	2 697 002,25	6 064 815,40	8 631 046,24
-Charges financières	400 180,83	4 283 035,06	4 610 993,30
CAF	72 549 853,33	63 036 232,48	108 175 245,54

Source : Réalisé par nos soins à partir des données de l'entreprise NAFTAL

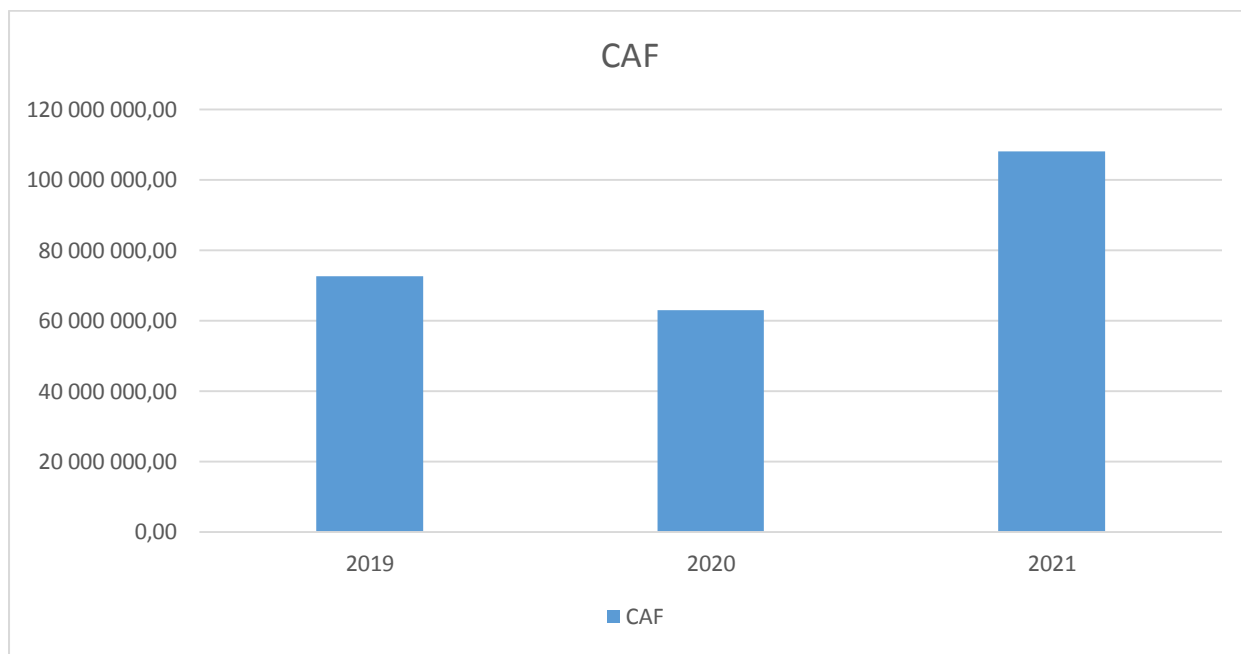
Tableau n° 23 : Calcul de la CAF à partir de la méthode EBE (soustractive)

UM : MDA

Désignation	2019	2020	2021
Résultat net de l'exercice	-52 121 497,95	-70 633 230,80	-31 375 425,49
+Dotation aux amortissements et provisions (d'exploitation)	125 633 228,22	136 140 548,91	139 916 806,96
-Reprises sur provisions (d'exploitation)	961 876,94	2 471 085,63	362 135,93
CAF	72 549 853,33	63 036 232,48	108 175 245,54

Source : Réalisé par nos soins à partir des données de l'entreprise NAFTAL

Figure n° 15 : Représentation graphique de la CAF



Source : Réalisé par nos soins à partir des données de l'entreprise NAFTAL

Commentaire

Le résultat trouvé dans ces tableaux montre que l'entreprise NAFTAL n'était pas en mesure de s'autofinancer en 2020 (63 036 232,48), cette insuffisance s'explique par différents facteurs : la régression de la valeur ajoutée, qui se traduit par une baisse de l'EBE. Par contre on remarque que NAFTAL à réaliser un surplus monétaire potentiel durant les deux exercices (2019, 2021). En 2021 le résultat est positif qui représente un accroissement de 108 175 245,54 grâce à la performance importance des facteurs de production. Cette CAF permet à l'entreprise de financer des nouveaux investissements, ou de rembourser ses emprunts.

Conclusion

A partir de notre étude financière de NAFTAL district de Tizi-Ouzou durant les trois exercices 2019, 2020 et 2021, les résultats obtenus nous permettent de déterminer sa situation financière.

Nous pouvons constater d'après les résultats obtenus précédemment que NAFTAL jouie d'un bon équilibre financier qui lui permet de faire face à ses échéances, de financer ses investissements et de rembourser ses dettes sans avoir recours à l'endettement.

Les ratios de liquidité générale et de liquidité relative sont toujours supérieurs à 1 durant la période étudiée contrairement au ratio de liquidité immédiate, cela signifie que NAFTAL est capable de rembourser ces dettes à courts termes à partir de son actif circulant, mais elle s'avère n'être en mesure de faire face à ses échéances à partir uniquement de ses valeurs d'exploitation et ses valeurs réalisables.

Les résultats dégagés par l'entreprise NAFTAL durant les trois années (2019, 2020, 2021) sont tous négatifs, cela s'expliquent par l'impact de la chute de prix de pétrole. On peut dire que l'entreprise NAFTAL district COM Tizi-Ouzou est performante et rentable, mais elle n'est pas optimale et peut être améliorée.

A l'issue de notre analyse, nous sommes arrivés à la conclusion selon laquelle NAFTAL s'est lancée dans une phase d'amélioration du diagnostic de ses points forts, de ses points faibles qui lui serviraient de clignotants pouvant lui permettre d'établir l'équilibre pour s'assurer d'une gestion adéquate et saine.



Conclusion générale

Conclusion générale

Les entreprises et les banques en Algérie ont été considérées comme des administrations fragmentées depuis le début. L'objectif principal est de mettre en œuvre des directives émises au niveau national par le biais de divers plans de développement économique.

L'analyse financière est l'évaluation systématique de la situation financière d'une entreprise. Le but de cette analyse est d'utiliser des informations quantifiées pour fournir une vision synthétique qui met en évidence les réalités de la situation financière qui doivent aider les gestionnaires, les investisseurs et les prêteurs à prendre des décisions. Ainsi avoir une estimation financière actuelle de son entreprise, et de déterminer les responsabilités afin de corriger les erreurs s'il y en a.

La trésorerie est donc un domaine très sensible qu'il faut gérer de façon quotidienne avec des outils efficaces et surtout une véritable stratégie. Gérer sa trésorerie, c'est être permanentement en contact direct avec les flux réels et prévisionnels, entrants et sortants, et avec ses banques, pour pouvoir effectuer rapidement les ajustements nécessaires. C'est avant tout anticiper.

Dans les relations banque-entreprise, les comptables doivent déterminer le nombre et le choix des banques avec lesquelles travailler. La question des conditions bancaires est étroitement liée à la question des relations entre les banques et les entreprises. Ces relations ont beaucoup évolué ces dernières années du fait de la concurrence entre institutions financières, du développement des outils informatiques mis à la disposition des trésoriers et de l'organisation des entreprises. L'entreprise a pris conscience des coûts financiers qui peuvent peser sur ses marges et de la nécessité de mettre en place des services financiers opérationnels.

La gestion de la trésorerie participe pleinement, lorsqu'elle est bien maîtrisée, au dégagement de résultat pour l'entreprise, et par la suite à l'amélioration de sa rentabilité.

En effet, au cours de notre stage qui s'est déroulé au sein de l'entreprise NAFTAL, nous avons essayé de mener une étude des bilans financières et les indicateurs de l'équilibre financier (FRN, BFR, TN) et la méthode des ratios et une autre sur l'analyse de l'activité (les soldes intermédiaire de gestion, la capacité d'autofinancement) à travers trois exercices 2019,2020 et 2021.

Conclusion générale

Notre enquête nous a mené à conclure que NAFTAL dispose d'un bilan bien structuré et équilibré par ses grandes masses durant l'ensemble des exercices étudiés. Elle présente aussi une trésorerie positive et excédentaire pendant les périodes en question.

Nous avons constaté que cette entreprise présente une situation financière très solvable. L'analyse nous a montré aussi que l'entreprise NAFTAL durant toute la période d'étude, a été en mesure de s'autofinancer chaque année. Donc elle représente une forte et large capacité d'autofinancement.

La maîtrise de l'analyse financière contribue à la résolution des problèmes financiers de l'entreprise, cette analyse permet aux dirigeants d'apprécier la situation financière de leur entreprise ainsi de portée des jugements sur l'état de la structure financière et de la rentabilité des entreprises, le niveau de performance de l'activité ainsi que l'appréciation du risque.

La mise en pratique de toutes nos connaissances théoriques pendant notre période de stages à NAFTAL district de Tizi-Ouzou a été bien bénéfique, car cela nous a permis de concevoir la convergence qui existe entre le savoir théorique et la pratique sur le terrain.

Après avoir terminé notre étude sur la situation financière de NAFTAL district durant ces trois dernières années. Nous avons pu analyser ses forces et détecter les difficultés et les impasses financières, pour qu'on puisse ensuite améliorer la situation financière de l'entreprise en la rendant adéquate ou mieux encore optimale.

Tous ces éléments ont confirmé l'hypothèse initiale selon laquelle la structure financière de NAFTAL est saine et l'équilibre financier peut être atteint.

L'analyse par la méthode des ratios, nous a indiqué une bonne capacité d'emprunt, une bonne autonomie financière, et une très bonne liquidité (quelle que soit générale, ou bien réduite, ou immédiate).

L'analyse de l'activité de NAFTAL nous a permis de déterminer que cette entreprise possède un bon niveau d'activité, durant les trois exercices étudiés. Ce que signifie que, cette entreprise pourra faire face à ces engagements et suivre son activité (cycle d'exploitation) ce qui confirme du même coup notre seconde hypothèse.

L'entreprise NAFTAL district exerce un monopole sur le marché de la distribution des carburants fait qu'elle ne se soucie pas de l'amélioration de la productivité et n'explique pas efficacement la comptabilité analytique pour réduire les coûts. Cela s'est traduit par l'accumulation des charges, en l'occurrence les charges du personnel.

Conclusion générale

Suivant la politique de gestion actuelle, ainsi que l'environnement caractérisé, par une faible concurrence, NAFTAL district est tenue d'adapter sa gestion et son organisation, de suivre une perspective d'analyse des coûts et des politiques d'investissement et de financement afin de faire face à la concurrence future imposée par l'ouverture du marché algérien aux investisseurs privés nationaux et internationaux.

Comme toute analyse déjà faite auparavant, notre travail est loin d'être synthétique et définitif. Néanmoins, nous espérons avoir apporté un surplus et contribuer au mieux à l'amélioration de la gestion de la trésorerie du District commercial de NAFTAL.



Bibliographie

Bibliographie

❖ *Ouvrage*

- Armand Dayan : « Manuel de gestion/volume 2 », 2^{ème} édition, éd. ELLIPSES, Paris, 2004.
- BERNARD. P, JOULIA. ; JULIEN-LAFERRIERE; TARDITS. J, « Mesure et Contrôle des Risques de Marché », Edition ECONOMICA, Paris, 1996, P132.
- Bernet-Rolland L ; principes de technique bancaire, édition Dunod, 2002.
- BOUDINOT A, FRABOT J.C, Techniques et pratique bancaire, 25^{ème} éd, Dunod, Paris, 2008.
- BOUKHELIF Ahmed : « Analyse financière », Edition Houma 2000.
- BOUQUIN Henri, La maîtrise des budgets dans l'entreprise, EDICEF, 1992.
- BRUNO Bachy, MICHEL sinon. « Analyse financier des comptes consolidés Normes IFRS », 2^{ème} Edition DUNOD, paris, 2009.
- Chainel A ; La banque et l'entreprise : les techniques actuelles de financement, édition la revue banque, 1989.
- COLASSE Bernard : « gestion financière de l'entreprise », 3^{ème} édition, paris 1993.
- COUSSERGUES Sylvie, Gestion de la Banque, Ed. Dunod, 1992.
- CUVILLER L., AMAZIRH M.A., SARDI A., « Pratique de la Comptabilité bancaire », Clet, 1981.
- DESMICHT François, Pratique de l'activité bancaire, 2^{ème} éd, Dunod, Paris, 2007.
- DOV OGIEN : Gestion financière de l'entreprise, 2^{ème} éd, Dunod, Paris, 2008.
- E.Cohen : Gestion financière de l'entreprise et développement financier, édition EDICEF/AUPELF, 1991.
- ERRERA. J-M, « Pilotage bancaire et contrôle interne », Editions ESKA, Paris 1999.
- GERVAIS Michel, Contrôle de gestion et stratégie de l'entreprise, Ed. Economica, 1991.
- Gerad Alfonsi « Pratiques de la gestion de l'analyse financière».
- GUILLOU J., « Comment négocier avec ses banquiers », Dunod, 2005.
- HONORAT Philippe, Le budget facile pour les managers, 2^{ème} éd, 2009, P121.
- Hubert de la Bruslerie : « analyse financière et risque de crédit », Ed ; DUNOD, 1999.
- J.Pierr : Finance d'entreprise, finance de marché, diagnostic financier, édition Dalloz 1994.

- Jean BARREAU ET Jacqueline DELAHAYE : « Gestion financière », 4^{ème} édition, Edition Dunod, Paris, 1995.
- JEAN-Paul Piriou « dictionnaire de science économique».
- LAUZEL Pierre ; TELLER Robert, Contrôle de gestion et Budgets, Ed. SIREY, 7^{ème} Edition, 1994.
- Marc GANGAIN et Roselyne Sauvée-GRANBERT, «Gestion de la trésorerie », Edition économie, Année 2000.
- M.DEPREZ, M.DUVANT, « Analyse financière », édition techno-plus, 1999.
- Mansouri M ; système et pratiques bancaires en Algérie, édition Houma, 2005.
- PIERRE Conso « La gestion financière de l'entreprise »,7^{ème} édition Dunod Paris 1970.
- POLONIAT Bruno, «La nouvelle gestion de trésorerie», 2^{ème} éd, 1997.
- POLOY ROUL D : « Techniques quantitatives de gestion tome II », Ed DUNOD, Paris, 1986.
- ROLLANDE BERNET Luc, Principes de techniques bancaire, 4^{ème} éd, Paris, 2008.
- ROUACH Michel ; Gérard NAULLEAU, Contrôle de Gestion et stratégie dans la banque, ED. Banque Editeur, 2001.
- Rousselot P. et al, la gestion de la trésorerie, 2^e édition Dunod, 1999.
- ROUYER Gérard, CHOINEL Alain, la banque et l'entreprise : techniques actuelles de financement, 3^{ème} éd, Dunod, Paris, 2003
- SION Michel, Gérer la trésorerie et la relation bancaire : Principe de gestion opérationnelle, 4^{ème} éd, Paris, 2006.
- SOME Camille, mémoire, La pratique de la gestion de la trésorerie au BUMIGEB, 2006.
- THIBIERGE, Christophe. « Analyse financière », paris, décembre 2005.

❖ *Les mémoires*

- Mme BERKAL Safia, « Les relations banques / entreprises publiques », UMMTO, Juin 2012.
- LEROUL Lounes LARBI Aziz, « La gestion de la trésorerie », UMMTO, 2015.

❖ *Les revues*

- Modèle de la capacité de gestion financière - Guide d'application, Bureau du vérificateur général du Canada, avril 2003.



Annexes

Liste des annexes

Annexe 1 : Bilan UNITE Au 31 décembre 2019

Annexe 2 : Bilan UNITE Au 31 décembre 2020

Annexe 3 : Bilan UNITE Au 31 décembre 2021

Annexe 4 : Tableau des comptes de résultats (par Nature) Au 31 décembre 2019

Annexe 5 : Tableau des comptes de résultats (par Nature) Au 31 décembre 2020

Annexe 6 : Tableau des comptes de résultats (par Nature) Au 31 décembre 2021

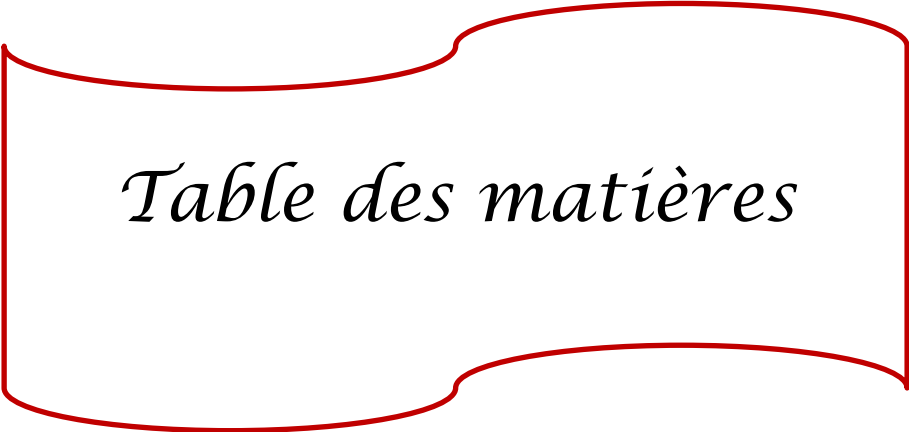


Table des matières

Table des matières

Remercîments

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale1

Chapitre1 : la problématique de financement

Introduction 4

Section 1 : Les sources de financement 5

1. généralité sur les sources de financement 5

1.1 Le financement interne 6

1.2 Le financement externe 9

a) le financement externe direct (via marché financier)10

b) le financement externe indirect (banque) 11

1.3 Avantage et inconvénients de chaque forme de financement18

c) le crédit-bail..... 20

Section 2 : Analyse financière du bilan 21

2.2 Réduction du bilan en grande masse..... 22

2.2.1 Schématisation du bilan financier en grande masse23

2.3 Le fond de roulement23

2.3.1 Définition.....23

2.3.2 Les différents types du fond de roulement et leur mode de calcul 24

2.2.3 Schématisation des différents fonds de roulement.....	29
2.4 Le besoin en fond de roulement.....	29
2.4.1 Définition.....	30
2.5 La trésorerie nette.....	31
2.5.1 Définition.....	31
2.5.2 Interprétation	32
2.5.3 Les différents types de trésorerie	33
2.6 L'analyse par la méthode des ratios.....	33
2.6.1 Ratios de structure financière	34
2.6.2 Ratios de rentabilité.....	35
2.6.4 Ratios de liquidité	38
Section 3 : l'analyse de l'activité et de la rentabilité.....	40
1. L'analyse de l'activité.....	40
1.1 Les soldes intermédiaires de gestion.....	40
1.1.1 Définition.....	40
1.1.2 Objectif.....	40
1.1.3 Les différents soldes intermédiaires de gestion.....	41
1.2 La capacité d'autofinancement	45
1.2.1 Définition et rôle	45
1.2.2 Méthodes de calcul de la CAF	45
2. l'analyse de la rentabilité	47
Conclusion	49

Chapitre2 : approche théorique de la gestion des comptes

Introduction	50
Section 1 : définition des différents concepts de base	51
1. la place de la gestion financière dans l'entreprise	51
1.1. Définition et objectif de la gestion financière	51
1.1.1. Définition	51
1.1.2. Objectif.....	52
2. aspect théorique sur la gestion des comptes	53
2.1. Définition de la gestion des comptes	53
2.2. Distinction Emplois-Ressources	53
2.3. Compte de gestion et compte de bilan.....	54
2.3.1. Composition des comptes de bilan.....	56
2.3.1. Composition des comptes de gestion.....	56
2.4. Gestion de la trésorerie	56
2.4.1. Définition de la gestion de la trésorerie.....	57
2.4.2. Les fonctions de la trésorerie	57
2.4.3. Les éléments constitutifs de la trésorerie	58
2.4.4. Les moyens et modes de paiement du trésorier.....	59
2.4.5. Objectifs de la gestion de la trésorerie de l'entreprise	61
Section2 : la fonction du trésorier dans l'entreprise	61
1. Définition du trésorier.....	62
2. Le rôle et les missions du trésorier dans l'entreprise.....	62

3. Le rôle du trésorier dans l'entreprise	63
4. La place du trésorier dans l'entreprise	64
5. Les missions du trésorier	65
Section3 : l'environnement bancaire, conditions et négociations	66
1. les principaux termes à connaître	66
1.1. La date de compensation	66
1.2. Date de valeur	67
1.3. Heure de caisse	67
1.4. Le jour de valeur	67
1.5. Le jour de valeur	67
1.6. Les jours de banque	68
1.7. Le float.....	68
1.8. Les différents taux appliqués par la banque.....	68
1.9. Les commissions	69
1.10. Le ticket d'agios	69
2. Le problème du choix de la banque par l'entreprise	69
2.1. Le nombre de banques	69
2.1.1. Du point de vue de la gestion de trésorerie	70
2.1.2. Du point de vue de la négociation des conditions bancaires	70
2.1.3. Le niveau des besoins nécessaires au financement de l'exploitation	71
2.1.4. La spécificité du secteur d'activité.....	71
2.1.5. Le développement de l'activité	71

2.2. Les critères du choix d'une banque	71
2.3. Constitution et organisation du pool bancaire	72
3. les négociations des conditions bancaires	73
3.1. Négociation les exigences bancaires	74
3.1.1 Attendre le moment opportun	74
3.1.2. Négocier les conditions bancaires pour les opérations internationales	74
3.1.3. La nécessité de négocier régulièrement.....	74
3.2. Le placement des excédents	75
3.2.1. Les critères de choix d'un placement	75
3.2.2. Les placements bancaires.....	75
3.2.3. Les placements sur le marché monétaire	76
4. Les supports de vérification des conditions bancaires	76
5. Relation Banque-Entreprise	77
5.1 La théorie des contrats.....	77
5.1.1 Définition.....	77
5.1.2 Les théories des contrats et l'asymétrie d'information	78
5.2 La théorie d'agence	78
5.2.1 Les origines de la théorie d'agence	78
5.2.2 Les couts d'agence	80
5.3 Les apports de la théorie financière des contras	80
5.4 L'apport de la théorie de l'agence	80
Conclusion	82

Chapitre3 : Analyse de la situation financière au sein de NAFTAL

Introduction	84
Section1 : la présentation de l'entreprise NAFTAL	84
1. Présentation générale du District Commercial NAFTAL.....	84
1.1 Historique de l'organisation d'accueil	84
1.2 Présentation du district COMMERCIALISATION Tizi-Ouzou	86
1.3 Mission et objectif « district commercialisation »	86
1.3.1 Les objectifs du « District commercialisation »	86
1.3.2. Les missions du « district commercialisation »	87
1.4 Activité de l'entreprise NAFTAL	88
1.5 Nouvelle organisation de NAFTAL	88
1.6 La situation informatique de l'organisation.....	90
1.7 Organisation de l'organisation d'accueil	91
2. Description de l'organisation générale	93
2.1 L'organisation du district Commercialisation Tizi-Ouzou.....	93
2.2 Les différents départements de district commercial Tizi-Ouzou	93
2.3 Présentation du centre Multi Produit (CMP)	97
2.4 Présentation du centre de stockage et de distribution (CSD)	97
Section2 : service de la trésorerie	98
1. La présentation du service de la trésorerie	98
2. La section recettes.....	99
2.1. La journée comptable	99

2.2. les activités de la section recettes	100
3. La section dépense	100
3.1. Les activités de la section	100
3.2. Le circuit du dossier de paiement	101
Section3 : analyse la situation financière du district commercial NAFTAL	101
1. élaborations des bilans en grandes masses	102
1.1. L'actif	102
1.2 Le passif.....	104
2.2 Elaboration des bilans en grande masse	104
2.2.1 Présentation des bilans en grande masse pour les années 2019, 2020, 2021	105
2.2.2 L'analyse des bilans	107
2.3 Analyse par les indices de l'équilibre financier	108
2.3.1 Le fonds de roulement (FR)	108
2.3.2 Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR)	110
2.3.3 La trésorerie.....	112
2.4 Analyse par la méthode des ratios	113
2.4.1 Les ratios de structure	113
2.4.2 Les ratios de liquidité	114
2.4.3 Les ratios de rentabilité	116
2.5 L'analyse de l'activité	118
2.5.1 Elaboration des soldes intermédiaires de gestion (SIG)	118
2.5.2 La capacité d'autofinancement (CAF)	121

Conclusion124

Conclusion générale126

Bibliographie

Liste des tableaux et figures

Liste des annexes

Annexes

Table des matières

Résumé

Résumé

Depuis sa création et tout au long de son développement, l'entreprise a besoin de ressources financières. Dans les relations banque-entreprise, les comptables doivent déterminer le nombre et le choix des banques avec lesquelles travailler.

La trésorerie est donc un domaine très sensible qu'il faut gérer de façon quotidienne avec des outils efficaces et surtout une véritable stratégie. Gérer sa trésorerie, c'est être permanemment en contact direct avec les flux réels et prévisionnels, entrants et sortants, et avec ses banques, pour pouvoir effectuer rapidement les ajustements nécessaires. C'est avant tout anticiper.

L'analyse financière d'une entreprise doit être réalisée selon une approche statique sur les exercices écoulés et une approche dynamique sur plusieurs exercices pour apprécier la structure financière.

Dans ce cadre, l'étude pratique menée au sein de l'entreprise NAFTAL district COM Tizi-Ouzou Oued-Aissi, nous a permis d'apprécier, sa situation financière à partir de l'analyse de son équilibre financier, de son activité. Ce qui nous permet de déduire que NAFTAL est en situation financière équilibrée. Cette société est donc certainement dans une situation financière raisonnable.

Mots clés : Le marché financier, relation banque-entreprise, L'analyse financière, l'entreprise NAFTAL district, La trésorerie.

Summary

Since its creation and throughout its development, the company needs financial resources. In bank-company relations, accountants must determine the number and choice of banks to work with.

Cash flow is therefore a very sensitive area that must be managed on a daily basis with effective tools and, above all, a real strategy. Managing cash flow means being in direct contact with actual and forecasted incoming and outgoing flows, and with your banks, in order to be able to quickly make the necessary adjustments. Above all, it means anticipating.

The financial analysis of a company must be carried out according to a static approach on the past years and a dynamic approach on several years to appreciate the financial structure.

In this context, the practical study conducted within the company NAFTAL district COM Tizi-Ouzou Oued-Aissi, has allowed us to appreciate its financial situation from the analysis of its financial balance, its activity. This allows us to deduce that NAFTAL is in a balanced financial situation. This company is certainly in a reasonable financial situation.

Key words : The financial market, bank-company relationship, Financial analysis, NAFTAL district company, Cash flow.